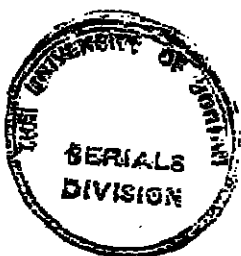


150 21 12 1991

Supplément Radio-Télévision



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14588 - 6 F

DIMANCHE 22 - LUNDI 23 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

M. Cuomo forfait pour la Maison Blanche

LES plus récents sondages annonçant, à moins d'un an de la prochaine élection présidentielle, une cote de popularité inférieure à 50 % pour le républicain George Bush, n'ont pas levé les hésitations de Mario Cuomo, le gouverneur de l'État de New-York. « L'Hamlet de l'Hudson », qui entretenait depuis trois mois la suspense sur ses intentions, a finalement annoncé, vendredi 20 décembre, juste avant la clôture des inscriptions pour les premières élections primaires de février, qu'il n'entrerait pas dans la course à la Maison Blanche.

C'est un coup dur pour les démocrates, dont les autres poids lourds, comme le sénateur Albert Gore ou l'influent Richard Gephardt, avaient eux aussi renoncé. Depuis neuf ans à la tête de l'un des États les plus importants du pays, Mario Cuomo était devenu, et de loin, l'unique personnalité démocrate capable de menacer sérieusement la réélection de George Bush.

POUR expliquer sa décision, M. Cuomo a évoqué les graves difficultés budgétaires de New-York. Le gouverneur n'a toujours pas réussi à faire adopter par le Sénat de son État, dominé par les républicains, un plan d'austérité destiné à combler un déficit de quelque 850 millions de dollars. M. Cuomo ne voulait pas se lancer dans une campagne qui l'aurait obligé à quitter son poste de gouverneur à ce moment délicat.

En avançant cet argument conjoncturel, c'est la deuxième fois que Mario Cuomo - cinquante-neuf ans, perfectionniste inquiet, intellectuel sceptique - renonce à une épreuve qui ne le tentait peut-être pas autant qu'il voulait bien le dire. S'il avait pour lui la notoriété, la machine du parti, les finances, un talent rhétorique redoutable et de nombreux amis, Mario Cuomo comptait aussi quelques sérieux handicaps. Cet Italo-Américain incarne une « culture de New-York », assez éloignée de celle de l'Amérique moyenne, une culture assimiliée, à tort ou à raison, à la faillite urbaine aux États-Unis. A priori, il n'avait donc pas le profil idéal pour reconquérir du terrain là où les démocrates en ont le plus besoin, dans l'ouest et le sud du pays.

OR, c'est précisément un homme du Sud qui monte chez les démocrates. Bill Clinton, le jeune gouverneur de l'Arkansas, se taille la meilleure part dans les comptes rendus de campagne - encore rares - des journaux. Sorti grand vainqueur d'un récent vote indicatif en Floride, il incarne le renouveau démocrate : une plus grande sagesse fiscale, une confiance plus modérée dans les recettes classiques de l'État-Providence.

Alors que Mario Cuomo représentait le parti traditionnel, porte-parole des Noirs, des femmes et des syndicats, Bill Clinton, lui, cherche à regagner une classe moyenne qui s'estime opprimée par le fisc et menacée par la montée en force des minorités ethniques. Sa campagne n'a guère de chance de constituer beaucoup plus qu'un bon galop d'essai en vue de la présidentielle de 1996, surtout si l'économie américaine finit par sortir, d'ici novembre, d'un marasme qui nourrit une grogne généralisée à l'endroit des républicains.

M0146 - 1223 0 - 6.00 F



Après avoir entériné la dissolution de l'URSS

Onze Républiques ex-soviétiques créent une Communauté d'Etats

Les dirigeants de huit Républiques ex-soviétiques ont accepté, samedi 21 décembre à Alma-Ata, au Kazakhstan, de se joindre à la Communauté d'Etats indépendants fondée, le 8 décembre, par les trois Républiques slaves : la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Cet accord, qui devait être signé en fin de matinée, consacre la fin de l'URSS. Certaines Républiques souhaitent le maintien d'un « centre » et de quelques structures fédérales comme contrepoids à une hégémonie russe. Un accord sur les armes nucléaires stratégiques a été reporté, et devrait intervenir avant le 30 décembre.

MOSCOU

de notre correspondant

Ils sont arrivés plus nombreux que prévu (onze des douze présidents des ex-Républiques soviétiques, pays baltes exceptés bien entendu) et en affichant les meilleures intentions. La conférence, qui s'est ouverte samedi 21 décembre à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, a donc donné naissance sans trop de douleurs à une nouvelle Communauté d'Etats indépendants : une entité assez lâche, peu centralisée et fondée sur les principes plutôt vagues établis à Minsk par les trois Républiques slaves qui avaient pris sur elles, quinze jours plus tôt, de précipiter les événements et de proclamer la mort de l'URSS.

La solidarité et même la réalité du nouvel organisme resteront à démontrer, mais pour

les petites et moyennes Républiques invitées à rejoindre « les trois Slaves », il n'y a guère d'autre choix. Ce type de Communauté « est probablement la seule voie pour sortir de l'actuelle situation », comme l'a déclaré, vendredi, M. Chevardnadze, redevenu un observateur indépendant puisque M. Eltsine vient de le déposer de ce qui fut le ministre des relations extérieures de l'URSS. « Il est à peu près impossible d'arriver à autre chose pour le moment. » C'est aussi parce qu'il n'a pas vraiment le choix que le président azerbaïdjanais, M. Moutalibov, s'est décidé à venir à Alma-Ata, où il n'était guère attendu.

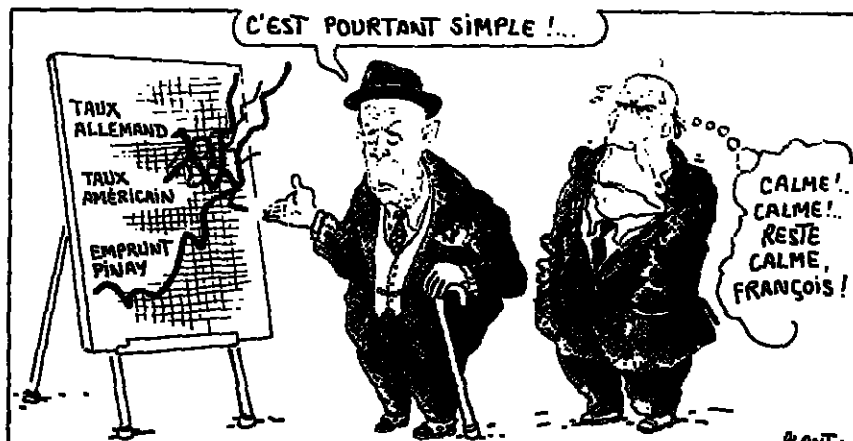
JAN KRAUZE

Lire la suite et les articles de MARIE-CLAUDE DECAMPS et de JEAN DE LA GUÉRIÈRE page 3 ainsi que nos informations page 21

En abaissant fortement le taux de l'escompte

Les Etats-Unis tentent à nouveau de relancer leur économie

La décision de la Réserve fédérale d'abaisser, vendredi 20 décembre, d'un point le taux de l'escompte, le ramenant à 3,5 %, a surpris les marchés financiers par son importance. Ce niveau du loyer de l'argent - le plus bas depuis vingt-sept ans - traduit l'inquiétude des dirigeants américains devant l'atonie de l'économie. Le lendemain de la hausse des taux allemands, plus forte que prévu, cette décision met le franc français en difficulté, entre un dollar faible et un mark fort. M. Bérézgovoy, ministre de l'économie, a réaffirmé que la parité du franc serait défendue.



Lire pages 17 et 19 les articles de FRANÇOIS RENARD

Le retour de la « question allemande »

La crise yougoslave montre que Bonn cherche plus à imposer son point de vue qu'à trouver un consensus avec ses partenaires

par Daniel Vernet

« J'entends le mot Europe dans la bouche de ceux qui pensent autre chose et n'ont pas parlé des intérêts nationaux... » La tentation est forte de rappeler ce mot de Bismarck au moment où l'Allemagne place, dans la crise yougoslave, ses partenaires de la Communauté devant le fait accompli. Car le problème n'est pas seulement de savoir s'il est judicieux de reconnaître la Slovaquie et la Croatie avant Noël ou avant le 15 janvier, ou encore s'il eût été préférable de le faire plus tôt. Il ne s'agit pas d'abord de la question yougoslave, mais beau-

coup plus fondamentalement de la « question allemande ».

On l'avait crue réglée avec la réunification. Historiquement, depuis le dix-neuvième siècle, la question allemande portait sur l'unité du pays - donc sur ses frontières - et sur la nature de son régime. Avec l'absorption pacifique de la RDA par la RFA le 3 octobre 1990 et la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne, l'Allemagne était, pour la première fois dans l'Histoire, unie, démocratique et complète, dans le sens où elle n'a aucune revendication territoriale en dehors de ses limites.

La question allemande résolue, restaient les « questions allemandes » dont la crise yougoslave vient de donner un premier exemple. Il y avait déjà eu certes la guerre du Golfe, qui avait mis au jour certaines contradictions de la politique de Bonn. Mais la RFA avait quelques excuses : le processus d'unification battait son plein, le terrain d'action était extérieur à l'Europe, une Europe de surcroît incapable de définir une position concertée.

Il était difficile de reprocher à l'Allemagne de garder un profil bas sans commune mesure avec sa puissance économique et politique.

Lire la suite page 4

Le code civil rajeuni

Deux projets de loi pour simplifier les règles de l'héritage, des patronymes et de la filiation

Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, devait présenter, samedi 21 décembre, à l'occasion d'un conseil des ministres exceptionnel, deux projets de loi visant à modifier des dispositions du code civil concernant les prénoms, les noms, la filiation et l'héritage. Ces règles, qui n'avaient pratiquement pas évolué depuis la Révolution, vont être adaptées à l'évolution des mœurs et aux progrès de la science.

Il s'agit pour l'essentiel de résoudre des situations apparemment ordinaires mais souvent douloureuses. Le choix d'un prénom, le changement de nom ou

la conservation d'un patronyme seraient plus faciles. Quant à la reconnaissance de paternité, le patrimoine des veufs ou l'héritage des enfants adultérins, ils ne devraient plus plonger les particuliers dans la perplexité.

Enfin, l'institution d'un juge unique pour résoudre les conflits familiaux devrait simplifier les procédures qui trop souvent se perdent dans le dédale des juridictions. Ces projets de loi s'inscrivent dans la réforme du code Napoléon, entreprise depuis 1988.

Lire page 8
les articles d'ALAIN GIRAUDO et d'ÉRIC INCYAN

Nouvelles tensions au Cambodge

La situation politique et sociale se dégrade

page 4

L'épilogue de l'affaire L'Oréal

La face cachée d'une négociation secrète

Lire page 13 le deuxième article de FRANÇOISE CHIROT, LAURENT GRELSAMER et AGATHE LOGEART

Le CEA ne paie plus ses fournisseurs

La fusion de sa filiale avec Thomson risque d'aggraver la situation du Commissariat à l'énergie atomique

page 17

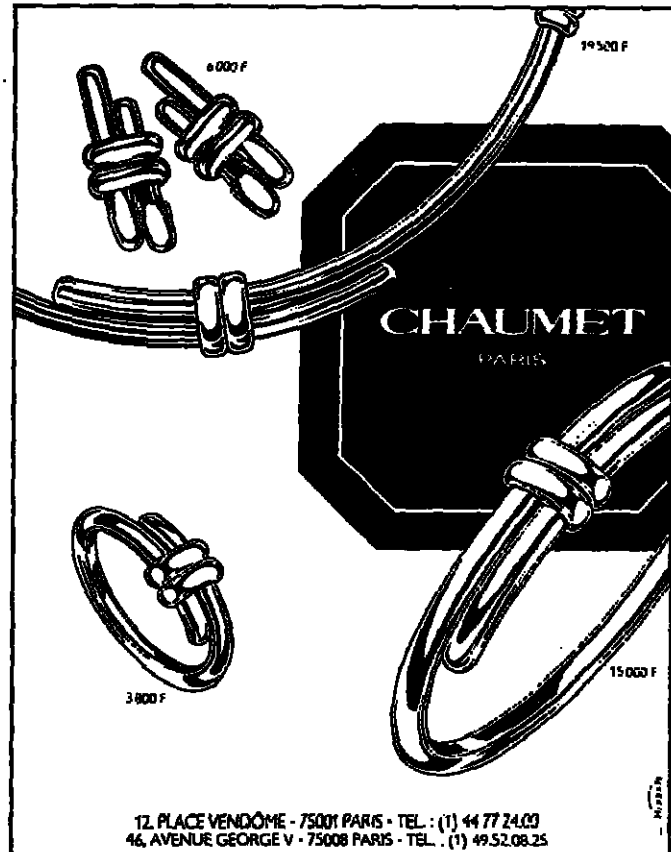
HEURES LOCALES

Limousin

Le « pays vert » refuse d'être seulement une terre de villégiature. Puisse dans leur fonds culturel, les Limousins ont entrepris de donner un nouvel élan à leur région en luttant contre le dépeuplement et en obtenant le désenclavement. Leurs atouts : des productions agricoles de qualité (viande) et des secteurs industriels de pointe (céramique) dans un environnement (eau, forêts) privilégié.

Lire pages 10 et 11 l'enquête d'ALAIN GIRAUDO

Le sommaire complet se trouve page 21



12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TEL. : (1) 44 77 24 00
46, AVENUE GEORGE V - 75008 PARIS - TEL. : (1) 49 52 08 25

A nos lecteurs

L'impression du numéro du Monde de vendredi (daté samedi 21 décembre) a été fortement perturbée, comme le veille, par des difficultés de fabrication sur nos rotatives d'impression.

Compte tenu du retard pris dans la production et pour identifier clairement la raison de ces divers incidents, la direction a décidé d'arrêter les machines, réduisant de ce fait de plus de moitié le tirage de ce numéro. Cela a permis à nos équipes d'effectuer l'ensemble des tests et diagnostics utiles et au personnel de prendre les dispositions nécessaires à une reprise normale de la production.

Très consciente des désagréments entraînés par ces incidents répétés, la direction du Monde prie, une nouvelle fois, nos lecteurs de bien vouloir l'excuser.

«Grand Jury RTL-Le Monde»

Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, invité dimanche à 18 h 30.

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 320 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.906 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléfax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot-Duvallier, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Télécopieur : 46-62-72-74
Téléfax : 46-62-72-75

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administrateur
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Remboursements sur les journaux et
indica du Monde en (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS en monnaie CSE
3 mois	400 F	575 F	790 F
6 mois	800 F	1 125 F	1 580 F
1 an	1 600 F	2 250 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs en
provision : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en in-
diquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Je souhaite avoir l'abonnement d'essai sans les
nommes propres en capital d'impression

PP Paris 191 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guis
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Farcenay
Philippe Herminan
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Faure (1989-1990)
André Laurens (1990-1991)
André Fontaine (1991-1992)

DATES

Il y a vingt ans

Les Britanniques quittent le Golfe



AOÛT 1961 : en promenade dans les rues de Koweït.

VOICI vingt ans, à la fin de décembre 1971, les Britanniques achevèrent le retrait de leurs forces stationnées « à l'est de Suez ». Le processus engagé par le premier ministre travailliste Harold Wilson dans les anciennes bases d'Extrême-Orient se termine par la région du Golfe — sous l'autorité, à Londres, d'un gouvernement conservateur.

Pour les émirats et royaumes de la péninsule Arabique, le choc est rude. Devant la Chambre des communes, le 16 janvier 1968, le premier ministre britannique Harold Wilson annonce le « retrait des forces britanniques à l'est de Suez » avant la fin de l'année 1971. Depuis près de cent cinquante ans, la Grande-Bretagne avait dirigé, réglé et arbitré dans cette région du Golfe où, au fil des années, elle avait conclu des traités de « protection » avec les potentats locaux. Pacifiée par Londres, la côte des Émirats avait pris le nom de « côte de la Trêve », pour le plus grand profit du commerce maritime avec les Indes.

Harold Wilson lui-même, en 1965, ne craignait pas d'assumer que les frontières du Royaume-Uni étaient délimitées par l'Himalaya. En février 1967, cependant, le Livre blanc du gouvernement travailliste évoque la fermeture des bases britanniques situées à l'est de Suez. Alarmé par une telle perspective, le roi Fayçal d'Arabie se rend à Londres en mai 1967 pour tenter de convaincre Harold Wilson de renoncer à ses intentions. Il redoute en particulier l'abandon de la base d'Aden, après cent vingt-huit ans de présence britannique. Or, pendant la guerre du Yémen qui a opposé les royalistes soutenus par Nasser aux royalistes appuyés par l'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne, la base d'Aden s'était révélée un atout précieux pour les royalistes. Rien n'y fait.

Le Sud-Yémen, où l'influence soviétique s'installe pour longtemps, accède à l'indépendance le 29 novembre 1967 et prend Aden pour capitale. En outre, les Indes sont indépendantes depuis 1947, et la protection de la fameuse route des Indes n'est plus une nécessité pour un Empire britannique en cours de démantèlement. Entre-temps, la détérioration de la balance des paiements a conduit en novembre 1967 le gouvernement de Londres à dévaluer la livre sterling pour la troisième fois de son histoire. C'est l'heure du choix. Des coupes budgétaires sont indispensables, et les travaillistes refusent d'amputer les budgets sociaux. Le budget de la défense sera donc sacrifié.

La menace de l'Iran

Terrifiés à l'idée de devenir la proie des convoitises au moment où ils accèdent à la richesse pétrolière, les émirats proposent d'accepter à Londres de prendre en charge les frais de stationnement des troupes britanniques à Bahreïn et à Charjah (près de 6 000 hommes), évalués en 1968 à un coût annuel de 25 millions de livres sterling. Le ministre britannique décline l'offre qui, affirme-t-il, ferait des soldats de Sa Majesté des mercenaires. L'ancienne puissance tutélaire invite en revanche les émirats à se fédérer au sein d'un État qui accèderait à l'indépendance au lendemain du départ des forces britanniques et leur offre en contrepartie des accords d'assistance sur le modèle de celui conclu avec le Koweït lors de son indépendance, en 1961.

Sans perdre de temps, les émirats obtiennent et se réunissent à Dubaï. C'est ainsi que le 27 février 1968, après deux jours de travaux, les cheikhs de neuf émirats (1) décident de créer la fédération des Émirats arabes unis. Cette fédération est dirigée par un Conseil suprême composé des neuf émirats. Dans les mois qui suivent, le Conseil suprême se réunit à plusieurs reprises, en vain. Depuis cent cinquante ans, c'était Londres qui tranchait les désaccords entre les émirats. Le protecteur disparu, qui jouait le rôle de ciment entre ces tribus querelleuses qu'opposent encore de nombreux différends territoriaux ? D'accord pour se fédérer, les émirats sont en désaccord sur tout le reste : qui présidera, quelle sera la capitale ? Bahreïn, Qatar, Dubaï et Abou-Dhabi s'en disputent le privilège. En octobre 1969, après une nouvelle réunion infructueuse, il devient impossible de réunir le Conseil suprême, complètement bloqué par les antagonismes.

Sur l'autre rive des eaux du Golfe, le chah d'Iran suit avec

attention les préparatifs de retrait britannique. Il y voit l'occasion d'affirmer sa prééminence dans la région et de combler le vide que ne manquera pas de laisser ce départ.

Dès l'annonce de la constitution de la fédération des Émirats, Téhéran fait savoir qu'il ne reconnaîtra pas le nouvel État tant que n'aura pas été admise sa revendication sur Bahreïn, qui remonte à 1820. En 1959, le Majlis (Parlement) iranien a décidé de faire de l'émirat la quatorzième province de l'Iran impérial. La menace effraie d'ailleurs encore les émirats qui marchent vers leur indépendance à reculons. Des pressions britanniques, américaines et saoudiennes amènent le chah, au terme de discrètes négociations, à accepter le scénario suivant : une mission envoyée à Bahreïn par le secrétaire général de l'ONU constatera qu'une majorité de Bahréniens ne souhaitent pas être iraniens, et l'Iran accepterait les conclusions de ce rapport en échange d'une reconnaissance par l'Occident du rôle primordial de l'Iran dans la sécurité du Golfe. En mars 1970, la mission de l'ONU conclut que la majorité de la population de Bahreïn se considère comme arabe et

souhaite accéder à l'indépendance. Le 14 mai suivant, le Majlis iranien renonce à sa revendication.

En juin 1970 survient un événement qui redonne espoir aux monarches de la péninsule Arabique. Contrairement à ce qu'annonçaient les sondages, les élections donnent la majorité aux conservateurs en Grande-Bretagne. Or ces derniers n'avaient pas eu de mots assez durs, en janvier 1968, pour condamner « la politique de capitulation et d'abandon » de Harold Wilson.

Un climat propice au nationalisme arabe

Le nouveau premier ministre, Edward Heath, du temps où il était à la tête de l'opposition conservatrice, s'était rendu en avril 1969 dans le Golfe et avait personnellement donné l'assurance aux dirigeants de la région qu'en cas de victoire il les consulterait sur l'opportunité de se retirer, comme prévu par les travaillistes avant la fin de 1971.

M. Heath tient parole. Le nouveau secrétaire au Foreign Office, Sir Alec Douglas Home, entreprend aussitôt une tournée dans la

région. Il commence par les « grands » et les voisins : Iran, Arabie saoudite et Koweït. Réponse unanime, à défaut d'être toujours pas revenus sur ses engagements : les forces britanniques doivent avoir quitté le Golfe avant la fin de 1971. Le climat de l'époque est propice au nationalisme arabe et aucun de ces pays ne veut donner l'impression de vouloir prolonger la présence d'une puissance coloniale et impériale. Les cheikhs que rencontre par la suite Sir Alec, à leur corps défendant, adoptent publiquement de semblables positions. En privé, cependant, ils lui font clairement comprendre qu'ils préféreraient une prolongation de la présence britannique. Dubaï se singularise en étant le seul émirat à se déclarer prêt à demander officiellement le maintien des soldats anglais. Bref, les émirats souhaitent que Londres assume seul la décision qu'ils n'ont pas le courage de lui demander à voix haute : le maintien des forces britanniques.

Sir Alec a rappelé de sa retraite l'ancien « résident politique » britannique, Sir William Luce. Longtemps en poste à Bahreïn, il connaît tous les dirigeants de la

région, et bénéficie de leur confiance. Lors de plusieurs navettes, entre août 1970 et février 1971, il poursuit les contacts entamés par le patron du Foreign Office. À la lecture de son rapport, Sir Alec Douglas Home a compris : il reviendra à Edward Heath d'appliquer la politique définie par Harold Wilson, si vigoureusement dénoncée à l'époque. Au seuil des années 70, la Grande-Bretagne ne souhaite pas passer pour une puissance impérialiste. Elle n'en a d'ailleurs plus les moyens. Le 1^{er} mars, Sir Alec confirme à la Chambre des communes le caractère irréversible du départ des forces britanniques du Golfe. Celui-ci interviendra avant la fin de décembre 1971, et le gouvernement de Sa Majesté propose à la future union des émirats de conclure un traité d'amitié prévoyant des consultations « dans les moments de nécessité » et de maintenir sur place des éléments des forces britanniques pour constituer le noyau de l'armée fédérale.

Douche froide

Pour les cheikhs des émirats, c'est la douche froide. Trahis une première fois par le travailliste Wilson, ils le sont à nouveau par le conservateur Heath. Cette fois, le compte à rebours a commencé : il ne leur reste que quelques mois avant cette indépendance tant redoutée. Sir William Luce reprend son bâton de pèlerin pour persuader les émirats de s'unir, mais les querelles de préséance n'ont pas disparu, loin de là. Libéré de la menace que faisait peser l'Iran sur sa souveraineté, Bahreïn a durci sa position. Non seulement il demande à héberger le siège de la capitale fédérale, tout comme Abou-Dhabi, mais la population de Bahreïn était aussi nombreuse que celle des autres émirats réunis, demande une représentation proportionnelle au sein du Conseil suprême. Abou-Dhabi refuse tout net. C'est l'impasse. Britanniques, Saoudiens, Koweïtiens essaient d'inciter les émirats à la conciliation et de parvenir, en dépit de leurs désaccords, à constituer une fédération à neuf. En vain. Des siècles de rivalités et de jalousies ne pouvaient pas s'effacer comme par enchantement.

Bahreïn décide de faire cavalier seul et proclame son indépendance le 15 août 1971, tout en annonçant la conclusion d'un traité d'amitié de dix ans avec la Grande-Bretagne. L'émir du Qatar imite celui de Bahreïn quinze jours plus tard. Les autres émirats forment donc sans eux la fédération des Émirats arabes unis (2).

Le chah d'Iran n'a pourtant pas dit son dernier mot. Il a certes renoncé à un supranationalisme à ses prétentions sur Bahreïn, mais il attend toujours sa récompense. L'Iran refuse de reconnaître la fédération à naître tant que n'auront pas été admis ses « droits » sur trois îlots du détroit d'Ormuz pratiquement inhabités : l'île d'Abou-Moussa, qui dépend de Charjah, et les deux îles Tomb, qui appartiennent à Ras-el-Khaymah. L'indépendance des Émirats arabes unis est prévue pour le 2 décembre. Sans attendre, le 30 novembre, les troupes iraniennes s'emparent des trois îles. La Petite et la Grande Tomb sont annexées en dépit des protestations de l'émir de Ras-el-Khaymah. L'émir de Charjah, quant à lui, a secrètement cédé Abou-Moussa à l'Iran en échange d'un loyer annuel de 3 millions de dollars. La Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite laissent faire. C'était prévu.

L'Iran veut être le gendarme du Golfe, cela fait l'affaire des Occidentaux, qui, au cours des années suivantes, apprécieront l'aide des troupes iraniennes pour mater la rébellion du Dhofar, soutenue par la Chine et l'URSS, dans le sultanat d'Oman. Le président Nixon fera de l'Iran et de l'Arabie saoudite les deux piliers de la sécurité des approvisionnements pétroliers de l'Occident. Quant aux émirats, devenus indépendants, ils continuent de se reposer sur l'expertise des techniciens occidentaux, notamment britanniques. Les armées sont encadrées par des officiers anglais en détachement que pas un ministre britannique de la défense n'aurait désormais l'idée de qualifier de « mercenaire ».

OLIVIER DA LAGE

(1) Abou-Dhabi, Dubaï, Adman, Oum-el-Qaiwain, Charjah, Ras-el-Khaymah, Foudjah, Qatar et Bahreïn.
(2) Ras-el-Khaymah rejoindra la fédération en février 1972.

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

JEAN-MARIE LUSTIGER
ARCHEVÊQUE DE PARIS

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE
AVEC ANDRÉ PASSERON
ET HENRI TINCQ (LE MONDE)
DOMINIQUE PENNEQUIN
ET PHILIPPE BALLARD (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

Je paye 150

20 11 50

ÉTRANGER

La réunion Alliance atlantique-pays de l'Est à Bruxelles et la visite du président russe à Rome

Les Occidentaux envisagent une reconnaissance rapide des Républiques de l'ex-URSS

La reconnaissance par les Occidentaux des Républiques souveraines de l'ex-Union soviétique devrait intervenir très rapidement, peut-être dans les jours qui viennent, si la rencontre d'Alma-Ata se déroule bien, d'après les conversations qui ont eu lieu vendredi 20 décembre à Bruxelles, en marge de la réunion de l'OTAN.

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis, vendredi 20 décembre, à l'initiative de la présidence néerlandaise de la Communauté, sont ainsi convenus de reconnaître simultanément et « très vite » les Républiques ex-soviétiques, nous indique notre correspondant aux Pays-Bas, Christian Chastier. Selon le porte-parole du chef de la diplomatie néerlandaise, la décision de principe des Douze pourrait même être officialisée dès lundi (lire ci-dessous).

Cette décision dépend de l'issue de la réunion d'Alma-Ata, qui doit indiquer si la communauté d'États indépendants créée autour de la Russie sera élargie et si les Républiques qui y participeront « sont d'accord » avec la prétention de la

Russie à recueillir l'héritage de l'Union soviétique, notamment le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que l'appareil diplomatique. En ce cas, les Douze, prenant acte de la nouvelle situation, reconnaîtront formellement les Républiques constituant la nouvelle communauté, à l'exception... de la Russie, qui hériterait de la reconnaissance accordée jadis à l'Union soviétique.

Les Douze sont, avant tout, soucieux d'éviter qu'un vide ne se crée entre la disparition de l'Union soviétique et l'apparition d'une nouvelle structure. « Nous sommes particulièrement soucieux d'agir en étroite coordination avec les Américains », a cependant indiqué à Bruxelles le ministre britannique des affaires étrangères, M. Douglas Hurd. Il a précisé que les Occidentaux attendaient aussi de la réunion d'Alma-Ata des assurances sur le respect de la démocratie et sur le contrôle des armements nucléaires, même si ce dernier point n'est présenté comme une condition formelle à la reconnaissance ni par les

Européens ni par les Américains. M. Roland Dumas s'est entre tenu de cette question, à Bruxelles, avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et a fait état de leur « convergence de vues ». Un membre de la délégation américaine à Bruxelles a, de son côté, confirmé l'intention de Washington de procéder à la reconnaissance de certaines des Républiques « d'ici à la fin de l'année » et « plutôt tôt que tard ».

Islamabad reconnaît six Républiques. — Le Pakistan a reconnu, vendredi 20 décembre, l'indépendance de la Russie et de cinq Républiques d'Asie centrale : Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan. Le premier ministre, M. Nawaz Sharif, l'a annoncé en recevant à Lahore le vice-président russe, M. Alexandre Rutskoy. Le Pakistan avait déjà reconnu, la semaine dernière, l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan. — (Reuters)

La Russie espère adhérer, à terme, à l'OTAN

BRUXELLES
de notre correspondant

La France a beau souligner les limites et les ambiguïtés de l'exercice, M. Roland Dumas a volontiers salué comme « une grande première » l'étonnante session inaugurale du Conseil de coopération nord-atlantique (COCONA) rassemblant vendredi 20 décembre, à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique et ceux des anciens membres du pacte de Varsovie.

Les dizaines de journalistes venus des pays d'Europe centrale et orientale achetaient des briquets et des cravates aux couleurs de la triomphante Alliance, vendus dans l'engouement qui leur était inhérent. Il n'y a pas si longtemps, M. Manfred Wörner rappelait qu'il ne pouvait même pas recevoir un ambassadeur de l'Est quand il avait pris ses fonctions de secrétaire général, il y a trois ans et demi.

Devant les drapeaux des seize membres de l'Alliance, Polonais, Hongrois et Tchécoslovaques, donnaient une conférence de presse commune dans la salle Joseph-Louis, où, habituellement, seuls les dirigeants américains ont le privilège de s'adresser aux journalistes, après le secrétaire général.

« De Vancouver à Vladivostok »

Les Russes ont largement contribué au succès de la représentation. M. Boris Eltsine y était allé en effet d'une « adresse » envoyée à tous les participants pour se féliciter de ces relations nouvelles qui « s'appuient sur la reconnaissance de valeurs communes », pour saluer l'émergence d'un « nouveau système de sécurité, de Vancouver à Vladivostok », et pour « poser la question de l'adhésion de la Russie à l'OTAN en tant qu'objectif politique à long terme ». Interrogé sur cette demande, en réalité pas tellement inattendue, M. Wörner a répondu : « Rien n'est exclu, mais M. Eltsine convient lui-même que c'est une hypothèse » ; quant à M. Dumas, il notait que la requête russe demandait examen par l'OTAN et que la réponse « ne viendrait pas rapidement ».

A la veille de la rencontre d'Alma-Ata, M. Eltsine s'estimait aussi en mesure de promettre que tous les membres de la communauté des États indépendants qui est en train de se former garantiront l'exécution de toutes les obligations internationales qui découlent pour eux des traités et des accords signés par l'ancienne URSS.

La déclaration finale de la réunion de Bruxelles mentionne le « représentant de l'Union soviétique ». Ce dernier, l'ambassadeur Afanassievsky, avait approuvé ce texte, préparé plusieurs jours à l'avance. Sur le coup de midi, alors que le document avait déjà été distribué à la presse, il exigea que les mots « Union soviétique » disparaissent, ce qui sera fait pour les archives mais suscita un certain embarras.

Le COCONA se réunira au niveau des ambassadeurs, à compter de février 1992, et au niveau des ministres, la première fois à Oslo, en juin, ensuite à Bruxelles, à l'occasion de la réunion ministérielle d'automne du Conseil de l'Atlantique nord. Des réunions

périodiques auront lieu dans le cadre des comités spécialisés de l'OTAN : comité politique, comité économique, comité militaire.

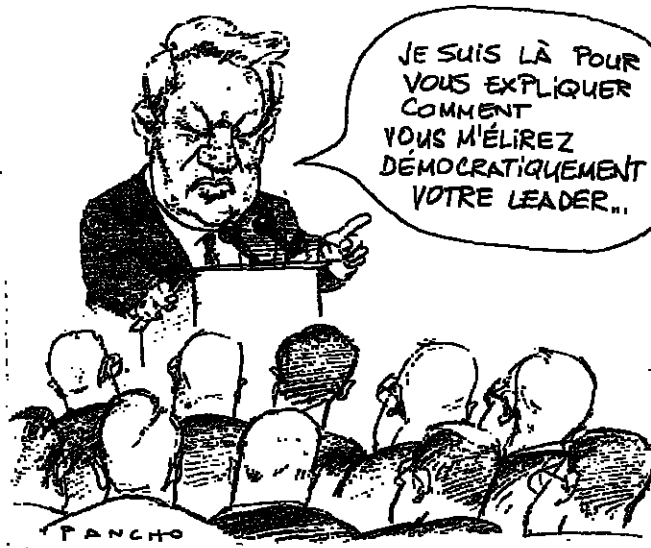
La déclaration commune indique : « Nos consultations et notre coopération seront axées sur la sécurité et sur des questions connexes comme la planification de la défense, les approches conceptuelles en matière de maîtrise des armements, la coopération démocratique des relations entre civils et militaires, la coordination civilo-militaire de la gestion de la circulation aérienne et la conversion des moyens de production de la défense à des fins civiles ».

« On ne peut pas dire que je me sente plus en sécurité » après cette réunion, déclarait dans une conférence de presse le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, reflétant en cela le point de vue de ses homologues d'Europe centrale.

La réunion de vendredi ne leur a pas apporté les garanties concrètes de sécurité auxquelles ils aspirent, même s'ils conviennent, comme le faisaient le ministre polonais, M. Skubiszewski ou son homologue hongrois, M. Jelenysek, qu'elle marque un pas dans la bonne direction.

JEAN-DE LA GUÉRIÈRE

La création d'une Communauté d'États



Suite de la première page

En effet, M. Eltsine s'était soigneusement abstenu de citer l'Azerbaïdjan quand il évoquait la liste des candidats à la future communauté. Mais les dirigeants de Bakou, en dépit de toutes leurs réserves, pouvaient d'autant moins prendre le risque de rester totalement à l'écart que les responsables russes jouent clairement la carte arménienne. Le président moldave, confronté aux graves problèmes posés par la minorité russe de sa République, ne peut non plus se permettre d'ignorer la nouvelle communauté. Même le président géorgien, M. Zviad Gamsakhouria, particulièrement mal vu à Moscou pour son comportement dictatorial et l'agression qu'il manifeste à l'égard des Osetes du Sud, a préféré envoyer deux observateurs à Alma-Ata.

Faits accomplis

Cela dit, certaines de ces candidatures suscitent des réserves de la part des membres de l'entourage de M. Eltsine, qui rêve à voix haute d'un ensemble plus restreint, d'une sorte de première coalition, d'une entente essentiellement slave et éventuellement kazakh, au sein de la communauté. En tout état de cause, la naissance survenue à Alma-Ata est, tout au mieux, une naissance de rang

son, tant les préventions et les méfiances sont évidentes, renforcées par les déséquilibres criants entre les forts et les faibles parmi ces souverains. La veille de la conférence, plusieurs des acteurs principaux se sont d'ailleurs employés, soit à occuper les positions les plus avantageuses, soit à se prémunir à l'avance contre les velléités des autres. Le plus actif en ce domaine a, incontestablement, été la Russie : annexion des palais du Kremlin et donc du siège du Soviet suprême de l'Union, du ministère des affaires étrangères et de toutes les ambassades et aussi de tous les organes de l'intérieur de la sécurité, y compris de ceux qui avaient été constitués tout récemment d'un commun accord entre les Républiques. Vendredi, M. Eltsine a en effet complété son tableau de chasse en y ajoutant l'ex-«nouveau» service des renseignements extérieurs communs, dont le porte-parole avait fait deux jours plus tôt ses débuts devant la presse internationale.

Cette brutalité délibérée, ces actes d'autorité — ou ces coups de force — opérés à la veille d'une réunion censée donner le départ d'une harmonieuse coopération ne peuvent pas être interprétés autrement que comme un signal, comme un avertissement. Il ne fait aucun doute que, pour la plupart des acteurs responsa-

« Je ferai en sorte que M. Gorbatchev ait le départ le plus digne possible... »

a déclaré M. Eltsine

Au terme de sa visite de quarante-huit heures à Rome, où il a été reçu au Vatican, M. Boris Eltsine a obtenu la promesse d'une prompte reconnaissance de la Russie par l'Italie. Le président russe est également reparti avec des assurances sur un renforcement de l'assistance économique. Mais il n'a pas réussi à faire oublier le souvenir de son prédécesseur, M. Mikhaïl Gorbatchev, qui est très populaire dans la péninsule.

ROME

de notre correspondante

« Depuis la révolution de 1917, nous n'avons encore jamais eu un chef d'État qui soit parti tranquillement à la retraite... Eh bien, Gorbatchev aura tous les honneurs dus à sa grande contribution à l'histoire de notre pays. Je ferai en sorte qu'il ait le départ le plus digne possible... Pour les détails, nous en discuterons plus précisément à Alma-Ata. » En deux phrases définitives et un geste énergique de la main, l'affaire a été réglée, vendredi soir 20 décembre, lors de la conférence de presse qui a clos la visite de M. Boris Eltsine, à Rome. A l'évidence, Boris Nikolaïevitch n'en a pas le moindre doute. L'ancien persistant de M. Gorbatchev, il s'occupera dorénavant de charité et d'autres humanitaires, avait-il lancé avant son départ de Moscou.

Et pourtant, durant ces deux jours où il fut reçu « presque » en chef d'État (l'expression est du très diplomate ministre des affaires étrangères, M. De Michelis), où il a refait, pas à pas, le parcours de son prédécesseur en décembre 1989, M. Eltsine s'est entretenu avec les dirigeants économiques et les grands capitaines d'entreprises, dont M. Giovanni Agnelli, le président de la Fiat, et

a pas caché, vendredi, sa « préoccupation » quant au sort de l'ancien dirigeant soviétique. La veille, avec une franchise dont il n'est guère coutumier, le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, lui avait carrément dit en face : « Moi, je veux beaucoup de bien à M. Gorbatchev... ».

Cet examen de passage de chef d'État, la seule raison de ce voyage, M. Eltsine l'a tout de même réussi, mais à l'arraché. Comment refuser la reconnaissance de facto à un homme qui, pendant son séjour romain, faisait sauter le Kremlin et couper les vivres à son locataire ? Rome a refoulé sa « gorbomania », et, devant l'incertitude qui règne sur l'avenir de l'ancienne URSS, s'est rangée à des arguments plus réalistes.

« Un seul bouton pour l'arme atomique »

Dans sa conférence de presse, M. Eltsine n'était guère convaincant lorsqu'il parlait d'un « pluralisme démocratique » pour ses futurs opposants, sans toutefois citer M. Gorbatchev. « Nous allons faire un commandement unique des structures militaires », a-t-il dit au président du Conseil, avant d'être vraiment explicite avec le président de la République, M. Cossiga : « Je peux vous assurer qu'il n'y aura qu'un seul bouton pour commander l'arme atomique ».

En proie à des difficultés économiques grandissantes, M. Eltsine était également venu réclamer l'étrange économie de l'URSS auprès d'un pays qui est son deuxième partenaire européen derrière l'Allemagne. Sur ce point, il a aussi obtenu pleine satisfaction. Outre la ligne de crédit de 1 500 milliards de lires qui lui sera débouquée (le Monde du 21 décembre), M. Eltsine s'est entretenu avec les dirigeants économiques et les grands capitaines d'entreprises, dont M. Giovanni Agnelli, le président de la Fiat, et

proposé d'acquiescer à un tiers des actions de la VAZ, la grande firme d'automobiles soviétique. Le contrat et les détails de ce joint-venture seront fixés dans les trente jours.

Mission délicate au Vatican

Restait la partie la plus délicate de ce voyage, la visite au Vatican et l'entretien avec Jean-Paul II (11 h 05, soit, à la minute près, le temps du dernier entretien avec le pape et M. Gorbatchev). Reçu à l'entree, dans le protocole, avec les honneurs d'un chef d'État, M. Boris Eltsine était attendu avec beaucoup d'espoir, mais aussi de circonspection. L'absence des orthodoxes, invités personnellement par le pape à participer au synode extraordinaire des évêques sur l'avenir de l'Europe, qui s'est achevé la semaine dernière, avait jeté un froid certain sur les discussions, les privant d'une partie de leur sens. Le patriarche lui-même, n'appréhendant pas le prosélytisme de Rome en URSS, avait promis de boycotter toute éventuelle visite de Jean-Paul II. Mais, de l'avis de la diplomatie vaticane, on pourra compter à l'avenir sur la « bonne volonté » de M. Eltsine.

Au cours d'un entretien largement étendu aux problèmes de politique étrangère, M. Eltsine a rassuré le Saint-Siège en affirmant que « la nouvelle Constitution russe garantit la liberté religieuse sans distinction de confessions ». En revanche, il était trop tôt pour parler d'une visite du Saint-Père à Moscou, et M. Eltsine s'est borné à rappeler que M. Gorbatchev « avait déjà lancé une invitation ». De source proche du Vatican, on laissait entendre que le pape pourrait peut-être se rendre d'abord en Ukraine pour y visiter la communauté catholique, sans passer nécessairement par Moscou.

MARIE-CLAUDE-DECAMPS

bles russes, il y a « la Russie et les autres » (membres de la communauté), pour reprendre une formule utilisée deux fois par Boris Eltsine dans les deux participations à la réunion de l'OTAN à Bruxelles. Il est clair que dans leur esprit le siège de l'URSS au Conseil de sécurité revient de droit à la Russie, que ce soit ou non avec l'accord des autres Républiques. Il est également évident que seule la Russie peut avoir le contrôle de l'arme nucléaire.

L'Ukraine sur ses gardes

A peine Boris Eltsine était-il arrivé à Alma-Ata, tout rayonnant après son bain romain de gloire internationale, qu'il déclarait : « Il est important qu'il y ait un bouton [nucléaire] unique et non pas quatre. » De son côté, l'Ukraine s'est efforcée de démontrer à l'avance la dérive de la nouvelle Communauté vers un organisme centralisé qui la priverait du plein exercice de sa nouvelle souveraineté. Le Parlement de Kiev qui, au lendemain des accords de Minsk, avait annoncé certaines des dispositions contenues dans l'accord entre les trois présidents slaves, a voté juste avant la réunion d'Alma-Ata une nouvelle résolution affirmant que l'Ukraine ne serait liée que par les dispositions ratifiées par ses élus, et qu'elle s'opposerait à la transformation de la Communauté en État.

Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk — comme pour bien prouver à ses électeurs qu'il reste sur ses gardes, — s'est même fait prier avant d'accepter de se rendre à Alma-Ata. Il a voulu que M. Guennadi Bourbous, premier vice-président ministre russe et architecte des accords de Minsk, aille personnellement le chercher.

Défense : projets concurrents

Le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev, avait pour sa part d'autant plus de raisons de marquer ses distances qu'il avait été « ennobli » par les signatures de Minsk. Il a donc profité du passage du secrétaire d'État américain, M. James Baker, pour rappeler que rien n'était encore vraiment réglé, en particulier à propos du contrôle des armes nucléaires et de leur localisation. Cela ne l'a pas empêché de proclamer, depuis, son optimisme quant aux résultats de la rencontre d'Alma-Ata, en partie peut-être parce qu'il en est l'hôte, et en partie parce qu'un échec aurait été catastrophique pour lui.

Il a même prévu, comme ce fut le cas, que quelques heures suffiraient pour arriver à un accord et le signer, ce qui n'est pas forcément de très

bon augure pour la solidité de la future communauté.

Les problèmes fondamentaux qu'elle doit résoudre, ne serait-ce qu'en matière de défense, de politique internationale et de relations économiques, mériteraient un examen beaucoup plus approfondi. Les délégués auraient d'ailleurs indiqué, samedi matin que la conclusion d'un accord sur les armes stratégiques n'interviendrait que d'ici le 30 décembre. Les participants à la conférence comptent au moins s'orienter vers un choix entre diverses variantes concernant leur future défense commune.

Selon l'agence Nega, l'un des projets, défendu par le ministre soviétique de la défense M. Chaptounov, tend à limiter autant que possible la taille des armées « républicaines » et à maintenir des forces importantes, baptisées « stratégiques », sous commandement unique. Un projet russe, présenté par le général Kobets, réduit pour sa part l'étendue de ces forces stratégiques mais il y ajoute des forces mobiles, également sous commandement unique. Il a plus de chances d'être accepté par les États de la communauté dans la mesure où il semble moins centralisateur, mais personne ne peut ignorer que dans l'esprit du

général Kobets le cœur de la défense de cette communauté, et en particulier son armement nucléaire, ne peut être que russe.

L'Ukraine pour sa part s'en tient à une conception encore plus étroite du « stratagisme ». M. Kravtchouk a redit à la veille de la réunion que seules les forces nucléaires devaient être considérées comme telles, justifiant par là sa décision de placer sous son autorité toutes les autres forces armées situées sur le territoire ukrainien. Pour faire bonne mesure, M. Kravtchouk a d'ailleurs annoncé un doublement des soldes.

Les participants à la réunion d'Alma-Ata devaient aussi trouver le temps de régler définitivement le sort de M. Gorbatchev et donc, selon la formule de M. Eltsine, de lui offrir le moyen « de prendre congé de manière honorable ». C'est dire que la lettre adressée par M. Gorbatchev aux dirigeants des Républiques (le Monde du 21 décembre), dans laquelle il essie une fois encore de peser pour une union aussi étroite que possible, sera considérée plus comme un message d'adieu que comme un élément du débat.

JAN KRAUZE

Cartier

sera ouvert
Dimanche 22 Décembre

à Paris,
13 rue de la Paix - 2°
51 rue François-1er - 8°
12 avenue Montaigne - 8°
23 rue du Fg St-Honoré - 8°

et à Lyon, Bordeaux,
Biarritz, Cannes,
Courchevel, Deauville,
Lille, Marseille,
Mégève, Montpellier,
Nice, Toulouse.

AFSANE BASIR POUR

La nomination du futur coordinateur des premières décisions du nouveau gouvernement, M. Boutros-Ghali. La personnalité du coordinateur jouera certainement un rôle clé. Les noms du prince Sadrudin Aga Khan, qui vient de démissionner de son poste de coordinateur des aides humanitaires dans le Golfe, ainsi que de M. Kouchner sont mentionnés dans les colloques de l'Organisation. Bien que considérant M. Kouchner comme un des «architectes» de la résolution et un candidat «idéalisé» pour le poste, certains diplomates occidentaux expliquent que ses idées briseront sans nul doute d'ingérence humanitaire diminueront ses chances d'être élu.

AFRIQUE

DJIBOUTI

La France a exprimé son soutien au processus d'ouverture

Au lendemain des promesses d'ouverture politique faites, jeudi 19 décembre, par le président Gouled Aptidon (le Monde du 20 décembre), le ministre français des Affaires étrangères a indiqué que Djibouti pouvait « compter sur le soutien de la France pour l'aider à mener à bien l'évolution ainsi engagée ».

Tout en marquant son « approbation », le gouvernement français a condamné, par avance, « toutes les violences qui remettraient en cause le processus démocratique en cours ». Les déclarations du président Gouled - disposé à entrepren-

dre des réformes politiques conformes à « la démocratie, au pluralisme des candidatures ou au multipartisme », si les Djiboutiens se prononcent en faveur du changement au cours d'un référendum prévu dans un délai de six mois - n'ont pas, semble-t-il, entièrement convaincu l'opposition.

Le chef de l'Etat a, en effet, précisé que ce référendum ne pourrait avoir lieu que lorsque « les bandes armées, opérant dans le nord du pays, auront été chassées du territoire national ». - (AFP)

LIBERIA

Le président Sawyer accuse la Côte-d'Ivoire et le Burkina-Faso de soutenir la rébellion

Le président intérimaire, M. Amos Sawyer, a mis publiquement en cause, vendredi 20 décembre, à Monrovia, le Burkina-Faso et la Côte-d'Ivoire, accusés d'aider les rebelles du Front national patriotique du Libéria (FNPL), dirigé par M. Charles Taylor.

Les maquisards du FNPL, qualifiés de « gangsters » et d'« escrocs », continuent à recevoir de l'« armement lourd et sophistiqué » et à bénéficier de la bienveillance du Burkina-Faso et de la Côte-d'Ivoire, qui « permettent à Taylor d'utiliser leur territoire pour se ravitailler en armes », a précisé M. Sawyer. Selon lui, la ville ivoi-

rienne de Man est devenue le « principal centre de transit des armes et des munitions destinées à Taylor ».

Evocant l'accord de paix de Yamoussoukro, conclu en octobre - et dont les présidents Houphouët-Boigny et Compaoré sont signataires -, M. Sawyer a dit avoir « du mal à comprendre » que des « frères africains, en Côte-d'Ivoire et au Burkina-Faso, qui se prétendent hommes d'Etat, puissent se joindre à un processus qui vise délibérément à détruire la nation et le peuple libériens ». - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : selon le président De Klerk

Le gouvernement est prêt à « négocier immédiatement » une nouvelle Constitution

La première journée de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) s'est terminée, vendredi 20 décembre, dans la soirée, par un vif échange entre M. De Klerk et M. Mandela. Le chef de l'Etat a indiqué que le gouvernement était prêt à « commencer immédiatement les négociations sur une nouvelle Constitution ». Seize des dix-neuf organisations qui participent à ces débats ont signé une « déclaration d'intention », engageant le pays sur la voie de la démocratie non raciale.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président Frederik De Klerk, qui dirige la délégation gouvernementale, a parlé le dernier. Il a répété, comme il l'avait fait à plusieurs reprises depuis son discours du 17 février, à l'ouverture de la session parlementaire, qu'il était prêt à associer des Noirs à la gestion du pays. Il a estimé que le moment était proche où des Noirs siègeraient au Parlement, afin de préparer un transfert de pouvoir à « une autorité post-apartheid ». Il a redit également sa « conviction » qu'il était dans « l'intérêt du pays et de ses peuples » d'avoir rapidement un gouvernement représentant « l'ensemble de la population ».

M. Frederik De Klerk a précisé que son gouvernement était prêt à « commencer immédiatement les négociations sur une nouvelle Constitution » - ce qui est l'objectif de la CODESA. Il a indiqué que des « amendements » pouvaient être apportés au texte actuel, « afin de rendre possible un passage du pouvoir ». Mais il a également répété sa détermination à refuser toute « suspension de la Constitution en vigueur ».

Ces déclarations prometteuses n'ont pas empêché le chef de l'Etat de tenir des propos très durs contre le Congrès national africain (ANC) et, en particulier, contre sa branche « Unité », dirigée par M. De Klerk. Il a ainsi accusé l'ANC de « n'avoir pas renoncé à la lutte armée, en dépit de l'accord de paix signé le 14 septembre ».

M. Mandela n'a pas laissé passer l'occasion de mettre en cause, à son tour, M. De Klerk, s'affirmant consterné par son comportement. « Même le chef d'un régime minoritaire, discrédité et illégitime doit savoir se placer », a lancé le vieux militant nationaliste, lançant M. De Klerk, pendant un bon quart d'heure, comme le ferait un instituteur rabrouant un élève dissipé. Les deux hommes ont néanmoins fini par convenir qu'ils étaient toujours disposés à travailler ensemble à l'avenir de l'Afrique du Sud.

Is, ont, du reste, tous deux signé la « déclaration d'intention », qui énonce les principes généraux de la future Constitution du pays. Ils ont été imités par quatorze autres chefs

de délégation. Seuls, les représentants du parti Inkhata, à dominante zoulou, et ceux des bantoustans indépendants du Bophutatswana et du Ciskei ont, pour l'instant, réservé leur signature.

Le texte, qui pourrait ressembler à un préambule de Constitution, est d'une extrême importance. Il « élève » les signataires au concept de démocratie multipartite, où la Constitution est donnée comme référence suprême et garantit l'organisation de scrutins libres, réguliers et pluralistes, de même qu'elle institue l'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Un acte d'engagement moral

En paraphrasant la déclaration d'intention, les signataires s'engagent aussi à respecter les décisions de la CODESA et à faire ce qui est en leur pouvoir pour les mettre en application. Ils ont fait, en quelque sorte, un acte d'engagement moral, contracté devant plusieurs centaines de témoins et de journalistes étrangers. Sans oublier les témoins locaux, pour la première fois certainement dans l'histoire de la télévision sud-africaine, ont pu suivre, en direct, cet événement politique historique - au cours duquel on pouvait voir les journalistes noirs et blancs s'exprimer alternativement en anglais et en africain, et rivaliser d'amabilité en se passant le micro.

Ordre alphabétique oblige, c'est M. Mandela qui, quelques heures plus tôt, avait pris, le premier, la

parole. Passant de l'anglais à l'africain puis au zoulou, le président de l'ANC, qui a qualifié l'apartheid de « crime contre l'humanité », a prévenu que la démocratie ne tomberait pas du ciel. Selon M. Mandela, il faut parvenir, impérativement, au consensus, sans lequel les institutions de l'ancien pouvoir blanc continueront de régir le pays. Stigmatisant la violence, le dirigeant de l'ANC a renouvelé sa demande d'une amnistie générale des prisonniers politiques.

Evocant la Convention nationale de 1909 - qui avait réuni les représentants exclusivement blancs, des colonies britanniques -, M. Mandela a affirmé que la réunion de la CODESA constituait « la première occasion d'instaurer la démocratie » en Afrique du Sud. Selon lui, le processus engagé est « irréversible ». « Le moment pour une Afrique du Sud, une nation, un vote, un futur, c'est maintenant », a-t-il martelé en africain.

Au terme d'une première journée incontestablement positive, seul le lieu même de la réunion semblait ne pas être à la dimension de l'événement. Vu de loin, le bâtiment ressemble plutôt à une sorte d'entrepôt. A l'intérieur, quelques travaux d'aménagement de dernière heure ont cependant réussi à créer une apparence d'hôtel deux étoiles, où se joue le premier épisode d'un feuilleton qui devrait mener l'Afrique du Sud de l'apartheid à la démocratie.

FREDERIC FRITSCHER

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Israël enlève puis libère trois personnes dans le Sud

Israël a libéré, samedi 21 décembre, trois Libanais enlevés pendant la nuit de jeudi à vendredi dans le sud du Liban, a annoncé un porte-parole de l'armée israélienne. « L'interrogatoire étant terminé, les forces de défense israéliennes ont relâché les suspects arrêtés au nord de la zone de sécurité au Liban », a-t-il déclaré.

Un commando hébreu de l'armée israélienne s'était emparé des trois hommes au cours de la nuit près du village de Jibchit, dans le sud du Liban. Tzahal avait alors affirmé qu'ils étaient « soupçonnés de terrorisme » et avaient été conduits en Israël pour y être interrogés.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, M. David Levy, s'est félicité de ce raid, que le premier ministre Itzhak Shamir a qualifié d'« opération de nettoyage visant les activités terroristes du Hezbollah ».

et n'ayant « rien à voir avec l'affaire des soldats israéliens disparus au Liban ». Toutefois, selon des sources proches des services de sécurité, le raid avait notamment pour objectif d'inciter les habitants de Jibchit à faire pression sur le Hezbollah (Parti de Dieu, pro-iranien) pour obtenir la libération de Ron Arad, l'un des militaires israéliens disparus au Liban.

Quelques heures après l'opération, une bombe a explosé dans la boutique appartenant à l'une des trois personnes enlevées, tuant deux de ses fils ainsi qu'un autre enfant et blessant au moins trois personnes. Jibchit est situé à 38 km au sud de Beyrouth, et c'est dans cette région que les Israéliens avaient enlevé le 28 juillet 1989 à son domicile le cheikh Abdel-Karim Obeid, l'un des responsables locaux du Hezbollah. - (Reuters)

EN BREF

□ Le Programme alimentaire mondial va débloquer une aide d'urgence aux pays de la Corne de l'Afrique. - Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé, vendredi 20 décembre, à Rome, qu'une aide alimentaire d'urgence, évaluée à 47 millions de dollars, allait être prochainement débloquée pour les pays de la Corne de l'Afrique. Cette aide ira prioritairement aux réfugiés - dont 375 000 Ethiopiens - et aux victimes des guerres civiles - dont 160 000 Somaliens. - (AFP)

□ CHINE : la dissidente Dai Qing part pour les Etats-Unis. - Finalement autorisée par les autorités communistes chinoises à se rendre aux Etats-Unis pour suivre des études à l'université de Harvard, M^{me} Dai Qing, activiste du « printemps de Pékin » en 1989, a souhaité, samedi 21 décembre, que ses compatriotes s'abandonnent pas l'espoir d'une évolution démocratique. - (AFP)

□ IRAK : Le Conseil de sécurité décide le maintien de l'embargo. - Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, vendredi 20 décembre, de maintenir en l'état l'embargo imposé contre l'Irak depuis août 1990 mais s'est déclaré favorable à une simplification de ses règles de dérogation. Il a ainsi été demandé

au « comité des sanctions » de l'ONU, habilité à délivrer des dérogations à cet embargo pour des raisons humanitaires, d'assouplir sa procédure pour un certain nombre de produits dont le comité devra arrêter la liste. - (AFP, Reuters)

□ ISRAËL : L'Orchestre philharmonique renonce à jouer Wagner. - L'Orchestre philharmonique d'Israël a finalement renoncé à jouer des œuvres de Richard Wagner, suivant ainsi un tabou vieux d'un demi-siècle. La direction du Philharmonique a annoncé, vendredi 20 décembre, qu'elle annule une représentation de « Tristan et Isolde » le 27 décembre à Tel-Aviv, sous la direction de Daniel Barenboim, ce qui aurait constitué une première en Israël. La décision prise la semaine dernière par les musiciens de l'Orchestre d'inscrire Wagner à leur répertoire avait provoqué une vive polémique en Israël. - (AFP)

□ MOZAMBIQUE : les négociations de paix marquent un progrès. - Les représentants du gouvernement de Maputo et ceux de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) sont parvenus, vendredi 20 décembre, à Rome, sinon à un accord, du moins à une « ample convergence », concernant la future loi électorale. Les deux parties sont favorables à la « tenue simultanée » des élections présidentielle et législatives, qui pourraient se dérouler sous la surveillance des

SAHARA OCCIDENTAL ; le plan de paix des Nations unies dans l'impasse

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a présenté, vendredi 20 décembre, à New-York, un rapport sur le Sahara occidental - rapport qui entérine le retard de plusieurs mois du plan de paix de

l'ONU. Ainsi, le référendum d'autodétermination, initialement prévu début 1992, devrait être repoussé à l'automne. M. Perez de Cuellar, qui a assuré regretter la démission de son représentant spécial au Sahara occidental,

M. Johannes Marz (nos éditions du 21 décembre), a appelé le Maroc et le Polisario à « une coopération sans faille, dans un esprit d'objectivité et de justice ». Le Conseil de sécurité a renvoyé à lundi l'adoption de ce rapport.

Des « casques bleus » peu bavards et des Sahraouis exaspérés

BIR-LAHLOU (Sahara occidental)
de notre envoyé spécial

Le poste en dur porte encore les traces béantes de l'attaque marocaine née en août dernier, en différents endroits contrôlés par les troupes du Front Polisario. « Nous avons évité le combat pour ne pas donner le prétexte à Hassan II de refuser la mise en route du plan de paix », assure Sidi Ouagui, commandant en second, sans insigne de grade, de la 5^e région militaire du Polisario.

A Bir-Lahlou, les Marocains ont tout détruit à l'explosif et au canon, puis se sont repliés. Les Sahraouis, eux, sont revenus. Depuis, ils campent sous la tente, quelques centaines de mètres plus loin, tandis que les observateurs de

l'ONU, arrivés quelques jours plus tard pour surveiller l'application du cessez-le-feu, officiellement décrété le 6 septembre, se sont installés dans les ruines.

Dix groupes de « bétiers bleus » de la mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (MINURSO), soit deux cent vingt hommes, sont ainsi disséminés dans tout le Sahara occidental, six en territoire contrôlé par le Front Polisario et quatre autres sous contrôle marocain. A Bir-Lahlou, le poste de l'ONU est commandé par un officier français, le lieutenant-colonel Paul Sintès, de l'armée de l'air. Dix-huit hommes, officiers de nationalités différentes (Américains, Soviétiques, Chinois, Égyptiens, Kényans, Vénézuéliens, Italiens, Britanniques et Canadiens) travaillent sous ses ordres, à l'ombre des drapeaux de l'ONU et du Polisario voisins.

L'embarras des observateurs

Travail peu exaltant que celui de patrouiller dans le désert, sans armes, à bord de véhicules tout-terrain blancs, pour contrôler l'application du cessez-le-feu, signaler d'éventuelles violations, à commencer par le survol régulier d'avions de reconnaissance marocains, ou rendre compte de tout mouvement de troupes. « Le Polisario est d'une totale coopération », assure le lieutenant-colonel Sintès. Heureusement. Sans lui, les soldats de l'ONU mourraient de faim et, surtout, de soif.

C'est en effet le Polisario qui assure leur ordinaire, les aide à reconstruire le poste détruit, ont guidé leurs premiers pas dans ce désert hostile. « Ils nous ont aidés à reconnaître le terrain, assure l'officier français. Maintenant, grâce aussi à nos instruments de navigation satellitaires, nous pouvons nous diriger seuls dans un rayon de 50 kilomètres. » Poliment, les Sahraouis, qui, de nuit, retrouvaient une piste les yeux fermés, ne commentent pas.

Le colonel Sintès est conscient du retard pris dans la mise en place du plan de l'identification physique des électeurs, à leur transport sur les lieux de vote en territoire sous contrôle marocain, ni l'échange prévu des prisonniers n'ont commencé. Mais il attend, ne sachant pas trop quelle sera la

durée d'une mission qui aurait dû se conclure par le référendum initialement prévu en janvier prochain. Il n'est pas autorisé à en dire plus aux journalistes et, pour le reste, renvoie à son commandement, installé à Laayoune, du côté marocain... où les journalistes sont, actuellement, interdits de présence.

Même ambiance d'incertitude et de réserve quelques dizaines de kilomètres plus loin, à Tifariti. Comme à Bir-Lahlou, les observateurs de l'ONU se sont installés dans un poste détruit par l'armée marocaine en août dernier. Un officier égyptien les commande. Il restera muet, visiblement embarrassé, lui aussi, et musulman, de donner son sentiment sur une guerre qui oppose « deux peuples frères ». Quelques centaines de kilomètres plus loin, la discussion tourne carrément court avec le major canadien qui commande le poste de M'Hziz, non loin du mur de défense derrière lequel, du nord au sud, sur 2 000 kilomètres, sont retranchées les troupes marocaines.

Franqué d'un officier français visiblement désolé, l'officier canadien, moustaches retroussées comme celle d'un major de l'armée des Indes, estime que les journalistes racontent souvent n'importe quoi. La preuve ? L'un d'eux a un jour attribué à un collègue un grade qui n'était pas le sien. Une faute qui justifie qu'aujourd'hui il ne peut dire qu'une seule chose : « Je ne suis pas autorisé à répondre ».

« Si ça continue, la guerre reprendra... »

Quels secrets pourrait-il donc cacher qui ne soient connus des soldats du Polisario qui nous accompagnent et qui, habitués de longue date à convoquer les journalistes dans des zones qu'ils connaissent mieux que personne, savent qu'ils ne sont jamais aussi convainquants qu'en répondant à toutes leurs questions. Dans les premiers échanges, la langue de bois est de rigueur. Mais, rapidement, les échanges se font plus simples. Les soldats sahraouis respectent et continueront à respecter le cessez-le-feu. Mais l'attitude du Maroc les exaspère. « Hassan II fait tout pour empêcher la paix, explique, entouré de ses hommes qui l'approuvent, un capitaine du Polisario. Pour le moment, nous supportons, mais, si ça continue, la guerre reprendra ».

Nous y sommes prêts, cela fait plus de quinze ans que l'on tient ».

A l'évidence, ces hommes-là veulent en découdre, inquiets d'un cessez-le-feu dont les contraintes ne s'adaptent pas sur les Marocains, qui continuent à renforcer leurs positions. En août dernier, affirmant-ils, pour ne pas faire perdre ses chances au règlement que l'ONU s'appropriait à mettre en place, le réalisme leur a commandé de se replier sans combattre devant l'avance marocaine. Mais ils en ont gardé une profonde amertume, convaincus qu'un engagement aurait tourné en leur faveur. « Cela fait si longtemps que nous ne nous battons pas affrontés aux Marocains, dit encore le capitaine. Pour une fois qu'ils sortent de derrière leur mur... »

La politique leur a imposé de refuser le combat, mais, quatre mois après, la pilule n'est toujours pas passée. « L'ONU est en mesure d'imposer le respect de l'accord conclu avec les Marocains », assure le capitaine. Pour un peu, une intervention armée des Nations unies ne lui déplairait pas : « Si l'on avait envoyé le Koweït, il eût eu ce qu'il méritait. Hassan a envahi le Sahara et l'ONU ne fait rien. Pourquoi ? »

A Tindouf, en territoire algérien, où est installée la direction du Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, son président, confirme l'exaspération de ses troupes. « Je ne vous cache pas que notre armée s'impatiente. Elle nous parle des avions marocains qui survolent nos zones, de l'entretien du mur de défense, des manœuvres d'entraînement pour renforcer son aptitude au combat. Notre armée nous dit qu'elle ne peut pas rester indéfiniment les bras croisés sans se mettre en danger. Nous subissons une forte pression de sa part. Pour le moment, nous tenons, mais il y a de la crédibilité de l'ONU, qui s'est trop engagée sur cette affaire. Nous ne nous expliquons pas son silence, son inaction face aux provocations du Maroc. Le plan de paix a été accepté par toutes les parties, il doit être appliqué tel quel. » C'était deux semaines avant que M. Manz, le représentant des Nations unies, qui, apparemment, ne croyait plus aux chances du plan dont il était l'un des concepteurs, ne démissionne (le Monde du 21 décembre).

GEORGES MARION

السلامة العامة

POLITIQUE

La polémique sur le financement des Verts

Le fisc réclame 1 million de francs au parti de M. Waechter

Après les révélations du *Canard enchaîné* sur le financement occulte des Verts (le *Monde* du 19 et 20 décembre), M. Antoine Waechter a annoncé que l'administration fiscale vient de réclamer 1 million de francs à son parti, au titre de l'impôt sur les sociétés. Le fisc justifie cette imposition supplémentaire par le remboursement de 3,3 millions de francs, versés aux Verts par leur imprimeur, sur les dépenses de frais d'impression pour la campagne présidentielle de 1988.

Le *Canard enchaîné* avait révélé, mercredi dernier, que le parti écologiste avait surcoûté ses dépenses de campagne (élection présidentielle de 1988 et élections européennes de 1989), afin d'obtenir de l'Etat un remboursement forfaitaire supérieur à ses dépenses réelles.

Le trop-perçu était reversé aux Verts par leurs fournisseurs.

« Non content de sa tentative de discréditer les Verts, le pouvoir prétend les entraver financièrement », a déclaré, vendredi 20 décembre, M. Waechter, en précisant que son parti envisageait une action juridique contre la décision de l'administration fiscale.

M. Waechter demande également la publication de l'ensemble des factures adressées à l'Etat par les imprimeurs de chacun des candidats à l'élection présidentielle et de

chacune des listes aux élections européennes. M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, qui avait été accusé, par M. Waechter, d'avoir eu recours aux mêmes pratiques en 1981, a « formellement » démenti avoir agi de la sorte. Dans un communiqué diffusé le 20 décembre, le mouvement de M. Lalonde, *Génération Ecologie*, « regrette que cette affaire vienne ternir la réputation des écologistes » et demande aux « Tariffes » d'assumer « seuls leurs méthodes ».

L'Association des usagers de l'administration et des services publics, animée par M. Jean-Claude Delarue, estime, pour sa part, dans un communiqué, que « l'affaire des fausses factures des Verts ne doit pas toutefois cacher la forêt, c'est-à-dire le détournement systématique des lois, qui est la contrepartie du financement actuel des partis ». L'ADUA « approuve le combat électoral » de M. Antoine Gaudin, ancien inspecteur de police et auteur d'un livre à succès sur les affaires, qui se présente aux élections régionales dans les Bouches-du-Rhône, et annonce que M. Delarue présentera une liste aux élections régionales dans le Var « contre un autre aspect de la dérive des mœurs politiques : les effets pervers de la décentralisation ».

□ Un adjoint au maire du Havre quitte le PS pour Génération Ecologie. — M. Bernard Despière, adjoint socialiste au maire communiste du Havre, M. André Duroméa, a annoncé, jeudi 19 décembre, qu'il quittait le PS pour rallier Génération Ecologie. M. Despière devrait figurer en bonne position sur la liste Génération Ecologie pour les élections régionales, conduite, en Seine-Maritime, par M. Bernard Fraix, lui-même ancien militant socialiste et maire de Grand-Couronne. M. Despière, adjoint chargé de l'environnement et de la santé à la mairie du Havre, a expliqué sa décision par l'« incapacité chronique » du PS « à régler durablement les problèmes » de la vie quotidienne. La liste Génération Ecologie devrait également accueillir Christine Rambaud, conseillère municipale de Mont-Saint-Aignan, dans la banlieue de Rouen, qui a démissionné de l'UDF.

□ M. Jean Brière, ancien porte-parole des Verts, relaxé en appel. — M. Jean Brière, ancien porte-parole des Verts, qui avait été condamné, le 16 juillet, par le tribunal correctionnel de Lyon à trois mois de prison avec sursis et 20 000 F d'amende pour « provocation à la discrimination raciale », a été relaxé en appel, vendredi 20 décembre, par la cour d'appel de Lyon. Parties civiles, la

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans une lettre d'observations définitives, officiellement communiquée aux élus du conseil municipal le vendredi 21 décembre, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur confirme la grave crise financière que traverse la ville de Marseille. Portant sur les exercices 1983-1991, ces observations soulignent, notamment, la montée, « aux limites du tolérable », de l'endettement de la cité phocéenne, résultant de l'insuffisance de ses ressources, et dont la principale conséquence est une quasi-« disparition » de ses capacités d'investissement.

La faiblesse de ses ressources est, selon la chambre, « le problème majeur » de la ville de Marseille

Dans un rapport sur la période de 1983 à 1991

La chambre régionale des comptes souligne la grave crise financière qui affecte la ville de Marseille

qui pâtit, en l'occurrence, de l'absence d'une communauté urbaine. Par rapport à la situation de la ville de Lyon, cette insuffisance, estime-t-elle, peut être chiffrée à près de 1 000 millions de francs. La chambre considère qu'il s'agit là d'une « anomalie » découlant des critères initialement retenus pour la fixation et l'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'Etat, en particulier pour la prise en compte de l'habitat social.

Par tête d'habitant, cette DGF rapportée, ainsi, à Marseille, 20 % de moins qu'à Nice et 30 % de moins qu'à Lyon. Résultat : malgré une pression fiscale plus importante sur les ménages — corrigée par une généreuse politique d'abattements — le poids de la dette n'a fait que s'accroître et les investissements ont considérablement dimi-

nué (- 50 % en huit ans) alors que la capacité d'autofinancement de la ville « s'est amoindrie à l'extrême ».

Au début de 1991, l'endettement de la ville a atteint, ainsi, 11 milliards de francs, soit 13 500 francs par habitant, un ratio qui situe Marseille dans le peloton de tête des grandes villes les plus endettées (il est, par exemple, inférieur de moitié à Lyon). En huit ans, l'endettement direct de la cité phocéenne a, en fait, augmenté de près de 90 % alors que, dans la même période, l'indice des prix à la consommation n'a progressé que de 41 %.

A ce total s'ajoute, de plus, une somme de 5,7 milliards de francs d'emprunts garantis par la commune, ce qui porte donc, en réalité, ses engagements financiers à 16,6 milliards de francs. « Si cer-

taines de ces garanties venaient à être mises en jeu, relève la chambre, la solvabilité de la ville pourrait être sérieusement compromise. » La juridiction administrative n'a pas à qualifier ces garanties, « de véritable bombe à retardement ».

A la lecture du rapport, il apparaît que l'œuvre de redressement de la situation financière de la ville sera extrêmement difficile sans une aide substantielle de l'Etat. Ses dépenses de fonctionnement ont déjà été, en effet, comprimées autant qu'il était possible de le faire et il n'existe guère de perspectives d'une augmentation de ses produits.

G. P.

Lire également page 9 l'article de CHRISTOPHE DE CHESNAY

L'affaire d'« espionnage politique »

L'énigmatique M. Saincène

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Depuis qu'elle a éclaté, de façon fracassante, le 11 décembre, avec les accusations lancées par M. Bernard Tapie contre l'entourage du président (UDF-PR) du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin, l'affaire d'« espionnage politique » de Marseille baigne dans un climat d'incertitude. Elle n'est, à l'évidence, ni profitable à la classe politique, dont elle accroît le discrédit, ni propice à un exercice sain de la justice. Elle souève, enfin, beaucoup plus de questions qu'elle n'a apporté, jusqu'ici, de réponses.

Simple procédure judiciaire concernant principalement un trafic d'influence dans lequel sont impliqués des « ripoux du fisc » ou « manipulateurs politiques », comme l'affirme M. Gaudin ? L'affaire Saincène, du nom de son personnage « vedette », s'est développée sur ces deux terrains à la fois sans qu'il soit encore possible d'en saisir la véritable dimension et d'en prévoir l'aboutissement. La principale question est de savoir qui est, réellement, M. Fernand Saincène. Quels ont été son rôle exact et ses mobiles ? Quelles

sont ses responsabilités propres et celles d'autres protagonistes qu'il pourrait avoir abusés ou qui l'ont utilisé, sciemment ou non, à des fins inavouables ?

L'inculpation, mercredi 18 décembre, de M. Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Gaudin, pour escroquerie, mais aussi complicité d'escroquerie, est ambiguë. Elle suppose que M. Bertrand a créé un emploi fictif pour M. Saincène en agissant, soit de son propre chef, soit sur ordre. Il est clair que dans la deuxième hypothèse M. Gaudin serait directement concerné. M. Bertrand a, pour sa part, une autre conclusion de ses inculpations qui, selon lui, prouvent « qu'elles n'ont rien à voir avec de l'espionnage ou des flics ».

Cette affirmation ne serait pas, stricto sensu, infondée si M. Saincène n'avait été embauché que pour occuper des fonctions banales et, en tous les cas, fictes. Ce qui ne paraît pas être le cas puisque, d'après les premiers résultats de l'enquête, le vecteur du conseil régional aurait consacré l'essentiel de ses activités à collecter des renseignements.

A-t-il confectionné les fichiers retrouvés à son domicile pour son compte personnel, comme il l'af-

firme jusqu'ici, ou au profit de tiers ? S'agit-il d'un manège de l'action secrète qui aurait dérivé vers les délinquances ? De l'un de ces hommes d'entregent qui gravitent, souvent, autour des partis politiques ? Ou d'un informateur patenté dont on aurait voulu exploiter les bonnes relations qu'il entretenait — à un niveau, semble-t-il, élevé — dans la police marseillaise et dans l'administration fiscale ?

La couleur des chiens de Jean-Pierre Papin

M. Gaudin a indiqué qu'il connaissait M. Saincène depuis 1983. Le futur vicaire du conseil régional était, en fait, un militant de l'UDF qui participait, avec des policiers, au service d'ordre de ce parti. Pendant un temps, il avait dirigé une société de vigiles et déjà, à cette époque, il se faisait passer pour un ancien agent du contre-espionnage. En octobre 1986, alors qu'il était sans emploi, il avait sollicité et obtenu un poste au conseil régional. Officiellement, il avait été versé au service parc et matériel de l'Office régional de la culture, à Vitrolles. Interrogés par les enquêteurs, les salariés de ce service ont toutefois déclaré qu'ils ne

le connaissaient pas. Il avait, en revanche, disposé pendant deux ans d'un bureau loué par le conseil régional dans les locaux du Centre méditerranéen du commerce international (CMCI).

Que contenaient ses fameux fichiers ? A la fois, semble-t-il, des renseignements d'une grande banalité qu'il a pu se procurer sur la place publique mais, également, des informations qu'il n'a pu réunir qu'en actionnant ses relations privilégiées. Le nombre de ces fiches vidéo ou la couleur des chiens du footballeur Jean-Pierre Papin font partie, par exemple, de ces renseignements purement anecdotiques qu'il lui suffisait de puiser dans la presse, sportive.

Mais il s'agit également documenté, au sein même de la ville, sur les conditions d'acquisition de la villa du joueur de l'OM et avait, de même, recueilli des indications touchant à la vie familiale de M. Bernard Tapie. Sa confrontation prochaine avec M. Bertrand pourrait permettre, au moins, de mieux cerner la place prise au conseil régional par ce curieux personnage devenu politiquement encombrant pour M. Gaudin.

GUY PORTE

LIVRES POLITIQUES

Et ce proche parent, dans la grande famille du journaliste — selon un cliché qu'il ne saurait nier même s'il n'en pense pas moins — dit tout, ou presque, de sa vie. Mon oncle, c'est Jean Ferniot qui avait choisi ce pseudonyme pour signer une rubrique gastronomique dans l'*Express* où il exerçait, à l'époque, de plus hautes mais pas moins graves fonctions.

Devenu écrivain, le journaliste s'était déjà dévoué à ses lecteurs, sous le couvert de la fiction. Cette fois, c'est à la première personne, sans subterfuge, qu'il refait son parcours, vie professionnelle et vie privée, amours et amitiés, enthousiasmes et déceptions, étouffement médié, comme il les a vécus.

Il ne s'agit donc pas, surtout pas, d'un livre purement politique, pourtant les lecteurs qui connaissent bien son auteur ne s'étonneront pas de le retrouver dans cette chronique.

Jean Ferniot a été l'un des observateurs politiques les plus en vue de ce pays. L'un des journalistes les plus lus et les plus écoutés au cours d'une carrière qui lui a permis de têter de tous les médias, de *France-Tir* à *France-Soir*, de la Société générale de presse à l'*Express* en passant par RTL, la télévision et bien d'autres.

La notion, un peu précieuse, d'observateur politique lui convient parce que ce chroniqueur de tempérament, ce sceptique de nature, a toujours porté un regard attentif, curieux, mais distancé sur son monde. « A mes yeux,

Mon oncle se met à table

écrit-il, la politique n'est une affaire grave qu'au moment où des menaces pèsent sur la démocratie, comme ce fut le cas dans ma jeunesse. » Aussi bien ne prétend-il pas, dans ses Mémoires, faire œuvre d'historien, de la même façon qu'il n'a jamais cherché à exercer, à travers sa pratique professionnelle, un magistère politique.

Le souci de comprendre les événements, les hommes, les idées et les passions qui les animent, celui d'informer le plus clairement possible, suffisaient à son bonheur. Informer, expliquer, plutôt qu'influencer ou convaincre.

Cette vocation s'est imposée d'elle-même. Ainsi s'explique que le jeune homme qui se destinait à la prêtrise, le collaborateur de Marc Sengnier, qui avait eu Georges Bidault pour professeur et l'entre-deux-guerres pour cadre de formation, ne se soit pas engagé plus longtemps dans l'apostolat ou l'action militante.

Son scepticisme foncier, son sens du relatif et une irrésistible envie de boire à toutes les sources de la vie l'ont mené sur d'autres voies, parmi lesquelles celle du journalisme politique, où se sont épanouies ses qualités d'informateur et de vulgarisateur.

Ce ne sont pas les moindres de la vie de la communication, en particulier dans la presse populaire où il faut se faire com-

prendre du plus grand nombre, en peu de temps ou d'espace. Elles sont essentielles pour participer, honnêtement sinon objectivement, à la formation personnelle du jugement du lecteur ou de l'auditeur.

Bien loin de se parer des vertus qui lui sont ici reconnues, Jean Ferniot n'occulte pas les limites et les dérives de la profession : « Depuis que je fais mon métier de journaliste, note-t-il, je n'ai cessé d'apercevoir ces élites bordées d'idées-toutes-faites dont parle Montaigne, dans le temple de la politique. Il m'arrivait parfois de passer derrière les colonnes, d'apercevoir les têtes de buffles effrayantes, stupides, divines, et de dire, ou plutôt de chuchoter, qu'il y avait, par là, dans l'ombre, quelque chose d'inquietant. »

Il avait déjà dénoncé, dans un essai, le caractère schizophrénique du Tout-Etat, une expression qui a, depuis, fait fortune parce qu'elle continue à désigner une réalité. Il y revient pour dresser, maintenant qu'il a pris encore plus de recul, ce nouveau constat : « Le Tout-Etat ne constitue pas un ensemble monolithique, mais c'est lui qui privilégie les moyens politiques, financiers, sociaux, techniques et culturels de diffuser la lumière et de la recevoir. Aussi ne reste-t-il, le tri fait, qu'une place

réduite pour qui n'appartient pas aux institutions. »

S'il se défend d'être historien, Jean Ferniot n'en est pas moins un conteur gourmand des mots et des gens. Ses Mémoires fourmillent d'anecdotes et de portraits sur la politique, la presse, la gastronomie, qui, au-delà de l'observation amusée, en disent souvent long sur les acteurs remis en situation.

Guy Mollet est surpris dans ses manies policières, Edgar Faure peint avec plaisir. Il suffit d'un propos de Pierre Mendès France sur le général de Gaulle pour saisir combien cet analyste aigu avait du mal à comprendre, entre 1958 et 1962, la démarche gaulliste. Au reste, Jean Ferniot ne s'épargne pas et reconnaît avoir eu, à l'occasion, comme d'autres observateurs patentés, la prédiction trop hâtive ou superficielle (sur la renaissance du PS à laquelle s'employait François Mitterrand, notamment).

L'ancien séminariste ne craint pas de confesser ses péchés, ses manquements et ses travers, et il le fait avec la même désarmante simplicité qu'il met à s'estimer de ses succès. « Je recommencerais bien », proclame-t-il en tête de ses Mémoires, comme on dit d'un met succulent : « J'en reprendrais bien. » Au grand banquet de la vie, Jean Ferniot s'estime bien servi. Il a été, semble-t-il, un bon convive, d'autant que les propos de table ne laissent pas indifférent.

► Je recommencerais bien, de Jean Ferniot. Grasset, 414 pages, 138 F.

ANDRÉ LAURENS

Un colloque à Moscou

La démocratie

La Fondation Elie Wiesel organisait à Moscou, du 15 au 17 décembre, une conférence ayant pour thème « L'anatomie de la haine ». Les participants, au nombre desquels figuraient M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, se sont inquiétés des menaces que font peser sur la démocratie toutes les formes de racisme et de fanatisme.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La Fondation Wiesel, entreprise de paix s'il en est, n'avait jamais fait halte à Moscou. Le choix de la capitale soviétique pour débattre, dans ce pays et dans de telles circonstances, de questions aussi fondamentales et permanentes que la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme et le fanatisme religieux était déjà une sorte de provocation. « Quand les gens deviennent victimes de la haine, a expliqué Elie Wiesel, quand les gens deviennent victimes de la politique, on ne peut rester au bord du chemin. La mémoire, quand elle est vive, nous donne la force de lutter. La chose contraire à la haine, ce n'est pas l'amour, c'est l'indifférence. » Compte tenu de ce noble préambule, on peut regretter que cette rencontre, qui réunissait essentiellement des intellectuels soviétiques et européens, n'ait pas obtenu sur place tout l'écho attendu. Les intellectuels soviétiques n'étaient pas là. Il y eut pourtant quelques moments forts.

Il y eut d'abord la rencontre au Kremlin, mardi 17 décembre, avec M. Mikhaïl Gorbatchev, qui joua la « force tranquille » et écarta ses vis-

teurs, s'il en était besoin, sur « le danger d'explosion » dans son pays (le *Monde* du 19 décembre). Autre image forte, la présence côte à côte, le premier jour, autour de la table des discussions du père de la perestroïka, M. Alexandre Iakoulev, et de l'ancien chancelier allemand, M. Helmut Schmidt. « Le glissement vers la haine peut être chez nous rapide, a expliqué le premier, et pour le moment nos intellectuels ne comprennent pas la menace qui existe. » Le second s'est un instant écarté de « voir le monde atteindre son niveau de haine le plus bas depuis cinquante ans », en concluant par cet hommage à l'adresse de M. Gorbatchev : « Quoi qu'il advienne, il fera partie de l'histoire du monde. »

« La mémoire de mon peuple »

Mais le moment le plus surprenant aura été l'échange entre les participants à la conférence et un général du KGB repenti après vingt-cinq ans de bons et loyaux services, M. Oleg Kalanguine. Question : « Le KGB a-t-il participé à l'assassinat de Kennedy ? » Réponse : « Je connaissais les États-Unis mieux que mon pays et je puis vous dire que le KGB n'a eu aucun rapport avec cette affaire. » « Quel fut son rôle dans l'attentat contre le pape ? » « Jamais le KGB n'a participé aux préparatifs mis en œuvre contre le pape de Rome. C'était pour nous un non-sens aussi ridicule qu'un attentat contre la reine d'Angleterre. »

M. Adam Michnik, l'un des fondateurs de Solidarité, écrivit : « Je voudrais demander au général ce qu'il sait sur la mort du père Popeluszko. » « Ce que je peux simplement vous répondre c'est que sur le territoire polonais toutes les actions du KGB étaient coordonnées avec le gouverne-

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

POLITIQUE

La fin de la session parlementaire

L'opposition saisit le Conseil constitutionnel à propos de la loi de finances

La session ordinaire du Parlement a pris fin vendredi 20 décembre à minuit. Une session extraordinaire, convoquée par décret par le président de la République, a été ouverte aussitôt pour permettre l'adoption des derniers projets de loi en navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Elle devait se poursuivre dans la journée de samedi pour permettre aux sénateurs d'achever la première lecture du projet de loi réformant le statut de la magistrature. D'autre part, les députés de l'opposition ont saisi le Conseil constitutionnel d'une demande d'examen de la conformité à la Constitution de la loi de finances pour 1992.

Les travaux du Parlement se sont achevés par l'adoption des textes suivants :

• Diverses dispositions d'ordre social (DDOS). - Les députés ont adopté définitivement, samedi 21 décembre, le projet qui comprend notamment le dispositif d'indemnisation des victimes du sida contaminées à la suite de transfusions sanguines et une revalorisation de 2,8 % des pensions et retraites pour l'année à venir.

• Collectif budgétaire pour 1991. - Rejeté par le Sénat à la suite du vote d'une question préalable, le projet de loi de finances rectificative pour 1991 a été rétabli, vendredi 20 décembre, par l'Assemblée nationale. Il intègre un crédit de paiement de 361 millions de francs au bénéfice de l'enseignement privé. Le déficit du budget de 1991 s'établit ainsi à 100,2 milliards de francs.

□ M. Ballard se souvient que, pour les ressortissants européens, le droit de vote soit distingué de l'éligibilité. - M. Edouard Ballard, député RPR de Paris, ancien ministre, a estimé, vendredi 20 décembre à Oyonnax, que le problème du droit de vote des ressortissants de la Communauté européenne « pouvait être résolu positivement » pour les élections européennes mais qu'il convenait de « prendre toutes les précautions nécessaires avant d'accepter l'extension de ce droit pour les municipales ». L'ancien ministre a suggéré notamment que l'on s'interroge sur « la distinction entre le droit de voter et celui d'être élu ». Il a rappelé que les accords de Maastricht « prévoient expressément la possibilité de mesures dérogatoires

• Formation professionnelle. - L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 20 décembre, le projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi, qui offre une traduction législative de l'accord interprofessionnel signé le 3 juillet entre les partenaires sociaux, aux mesures adoptées le 2 octobre en conseil des ministres et à l'accord du 5 décembre 1991 sur l'assurance-chômage. Les deux Assemblées ont trouvé un accord en commission mixte paritaire sur les derniers points restant en discussion, notamment le plan de formation de l'entreprise et la rémunération du congé de « bilan de compétences ».

• Protection des consommateurs. - Les sénateurs ont adopté à la quasi-unanimité, vendredi 20 décembre, les conclusions de la commission mixte paritaire entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur le projet de loi renforçant la protection des consommateurs, projet qui légalise la publicité comparative. Seuls les communistes se sont abstenus.

• Quotas audiovisuels. - L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 20 décembre, le projet de loi sur la liberté de communication. Les députés ont supprimé la modification, introduite en seconde lecture par le Sénat, tendant à encadrer les pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière de modulation des quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes.

• Cotisations sociales agricoles. - Après l'adoption au Sénat d'une question préalable conduisant au rejet du texte, les députés ont adopté définitivement en nouvelle lecture, samedi 21 décembre, le projet de loi relatif aux cotisations sociales agricoles. Ce texte, qui modifie l'assiette des cotisations désormais assises sur le revenu professionnel, comprend également un dispositif de préretraite

en faveur des agriculteurs âgés de plus de cinquante-cinq ans.

• Protection de l'eau. - A l'unanimité, les sénateurs ont adopté définitivement, samedi 21 décembre, les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi sur l'eau qui crée notamment des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

• Prévention des risques professionnels. - Après être parvenus à un accord en commission mixte paritaire avec le Sénat, les députés ont adopté, vendredi 20 décembre, le projet de loi sur la prévention des risques professionnels. La principale innovation du texte réside dans la possibilité accordée à l'inspecteur du travail d'interrompre temporairement les travaux sur un chantier en cas de danger grave et imminent pour la sécurité des salariés.

• Protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires. - Après un accord en commission mixte paritaire avec le Sénat, les députés ont adopté à l'unanimité, vendredi 20 décembre, le projet de loi sur la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires. Ce texte leur accorde des droits analogues à ceux des professionnels.

• Législation applicable dans les territoires d'outre-mer. - Les sénateurs ont adopté définitivement samedi 21 décembre, les conclusions

de la commission mixte paritaire entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur le projet de loi permettant au gouvernement de prendre par ordonnances, avant le 15 octobre 1992, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable dans les territoires d'outre-mer, notamment en matière d'organisation judiciaire et de procédure pénale.

• Passation de marchés. - Le Sénat a adopté définitivement, en seconde lecture, vendredi 20 décembre, dans la version de l'Assemblée nationale, le projet de loi sur les recours en matière de passation de contrats et de marchés de fournitures et de travaux, qui transpose dans le droit français une directive européenne du 21 décembre 1989.

• Ratification du traité sur les forces armées conventionnelles. - Les sénateurs ont ratifié, vendredi 20 décembre, le traité qui prévoit la réduction des forces armées conventionnelles en Europe. La majorité des groupes RPR et Républicains et indépendants n'ont pas pris part au vote. Quatre sénateurs RPR, MM. Philippe de Gaulle, Emmanuel Hamel, Christian de la Malène et Jean-Jacques Robert, ont voté contre.

FREDERIC BOBIN
GILLES PARIS
et JEAN-LOUIS SAUX

La rétention prolongée des demandeurs d'asile

M. Mégret : le gouvernement applique la 46^e mesure du Front national sur l'immigration

Le vote par l'Assemblée nationale d'un amendement gouvernemental au projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, qui autorise la rétention prolongée, en zone de transit, des demandeurs d'asile (le Monde du 21 décembre), continue de susciter des réactions.

M. Bruno Mégret, député général du Front national, a fait observer, vendredi 20 décembre, que cette disposition « correspond à la quarante-sixième mesure du programme des cinquante propositions sur l'immigration présentées par le Front national, qui prévoit la création de centres d'hébergement surveillés » (le Monde du 19 novembre). Le dirigeant du parti d'extrême droite ajoute : « Est-ce la politique du gouvernement socialiste qui est désormais calquée sur celle de l'extrême droite ? »

Pour sa part, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a déclaré, vendredi 20 décembre, que l'Assemblée nationale « s'est rendue complice d'une mauvaise action qui vise à réduire un peu plus le champ du droit protégeant les étrangers demandeurs d'asile ». Le MRAP « élève une protestation solennelle » contre un texte « contraire aux droits de l'homme et aux valeurs que notre pays proclame défendre ».

d'asile, dans un communiqué publié vendredi 20 décembre, « dénonce avec vigueur ces dispositions contraires aux obligations relatives au droit d'asile et à la protection des réfugiés en France découlant de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, de la Convention européenne des droits de l'homme et de notre Constitution ».

□ La venue de M. Martinez (FN) provoque de vifs incidents à l'Institut d'études politiques de Paris. - La direction de l'Institut d'études politiques de Paris a interrompu, jeudi soir 19 décembre, une réunion à laquelle participait M. Jean-Claude Martinez, député européen du Front national, invité par le Cercle national des étudiants de Paris et le Cercle national Sciences-Po. De vifs incidents avaient éclaté entre le service d'ordre du député européen et plusieurs centaines de manifestants qui protestaient contre sa venue. L'UNEP-ID de Sciences-Po s'est élevée contre l'autorisation donnée par la direction à cette réunion. La direction fait valoir qu'au nom du règlement intérieur de l'Institut et du respect des libertés politiques et syndicales, elle n'avait aucune justification pour interdire une réunion organisée non pas par le FN lui-même, mais par un groupement étudiant existant et reconnu à Sciences-Po.

sur « L'anatomie de la haine » contre le racisme

ment. Elie Wiesel à son tour : « En 1956, beaucoup d'hommes juifs ont été supprimés sur ordre de Staline. Quels ont été leurs derniers jours ? Qu'ont-ils dû à leurs bourreaux ? Cela appartient à la mémoire de mon peuple. » Mais le général s'empêcha : « Je ne crois pas que ce soit le lieu de parler des détails. Si Vadim Bakatine reste patron du KGB, toutes les archives de cette histoire tragique seront ouvertes. Sinon, vous pouvez craindre de patienter encore longtemps. » Sa « comparaison » s'achèvera par cette douloureuse prévision : « Si les choses continuent, nous aurons bientôt un KGB russe qui ne sera pas meilleur que le nôtre. »

Les intervenants ne manquaient pas d'exemples pour justifier de leur anxiété face à la résurgence sous toutes les latitudes de toutes les formes de haine, religieuses, ethniques ou économiques. L'accord s'est fait aisément sur ce constat, mais certains ont contesté avec vigueur la tendance, au cours de cette conférence, à privilégier, pour mieux la dénoncer, la montée de l'antisémitisme.

M. Léotard : « Le libéralisme est d'abord un humanisme »

Deux thèses se sont opposées. Celle du grand rabbin de Moscou : « Avant la perestroïka, l'antisémitisme était chez nous une politique officielle d'Etat. Depuis, il est devenu moins gouvernemental mais plus enraciné dans la rue. L'antisémitisme représente dans ce pays aujourd'hui, compte tenu de l'instabilité politique et économique, un plus grand danger encore. » Celle qui fut à première vue défendue par Adam Michnick : « C'est une exagération de prétendre que Gorbatchev et Eltsine, c'est la même chose que Hitler et Goebbels. Il

faudrait se garder de tout judéocentrisme. L'antisémitisme n'est qu'une pathologie de la conscience des victimes de l'antisémitisme. Le combat pour les droits de l'homme, c'est le combat pour le droit tout simplement de tous les hommes. »


A l'heure des conclusions, Elie Wiesel rappela « qu'il n'est plus possible de ne pas protester contre la résurgence de la haine sous quelque forme que ce soit ». « Le dilemme politique, expliqua-t-il, se pose entre deux camps : Genesek, autre père de Solidarnosc, est toujours le choix entre la haine de la haine et la haine des ennemis. » Présenté par Elie Wiesel comme « l'homme qui en France se bat contre la haine avec un courage exemplaire », François Léotard a expliqué qu'il fallait « refuser l'antagonisme entre le fascisme et le communisme ». « Notre réponse doit être la démocratie libérale, a-t-il dit. Notre erreur est d'en avoir fait une technique de gestion économique. Le libéralisme est d'abord un humanisme, et la démocratie, parce qu'elle est avant tout l'organisation de la coexistence des antagonismes. »

Plus concrètement, le président d'honneur du PR a réclamé que, quinze ans après les accords d'Helsinki, soit examiné « un accord multilatéral pour imposer de nouvelles frontières intérieures en Europe », ainsi que la reconnaissance par la communauté internationale d'un véritable statut de l'étranger. La montée du Front national en France fut citée maintes fois en exemple au cours de ces travaux. A l'heure où M. Le Pen prétend incarner à lui seul toutes les valeurs de la nation, cette prise de conscience internationale ne peut laisser indifférent.

DANIEL CARTON

Jameson.

BOW STREET, DUBLIN.



JAMESON Spirit of Ireland

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

١٥٥٠ من الألف

ANCEMENT HER

Le Monde

HEURES LOCALES

Union symbolique au chevet de Marseille

La municipalité, le département et la région tentent de taire leurs divergences pour sortir la cité phocéenne de ses difficultés

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Le maire de Marseille, le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, ensemble, dans les bureaux de MM. Bérégovoy et Strauss-Kahn, au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Cette photo de famille remonte au 10 septembre dernier. Elle illustre un consensus inattendu après l'âpre bataille entre M. Vigouroux et M. Gaudin pendant la campagne des municipales de 1989 et alors que les rapports sont de plus en plus tendus entre le maire de Marseille, en dissidence du Parti socialiste, et M. Lucien Weygand, le président du conseil général, qui se veut l'héritier de Gaston Defferre. Depuis trois mois, les responsables des trois collectivités territoriales continuent cependant à travailler ensemble et attendent, un peu sceptiques, les décisions que les pouvoirs publics ont promises pour la fin de l'année.

Si les difficultés des chantiers Sud-Marine ont été à l'origine du voyage commun à Paris des trois élus, la situation de la métropole régionale constitue la toile de fond de tous les dossiers présentés. M. Vigouroux s'est en effet rendu à Bercy avec des chiffres inquiétants. La population de Marseille est passée de 912 130 habitants en 1975 à 800 509 en 1990. Cette chute s'accroît même depuis 1982 et la ville perd 10 000 habitants chaque année. Le taux de chômage approche aujourd'hui les 19 % et dépasse 30 % dans certains quartiers. La moitié des ménages ne paient pas d'impôt sur le revenu.

Mesures d'économie

Ces départs et cette paupérisation ont deux explications. Beaucoup d'habitants aisés sont partis dans des zones résidentielles à l'extérieur de la ville, la plupart pour échapper à une certaine dégradation de la qualité de vie dans le centre, et Marseille a perdu le quart de ses emplois industriels ces six dernières années. Le port et ses activités commerciales sont stagnants et la réparation navale a été sévèrement touchée par la concurrence internationale.

M. Jean-Claude Gaudin voit aujourd'hui dans ce constat « une condamnation sans appel des gestions socialistes successives ». Conseiller municipal depuis 1965, il proclame son attachement à Marseille : « Je souffre de voir ma ville décliner et cette situation tire la région vers le bas ». M. Gaudin rappelle que le conseil régional a apporté un 1,5 milliard de francs de subventions à la ville. Le président du conseil général souligne que le département n'a jamais légué son soutien aux projets de la métropole : « Nous avons toujours financé les grandes opérations structurantes de Marseille, selon les montants mêmes fixés par la municipalité ».

Unanimes pour reconnaître la gravité de la situation, les trois élus divergent sur les

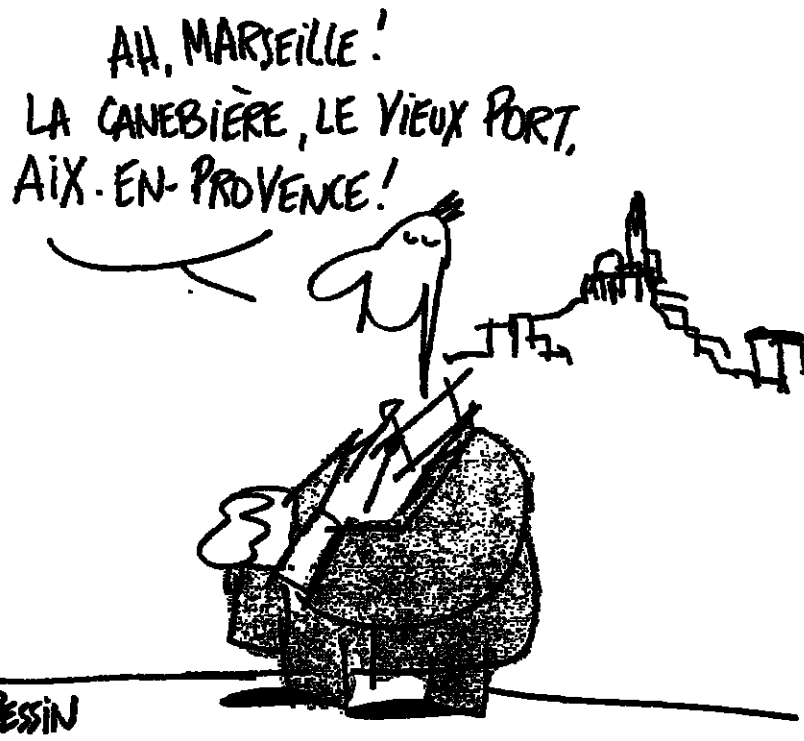
remèdes à apporter. M. Vigouroux estime que Marseille dispose d'une marge financière trop faible, malgré un budget de 7 milliards de francs. « Nous ne dépensons pas trop, mais la ville n'a pas assez de recettes alors que nous devons financer deux lignes de métro, une station d'égout, un opéra, un théâtre... » Et M. Vigouroux dénonce la diminution de la dotation globale de fonctionnement : « La prochaine loi de finances va conduire Marseille à l'asphyxie ». Alors que l'on parle d'un déficit d'au moins 300 millions de francs dans le budget de la ville d'ici à la fin de l'année, le conseil municipal a dû adopter des mesures d'économie contestées : fermeture du métro à 21 heures, restrictions pour l'attribution de la carte de transports gratuits aux personnes âgées et aux treize mille agents municipaux. En même temps, la ville vend des immeubles qu'elle avait acquis au cours d'opérations de réhabilitation, et des rumeurs circulent sur la réduction du nombre des employés municipaux.

« Marseille a besoin d'aide pour relancer son développement économique », reconnaît M. Vigouroux. On nous a oublié, peut-être les mesures d'aménagement du territoire ont favorisé ces dernières années l'implantation, quand ce n'est pas le démantèlement, d'entre-

prises en dehors de notre ville. » Les communes de Vitrolles, d'Aubagne et d'Aix-en-Provence ont bénéficié de fonds européens, de mesures de délocalisation, d'aides à l'emploi, qui ont conduit un grand nombre d'entreprises à déménager de quelques kilomètres.

Scepticisme sur la méthode

Le département et la région jugent, au contraire, que le développement de ces communes n'est pas en contradiction avec celui de la métropole. Ainsi le projet du plateau de l'Arbois, une technopole de 4 500 hectares au nord de Marseille, lancé par le conseil général, le conseil régional, les villes d'Aix, de Vitrolles et la chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence, est-il vu d'un très mauvais œil par le maire de Marseille : « Encore des taxes professionnelles qui vont nous échapper alors que nous devons continuer à financer des équipements pour recevoir et distribuer ceux qui y travailleront », M. Weygand, qui considère que l'aropole de l'Arbois sera le moteur du développement économique du département pendant quinze à vingt ans, ne désespère cependant pas de convaincre Marseille de se joindre au projet. Mais les services techniques de la ville tra-



vaillent déjà à la création d'un quartier d'affaires à la Joliette : 1 million de mètres carrés de bureaux près du port.

A la suite du voyage à Bercy, une commission composée des directeurs techniques et des responsables du développement de la ville, du département et de la région s'est réunie trois fois autour de M. Jean-Marc Rebière, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Le 25 septembre et le 6 novembre, les collectivités locales ont surtout demandé des assurances sur l'avenir de l'aéroport de Marignane, des Houillères de Gardanne (1) et de la société franco-italienne d'électronique SGS-Thomson à Roussier. La dernière réunion, qui a eu lieu le 6 décembre en présence de représentants de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, a surtout traité des problèmes spécifiques de la ville. A chaque fois, le sujet de l'Arbois a été soigneusement évité. « Il fallait un véritable consensus pour mener à bien ces opérations », remarque M. Rebière, qui craint que les négociations ne deviennent beaucoup plus difficiles quand il faudra demander une participation financière des collectivités locales à ces projets.

Ces rencontres permettent aux responsables, non seulement de s'informer mutuellement, mais de prendre chacun en charge l'un des grands dossiers qui seront présentés à un comité interministériel d'aménagement du territoire. La méthode employée par les pouvoirs publics suscite un certain scepticisme chez M. Weygand : « C'est une bonne chose de renouer des liens avec l'Etat. Mais nous n'avons pas encore la preuve que cette méthode débouchera rapidement sur des décisions concrètes ».

Les élus s'accordent sur la responsabilité historique de Gaston Defferre dans la situation actuelle. L'initiateur de la décentralisation n'a jamais voulu prendre le risque d'être en minorité dans une structure intercommunale qui mettrait toutes les communes sur pied d'égalité. A peine plus aimable que M. Gaudin pour son illustre prédécesseur, M. Vigouroux se veut un « farouche partisan » de la communauté urbaine. Il souhaite des formules intermédiaires qui permettraient d'établir « une véritable solidarité et de donner à Marseille le poids démographique et économique indispensable pour lutter contre les attractions de Barcelone et de Milan ».

Même s'il ne leur est pas facile de partager avec Marseille une image souvent perçue comme négative, le conseil général et le conseil régional ne peuvent se satisfaire de l'évolution de leur métropole. Le nouvel hôtel de la région (porte d'Aix), un emplacement choisi par Gaston Defferre, et le futur hôtel du département dans les quartiers nord pourraient d'ailleurs illustrer leur volonté de participer au redressement d'une ville actuellement sinistrée.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Le gouvernement a donné le 22 novembre l'autorisation de construire une nouvelle centrale à charbon à Gardanne.

Les communes freinent leurs effectifs

La décentralisation aurait-elle eu une incidence sur les effectifs des collectivités locales ? Un certain nombre d'élus affirment avoir, grâce à une gestion de proximité, rationalisé leurs services et réduit leurs dépenses en personnel. Les chiffres, qui vont de publier l'INSEE, semblent confirmer leurs propos. Depuis quelques années, le nombre des fonctionnaires territoriaux augmente en effet beaucoup moins vite qu'il par le passé (1,2 % au lieu de 4 %), en dépit d'une légère reprise en 1989 (2 %), année des élections municipales.

Au 31 décembre 1989, les collectivités locales employaient, selon l'INSEE, 1,2 millions de personnes, soit un quart des fonctionnaires. Les communes venaient en tête (avec plus de 900 000 personnes), suivies des départements (180 000), des établissements publics divers (40 000), et des régions (4 400). Au moment où les communes commencent à freiner leurs effectifs, les régions renforcent considérablement les leurs (1 600 créations d'emplois de 1986 à 1989), du fait de leurs nouvelles compétences (planification, lycées, formation professionnelle).

La fonction publique territoriale forme une véritable pyramide, avec 83 % des agents en catégories C et D, 12 % en B, et 5 % en A. Trois sur cinq étaient des femmes, nombreuses notamment dans les départements, qui gèrent l'action sociale et recrutent les assistantes maternelles. Un grand nombre d'entre elles occupent des emplois à temps partiel (cantines, par exemple).

Le rapport des effectifs à la population est resté stable depuis 1985, avec un peu plus de 17 agents pour 1 000 habitants. Mais, quand les communes rurales en emploient 10, les petites communes en font travailler 20 et les autres, 25.

R. Rs.

« Les syndicats ont été les oubliés des négociations d'Angoulême »

M. Jacques Nodin, secrétaire général de la fédération Interco de la CFTD, s'oppose à ce que les employés municipaux supportent le poids de la dette

« Les syndicats ont-ils eu leur mot à dire sur le protocole d'accord conclu entre la ville d'Angoulême et le Crédit local de France ? »

« Les syndicats n'ont jamais été partie prenante aux négociations. J'ai appris par la presse (le Monde daté 1-2 décembre) que ce protocole prévoyait deux cent cinquante

nouvelles suppressions d'emplois en cinq ans. Le maire d'Angoulême, M. Georges Chavaudon, n'en a même pas fait état aux trois syndicats représentatifs sur le plan local (CFTD, CGT, FO) lorsqu'il a signé, en novembre dernier, une convention maintenant certains avantages sociaux en contrepartie d'une baisse de l'absentéisme (1). Je ne recon-

naiss aucune légitimité à cet accord. Comment un élu et un banquier peuvent-ils décider que les employés municipaux supporteront le poids de la dette ? M. Pierre Richard, président du Crédit local de France, n'a aucun mandat pour négocier au nom des salariés de la ville. Je constate que, dans cette affaire, il a manqué un troisième partenaire : les syndicats.

« Etait-il possible de rétablir la situation financière de la ville sans supprimer d'emplois ? »

« Oui, si l'on avait sanctionné les banquiers, qui ont prêté tout en sachant qu'ils ne pourraient être remboursés. Il est inadmissible que le Crédit local de France sorte la tête haute et qu'on supprime deux cent cinquante emplois. L'Etat, aussi, aurait dû être sanctionné, puisqu'il n'a pas exercé correctement le contrôle budgétaire.

« Les syndicats n'ont-ils pas, eux aussi, leur part de responsabilité dans la faillite d'Angoulême, dans la mesure où ils n'ont pas dénoncé les dérapages des effectifs ? »

« La CFTD est la seule organisation syndicale à avoir tiré la sonnette d'alarme sur les embauches inconsidérées de contractuels et de

non-titulaires, dans le cabinet du maire notamment. Mais nous n'avons pas été entendus. Je consens à admettre que nous aurions dû parler encore plus haut, mais je me refuse à porter le poids de la dette. Car les difficultés d'Angoulême ne viennent tout de même pas des effectifs ! On a l'air d'oublier que leur origine, ce sont des détournements de fonds et une mauvaise gestion ! »

« On ne peut pas fixer de ratios-types »

« Pourtant, le maire actuel estime que la ville compte encore deux fois trop d'employés, avec quatre agents pour cent habitants.

« Il y a 1 210 agents pour 42 876 habitants. Cela fait un ratio de 2,8 %, et non pas 4 %. De plus, le seul service concédé est la distribution de l'eau. Il n'y a donc pas de sureffectifs à Angoulême. Par ail-

(1) Le protocole d'accord signé par les trois syndicats s'inscrit pourtant dans le cadre du plan de redressement de la ville publié en janvier 1991. Ce plan propose de ramener l'effectif à 900 agents en 1993, soit une réduction de 370 emplois sur cinq ans, par la voie des départs volontaires, et des transferts (197 agents au district).

leurs, j'estime qu'on ne peut pas fixer, nationalement, de ratios-types. Il faut pondérer ces moyennes financières en fonction du nombre de services concédés localement et de certains critères sociaux (âge de la population, difficulté des quartiers, type de commune...).

« Sur quoi faut-il alors se fonder pour déterminer les effectifs nécessaires ? »

« Il y a, par exemple, des normes

de sécurité sanitaires et sociales : dans une crèche, il faut une puéricultrice et une auxiliaire pour tant d'enfants. Si nous continuons de supprimer des postes à Angoulême, nous ne respectons plus ces normes de sécurité.

Lire la suite page 12

Propos recueillis par RAFAËLE RIVAIS

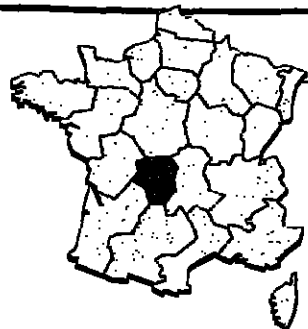
« A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle... »

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
Le premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

LIMOUSIN : la fin d'un

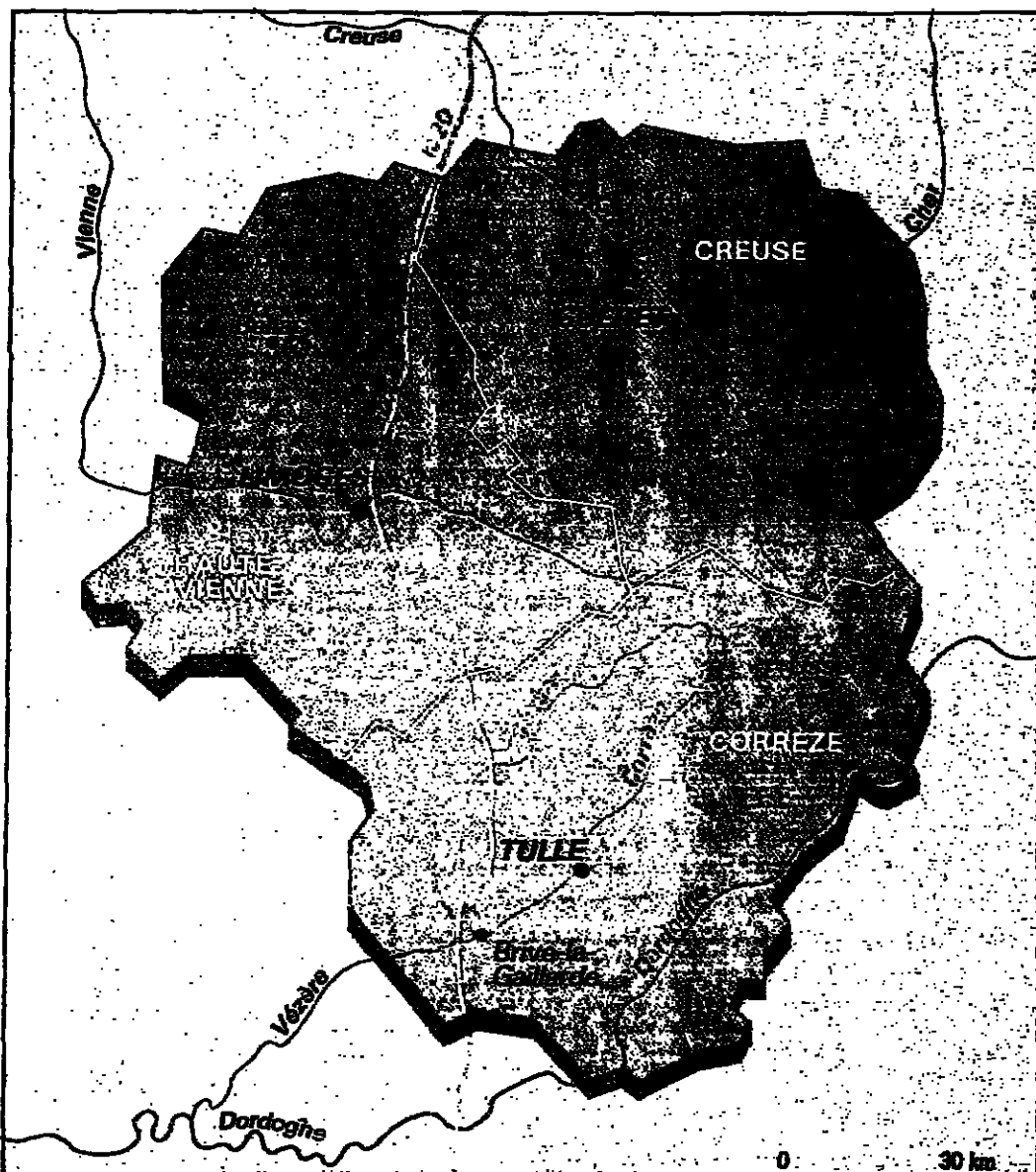
Préfecture :
Limoges

Départements :
Corrèze
(préfecture : Tulle)
Creuse
(préfecture : Guéret)
Haute-Vienne
(préfecture : Limoges)

Superficie :
16 942 km²

Population :
722 850 habitants

Principales agglomérations :
Limoges
(170 072 habitants)
Brive
(64 379 habitants)
Tulle
(20 202 habitants)



En « pays vert » l'identité régionale est forte. Les Limousins vivent dans des frontières qui ont été définies autant par la géologie que par l'histoire. Cette dimension ethnologique avait tendance à être négligée. Elle a de nouveau été prise en compte pour revitaliser la Haute-Vienne, la Creuse et la Corrèze. Il s'agit de renverser la tendance au dépeuplement, d'obtenir le désenclavement et d'affirmer l'excellence des productions locales. En dépit des difficultés conjoncturelles, les premiers résultats ne sont pas négligeables.

C'ÉTAIT arrivé sans que personne ait pris garde, un peu après la première guerre mondiale, un peu avant la seconde. Comme un soldat épuisé par une trop longue bataille, le Limousin s'était endormi. Comme un enfant vaincu par le chagrin, il s'était recroquevillé dans les foins, au bord d'une rivière claire, sous un châtaignier, le long d'une antique voie celtique, à l'ombre d'un clocher roman ou d'un porche gothique. Berçé par le gargouillis d'une « bonne fontaine », il s'endormait, dans son paysage rebondi et poétique comme par l'hermine du charpentier, à l'écart des autoroutes et des TGV.

Une longue sieste dont rien ne semblait devoir le tirer, ni les tumultes de la capitale ni les sirènes de la Méditerranée. Un sommeil quasiment pathologique. Refusait-il d'interrompre une rêverie sur ses splendeurs passées ? Répugnait-il à ouvrir les yeux sur les contraintes modernes ? Sans doute les deux à la fois. Car le Limousin avait beaucoup donné à la France et même à l'histoire, et, ingrates, elles lui avaient peu donné en retour. Bien sûr il en souffrait. Et il ressassait tout cela comme autant d'injustices.

Une forêt épaisse

Injustice quand ses troubadours avaient berçé le Moyen Âge mais que les précieuses de Molière reprochaient à leur langue d'être un parloir de cul-terreux. Injustice encore quand dans les périodes troubles, ses enfants - le cardinal Dubois, le chancelier d'Aguesseau ou même le président Queuille - ont été parmi les plus subtils hommes d'État mais que la République ne lui a retourné que des généraux incapables (1). Injustice toujours quand ses maquisards ont été les premiers à se lever contre l'occupant nazis mais que ces résistants n'ont pas effacé le souvenir funeste des « croquants », ces gueux de Croc poussés à la révolte par la misère sous Henri IV.

Injustice enfin quand ses artisans ont tourné la plus délicate porcelaine, tissé les plus riches tapisseries, fondu les plus fins émaux, tanné les plus douces peaux, mais que Villon, Rabelais et Voltaire ont ralié ses paysans tout à la fois naïfs et méfiants, chicaniers et benêts, nigauds et tricheurs. Tout avait été bon pour dénigrer le Limousin : l'inconfort des maisons bien que ses maçons eussent bâti le Louvre, le Panthéon, et les Tuileries ; la rusticité de son alimentation alors que les gastronomes se régalaient de ses truffes, de ses champignons, de ses viandes et de ses « gras ». Même Giraudoux n'a pas été très tendre avec son pays natal où il voyait les champs comme du « rapiéçage ».

Autant d'acharnement avait d'ailleurs fini par alimenter un sentiment de culpabilité. Pour quatre maréchaux d'Empire, il y avait un record d'insoumission. Pour trois papes, il y avait un record de déchristianisation. Ses vertus étaient celles de Raymond Poulidor, le champion cycliste qui fut toujours une seconde de retard sur le Normand Jacques Anquetil. A force de conjuguer les contraires, le Limousin s'était étioilé, diabolisé, délit, au point peu à peu de ne plus se reconnaître de réalité, de consistance, d'épaisseur.

Les racines communistes

Le prochain scrutin doit permettre aux dissidents du PC de tester leur audience auprès d'un électoral traditionnellement ancré à gauche

CI, la majorité PS-PC n'a jamais fait parler d'elle », constate avec satisfaction M. Robert Savy, qui préside depuis 1986 le conseil régional du Limousin. Et c'est vrai que « le budget régional a toujours été voté sans heurt ». Les huit élus communistes n'ont jamais chipoté leur soutien aux quinze socialistes, offrant ainsi à la gauche une confortable majorité de cinq sièges. « Cela ne s'est pas aussi bien passé dans le Nord, qui est la seule autre région dirigée par la gauche », ils assurent donc une certaine tranquillité dans l'exercice de sa fonction à ce fils de paysans qui a été poussé par son instituteur à poursuivre des études et qui, agrégé de droit, est devenu conseiller d'État.

Terror de gauche, le Limousin, qui a vu naître la CGT et dont la capitale a été surnommée « la ville rouge » malgré la présence d'un saint sur son blason, marque ainsi sa différence. Est-ce en raison ou en dépit de la situation dans laquelle les communistes de la région se trouvent ? Difficile à mesurer. L'étiquette du parti reste collée à toutes les nuances de la palette : orthodoxes, rénovateurs, refondateurs, reconstruiteurs. Mais a-t-elle encore une signification ? Qui adhère, qui n'adhère plus ? Qui a sa carte, qui ne l'a plus ? Qui a démissionné, qui est toujours membre ? Les militants, qui se déchirent sur la situation dans l'ex-URSS et le maintien de M. Georges Marchais à la tête du parti ont du mal à faire le tri.

Un jour c'est M. Jean Combastell, le maire de Tulle, qui prend ses distances. Le lendemain, c'est M^{me} Ellen Constans adjointe au maire de Limoges, qui démissionne. Mais aucun des deux ne songe à se démettre de leurs mandats municipaux ou régionaux. Et leur fédération respective non seulement n'envisage pas de les exclure, mais encore leur propose une place sur leur prochaine liste électorale. Personne ne veut fermer la porte à personne. Il n'empêche, on se surveille du coin de l'œil, et on se compte.

Le conseil régional a enregistré la démission de l'ancien premier secrétaire de la Haute-Vienne, M. Eric Fabre, en conflit avec la direction du parti. Dans ce département, les onze membres communistes du conseil

général sont reconstruiteurs. Mais trois ou quatre auraient encore leur carte, tandis que M. Roland Mazoin a fait savoir qu'il ne porterait plus les couleurs du PCF dans les prochains scrutins.

Ne pas diviser les forces

Au conseil municipal de Limoges, seule M^{me} Constans serait hors parti,

la cohésion des orthodoxes restant forte.

Comment les électeurs vont-ils s'y retrouver ? Et la gauche y retrouvera-t-elle ses voix ? Depuis le début des années 80, l'érosion des communistes a été moins vertigineuse dans le Limousin que dans le reste de la France - l'organe local du parti, l'Écho du Centre, a encore un tirage de l'ordre de 20 000 exemplaires - elle n'en a pas moins été forte. De plus de 20 % aux élections régionales de 1986, le PCF est tombé lors du scrutin européen de 1989 à moins de

14 % en Haute-Vienne et de 16 % en Corrèze, la Creuse ne dépassant pas les 12 %. A l'époque, les candidats dissidents s'étaient retrouvés derrière les candidats officiels.

Fort de ce résultat, les derniers fidèles de M. Georges Marchais font une analyse simple : ne divisons pas nos forces, présentons une seule liste. Ce sera le cas en Corrèze où, finalement, l'orthodoxe Jacques Chaminade, ancien député de Brive, et le refondateur Combastell devraient se retrouver parmi les premiers candidats de la liste. Des hommes qui auront trois sièges à défendre dans un département où le parti du député Jacques Chirac se fait de plus en plus conquérant.

Dans la Creuse, où le dernier conseiller général communiste, M. Roger Gardet, est proche de M. Rigout, la situation est moins claire : Raymond Labrousse, fidèle au PCF, devrait être tête de liste. Les dissidents, avec le maire de La Souterraine, M. Fernand Villard, pourraient être tentés de se présenter aux élections de leur côté. Mais le coefficient électoral pour les huit sièges offerts au département est si élevé (environ 12 %) qu'ils en seront sûrement dissuadés. La Haute-Vienne prendrait-elle le chemin inverse ?

Les orthodoxes plaident l'union afin de ne pas démobiler les électeurs. « Mené par Jacques Jouve et Christian Audouin, notre liste sera composée de communistes et de sympathisants aux sensibilités diverses dont des conseillers sortants », assure encore il y a peu M. Maurice Maron, premier secrétaire de la fédération de Haute-Vienne. « Ce sont des Kluge, des Renoir, des Marcel Rigout : ils faisaient de l'inox en attendant que ma femme Danielle, maire de Saint-Bonnet-Briance, et Jacques Jouve seraient sur leur liste ».

En fait, l'ancien ministre craint que, en se présentant sous l'étiquette du PCF, les communistes, toutes sensibilités confondues, n'achèvent leur descente aux enfers. Il s'agit donc pour lui de ratifier au plus large. « Au moins trois sièges sont en jeu, et cela mettrait les écologistes en position d'arbitres dans la prochaine assemblée régionale », estime M. Rigout, qui pense que le Front national fera aussi son entrée au

Bibliographie

La liste des ouvrages, études et albums consacrés au Limousin est abondante. « Il n'est guère de plus beau site en France », écrit *George Sand, qui y fit plusieurs voyages. Des propos que n'aurait pas démentis Colette, qui séjourna plusieurs mois à Curemonte, un village chargé d'histoire du sud de la Corrèze.*

C'est une photo de Curemonte qui illustre la couverture du livre que Guy Mauratille a consacré à la région. Il l'a appelé, tout simplement, *Le Limousin, comme l'hommage d'un enfant émigré toujours ému lorsqu'il évoque son pays. Il conte l'histoire de l'ancienne Marche mariée au Limousin, mais il évoque aussi l'eau, les plumes ou les rivières, qui donnent à cette région ses couleurs, « les verts du printemps, les bruns de l'automne ». L'eau qui alimente les lacs, les étangs, les cascades et qui fait le bonheur des pêcheurs à la recherche de truites, l'eau encore qui annonce les poussées de cèpes dans les sous-bois. Un livre d'amoureux.*

► *Le Limousin*, de Guy Mauratille, éd. Arthaud, 1987, 200 p.

A l'initiative du Centre d'anthropologie du Massif Central et sous la direction de l'ethnologue Maurice Robert, un groupe de chercheurs de toutes les disciplines des sciences sociales a analysé l'image du Limousin. Ces universitaires ont

délaissé quelque peu leur style doctoral pour écrire de belles pages sur l'identité limousine, le phénomène associatif sur le plateau de Millevaches ou l'importance du sport. La lecture de cet ouvrage montre que la région présente, selon les propos de Maurice Robert, des traits « identitaires historiques, géographiques, économiques, sociologiques, qui concourent à lui donner une forte personnalité dans l'ensemble national et contribueront à le distinguer dans l'Europe communautaire ».

► *Limousin et Limousins, image régionale et identité culturelle*, sous la direction de Maurice Robert, éd. Lucien Soumy, 1988, 300 p.

La Corrèze, des plateaux de bruyères des Monédières au bassin des cultures maraîchères de Brive, est une terre d'histoire. L'encyclopédie des éditions Bonneton en conte maints épisodes, mais les auteurs s'efforcent aussi de mettre en évidence les réalités humaines et économiques de ce département. Ils présentent le château de Pompadour et son haras, sans oublier de signaler le développement de cette commune, que ce soit dans le domaine industriel (matériel électrique) ou agricole.

► *Corrèze*, éd. Bonneton, 432 p.

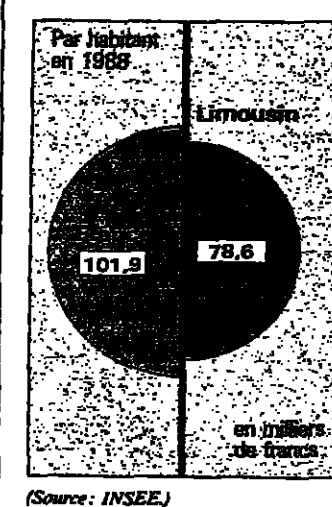
conseil. Bref, le basculement à droite du Limousin est une hypothèse qu'on est tenté de prendre en compte dans la mesure où le vote rural, traditionnellement attaché à la gauche, pourrait sanctionner le Parti socialiste pour la gestion de la crise agricole. Pour écarter cette menace, M. Rigout estime qu'une liste de reconstruiteurs, ouverte au besoin aux militants de Lutte ouvrière et à des socialistes mal à l'aise dans leur parti, aurait des chances de conserver trois sièges aux communistes en Haute-Vienne et ainsi de maintenir l'équilibre au sein de l'assemblée.

Il est encouragé dans cette voie par la très grande majorité de ses amis politiques de la région. Et il pense que l'opération aura des chances de réussir en raison de l'enracinement du sentiment anticapitaliste dans la région. « Notre corps électoral est plus subtil que dans le reste de la France. Les valeurs de la Résistance et les valeurs républicaines sont solidement ancrées ». Toute la gauche compte d'ailleurs plus là-dessus que sur son bilan pour se maintenir en place.

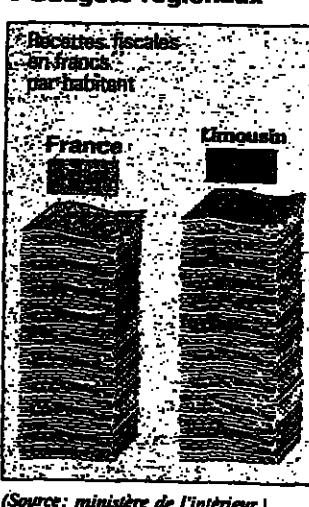
A. G.

TENDANCES

• PIB



• Budgets régionaux



1550

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

long sommeil

C'était peut-être l'Auvergne (il avait été inclus dans le plan Massif central), c'était peut-être le Poitou (les services de production de FR 3 de ces régions ont été fusionnés comme ceux des chambres de commerce et d'industrie), à moins que ce ne fût le Roussillon ou la Touraine (selon l'humeur des technocrates, il était rattaché au nord ou au sud). Ce n'était nulle part : les deux tiers de la France ne savaient pas où se situait Limoges sur une carte. Ce n'était pas grand-chose : 3 % du territoire, 1,4 % de la population, 1 % de la production. Le Limousin pouvait disparaître. Dans son sommeil on allait le démembrer, l'absorber, l'agglomérer. Il devait tomber dans l'oubli.

C'est alors que le Limousin se réveille. C'était à la fin des années 70. Avant-il senti la menace ? Avant-il réalisé qu'il n'y avait pas de fatalité historique à la désagrégation de cette union presque parfaite de la géologie (le socle hercynien) et de l'histoire (le territoire des Léonovices et le diocèse de l'évêque saint Martial) ? Le Limousin est sorti de sa torpeur pour s'entendre conseiller de ne plus être qu'un désert (2). Autant dire rien ou presque : une forêt épaisse, trouée de rares clairières pour la pâture des dernières bêtes, percée de sentes étroites pour favoriser la progression des nouveaux occupants, les touristes.

Et cette perspective donna au Limousin un coup de cafard : « Ne croyant guère en la possibilité de développer des activités nouvelles, les Limousins s'attachaient surtout qu'on vienne en aide aux secteurs traditionnels et qu'on donne à leurs enfants la possibilité de se former. Devant un avenir collectif bouché, ils ne voient d'autre choix que l'assistance de la communauté nationale et le salut individuel par le diplôme », écrit-on alors dans les colonnes du Monde (3) en commentant un sondage de l'Observatoire interrégional du politique (OIP).

Un dépeuplement dramatique

Mais cela ne dura pas. Le Limousin s'est ressaisi. Ou plutôt il a fait comme un accidenté de la route qui reprendrait conscience : il a numéroté ses abattis. Sur un peu moins de 17 000 kilomètres carrés, 3 départements donc et 747 communes rassemblées dans 106 cantons et habités par quelque 723 000 personnes : cela fait une densité de 43 habitants au kilomètre carré inférieure de plus de la moitié à la moyenne nationale (104), qui est elle-même inférieure à la moyenne européenne (140).

Etait-ce grave ? Démographes, sociologues et ethnologues convoqués au chevet du patient établirent sans peine le diagnostic : dépeuplement ! Le Limousin avait été saigné d'abord par la guerre de 1914, ensuite par les exodes, industriel et rural : depuis le début du siècle, il avait perdu un quart de sa population, et celle-ci, âgée et malheureuse, était désormais moins féconde que dans le reste de la France.

La situation était donc vraiment grave. Était-elle dramatique ? Cela en avait toutes les apparences : au terme des vingt prochaines années, en 2010, le Limousin aurait toutes les chances de perdre encore 60 000 habitants. Et au dépeuple-

ment s'ajoutaient d'autres handicaps économiques. Un maillage urbain trop lâche : un tiers de la population est concentré dans les agglomérations de Limoges et de Brive, et seulement quatre autres villes, Tulle, Guéret, Ussel et Saint-Junien, comptent plus de 10 000 habitants. Des emplois industriels insuffisants : sur un peu plus de 330 000 actifs, un quart travaille dans l'industrie tandis que 16 % restent dans l'agriculture et 57 % dans le tertiaire. Un niveau de vie médiocre : les salaires sont de 15 % à 20 % inférieurs à la moyenne nationale. Un dynamisme incertain : les entreprises de plus de vingt salariés investissent moins que dans le reste de la France (25 %), déposent moins de brevets (40 %), perdent plus d'emplois industriels (30 %). Seule touche claire dans ce noir tableau : le pourcentage de chômeurs est de deux points inférieur à celui de la moyenne nationale. Mais cela fait près de 30 000 personnes sans travail.

Le conseil régional

Président : Robert Savy (PS)
7 PC ; 15 PS ; 1 div. g. ;
12 RPR ; 3 UDF ; 3 div. d.
Résultats des élections de 1986 par département

CORREZE (14 sièges)
Ins. : 185 132 ; abst. : 14 % ;
suff. ex. : 152 547.

PC : 20,68 % ; 3 élus ; PS :
26,98 % ; 4 élus ; Un. opp. :
48,35 % ; 7 élus ; FN : 3,97 %.

CREUSE (8 sièges)
Ins. : 112 629 ; abst. :
22,38 % ; suff. ex. : 83 623.

PC : 15,84 % ; 1 élu ; PS :
32,53 % ; 3 élus ; Un. opp. :
44 % ; 4 élus ; div. d. :
3,78 % ; FN : 3,83 %.

HAUTE-VIENNE (19 sièges)
Ins. : 280 661 ; abst. :
17,66 % ; suff. ex. : 200 581.

PC : 20,61 % ; 4 élus ; PS :
33,04 % ; 8 élus ; Un. opp. :
32,30 % ; 7 élus ; div. d. :
3,08 % ; div. d. : 1,96 % ; FN :
3,94 % ; Verts : 3,24 % ; LO :
1,79 %.

Un tel bilan aurait pu justifier un constat de faillite. Le Limousin estime que la situation n'était pas désespérée. Il avait survécu à pire, aux Hunns, au « mal des ardents » (4). Il pourrait bien surmonter cette nouvelle épreuve. Car, paradoxalement, les handicaps d'hier ne sont-ils pas les atouts de demain ? Il suffisait de regarder les problèmes par l'autre bout de la lunette, de renverser la clepsydre.

L'espace déserté ? C'est la possibilité d'accueillir les agriculteurs ou les industriels de l'Europe du Nord qui sont à l'étroit dans leur structure. Ils peuvent trouver à bas prix de la terre agricole (de 6 000 à 10 000 francs l'hectare), ou des zones industrielles (entre 35 et 80 francs le mètre carré). Et des ponts ont été jetés pour cela avec l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Allemagne. Vingt-six entreprises étrangères se sont ainsi implantées dans la

région, renouant avec la tradition inaugurée en 1842 par le porcelainier américain Haviland.

La forêt envahissante ? Elle est la plus productive de France. Elle a été déterminante dans l'implantation du groupe américain International Paper Company (IPC), le leader mondial de la pâte à papier qui a racheté la société Aussedat-Rey, spécialisée dans le papier de bureau, et qui a décidé d'investir plus de 2 milliards de francs pour doubler la capacité de production de l'usine de Sallat-sur-Vienne (Haute-Vienne). Les écologistes ont finalement donné leur accord au projet et quelque trois cents emplois devraient pouvoir être ainsi créés de façon directe ou indirecte.

La porcelaine, ringarde ? Elle a retrouvé un nouveau souffle mais elle a surtout permis à Limoges de devenir un des pôles mondiaux de la céramique, dont les applications dans l'industrie de pointe sont de plus en plus nombreuses. La porcelaine qui servait naguère à fabriquer des prises de courant a aussi été l'argument de départ pour la constitution du premier groupe mondial d'appareillage électrique à basse tension par la famille Legrand, qui a renforcé son implantation limousine en s'installant sur le technopôle de Limoges. L'entreprise emploie désormais plus de trois mille personnes.

Douceur de vivre

L'agriculture archaïque ? En utilisant moins d'engrais que partout ailleurs en France, les paysans ont protégé la nature : les rivières et les étangs ne sont pas pollués par l'abus de nitrates. Ils peuvent développer dans un environnement sain la forme d'exploitation extensive que recommandent désormais les commissaires européens. De plus, en misant sur un race de bovins rustiques au pelage fauve, la limousine, ils ont créé, à force de sélection génétique et de marketing, un marché pour une viande de qualité qui a des débouchés dans une cinquantaine de pays. Une race qui dispose désormais à Lagnaud, à 10 kilomètres au sud de Limoges, d'un véritable QG mondial.

La taille des entreprises ? Le fait qu'aucun secteur ne domine dans la région a permis d'amortir les effets de la crise. Ainsi quand la COGEMA (extraction et traitement de l'uranium) annonce qu'elle va supprimer d'ici à 1995 quelque huit cents emplois, la chambre des métiers peut dire que le secteur de l'artisanat en a créé près de deux mille au cours des trois dernières années.

Le cadre de vie ? Si les salaires sont moins élevés qu'à Paris, les loyers le sont aussi. Pour 4 000 francs par mois on trouve à se loger dans 200 mètres carrés dans le centre de Limoges. On peut faire du tennis, du golf et de l'équitation à moindres frais. Et pour ce qui est des loisirs culturels, le Limousin est une sorte d'eldorado : festivals (Francophonies, danse, dessins humoristiques, jazz, chant, dramatique...), formations musicales et théâtrales (quatre troupes professionnelles, un ensemble baroque, un orchestre régional), espaces culturels (musées de l'émail, de la céramique, de la tapisserie, centre d'art contemporain de Vassivière, de Meymac et de Rochechouart). Le calendrier des manifestations 1991 compte plus de quarante pages. La douceur de vivre est telle que la criminalité est deux fois moins élevée que dans les autres régions et que le ministère de l'Intérieur envisagerait de fermer l'antenne du SRPJ de Limoges.

Le manque de dynamisme ? Vieux patronage, le Cercle sportif Saint-Pierre est devenu un des premiers clubs de basket professionnel en Europe, assurant à Limoges une renommée sportive internationale. Spécialiste dans les installations frigorifiques, Dagard (groupe Thomson), implanté à Boussac, a passé

■ Erratum. - L'auteur de l'Entretien à Sabrés n'est pas le poète occitan Philippe Gardy, comme nous l'avons écrit par erreur dans le « Coup de cœur » de la semaine passée (le Monde daté 15 et 16 décembre), mais Bernard Manciet. Il a été récompensé par la ville de Montpellier en 1990, qui lui a remis le prix Antigone.

un contrat de 4 millions de francs pour la création d'une usine de crème glacée dans la région de Gdansk, en Pologne. En développant des systèmes d'éclairage de la céramique, la société Elmathema, de Saint-Auvent, a mis au point une révolutionnaire machine pour tester les préservatifs. Fabricant de meubles de luxe, Eric Maville, de Feytiat, est allé proposer avec succès ses produits au Koweït. Et il faudrait ajouter à cette liste les performances de Madrange (charcuterie) ou de Weston (chaussures). Au reste, les treize mille étudiants de la jeune université et des écoles d'applications n'ont plus de complexes : ils se savent les plus compétitifs dans leurs domaines, céramiques, micro-ondes, eau, droit du sport, environnement, biologie, génétique.

Le Limousin a-t-il renversé la vapeur pour autant ? Après l'endorisme, n'a-t-il pas cédé à l'autosuggestion ? Un grand chantier a été ouvert pour étudier les perspectives de la région en l'an 2007. Le constat fut établi sans complaisance. Les perspectives ont été tracées avec fermeté. Il s'agissait de jouer deux cartes : l'identité et l'excellence limousines. La méthode semble avoir donné de premiers résultats concrets : selon les dernières estimations de Bruxelles, le Limousin serait la région de France où le PIB par habitant aurait été le

plus vite entre 1985 et 1989. En tout cas, les communautés européennes envisagent de la généraliser à toutes les régions de la CEE après l'avoir testée en Espagne et en Bavière.

Mais la modernité du Limousin aura un autre prix, celui des autoroutes et des TGV. Des promesses ont été données. Des projets ont été tracés. Reste à les réaliser. Sans eux, le Limousin serait déconnecté des grands flux européens. Or la mise en service de la liaison Vierzon-Montauban (A 20) par Limoges et Brive sur l'axe Paris-Barcelone, a peu de chance d'être achevée en 1996 comme prévu et les perspectives sont encore plus floues pour les axes est-ouest, Clermont-Ferrand-Tulle-Brive-Bordeaux et Montluçon-Guéret-Bellac. Même lenteur, même hésitation pour ce qui concerne le raccordement au réseau TGV. Au risque de laisser le Limousin se rendormir ?

ALAIN GIRAUDO

- (1) De la l'expression « limogère ».
- (2) Rapport Guichard sur l'aménagement du territoire.
- (3) Le Monde daté 9-10 février 1984.
- (4) Épidémie qui ravagea les provinces de l'Aquitaine à la Bourgogne, au dixième siècle et dont la tradition veut qu'elle fut envoyée par l'« ostension » des reliques de l'évêque saint Martial.

La semaine prochaine : LA LORRAINE

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre),

Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre), l'Île-de-France (le Monde daté 8-9 décembre) et le Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15 et 16 décembre).

COUP DE CŒUR

L'enfant de Gentioux

SON cri retentit pour l'éternité. Il est lourd de chagrin et de pitié, de rage et d'impuissance. L'enfant qui crie à l'air sage. Il ressemble à tous les enfants de cet âge, ceux des villes et des campagnes, ceux d'ici et d'ailleurs. On pourrait le rencontrer en ce moment dans les Balkans, au Togo ou au Kurdistan. On l'a vu il n'y a pas longtemps en Iran, au Koweït, au Pakistan. Il errait aussi dans les rues de Manille, de Lima, de Manaus.

Il est innocent. Il n'a rien et le monde est à lui. Il a la tête pleine de rêves de grands voyages, de belles aventures. Il veut percer le mystère des pyramides égyptiennes, pagayer sur des pirogues africaines, chevaucher dans les plaines américaines, naviguer sur des sampans chinois, visiter les jardins japonais et les temples indiens. Il a souvent faim. Il a besoin de tendresse. Il croit que l'amour c'est toujours. Il est fait pour le bonheur et sa vie est déjà un malheur.

Il a fait des cauchemars de sang. Il a entendu le canon, il a vu les soldats, il a senti le soufflé de la mort. Et il a beaucoup pleuré. C'est un enfant de bronze, fiché sur la place du village de Gentioux-Pigorilles, à quelques lieues du lac de Vassivière. Il brandit le poing devant une plaque de marbre. Pendant que le temps efface lentement les noms des soldats défunts gravés dans la pierre, il n'en finit pas de hurler : « Maudite soit la guerre ». Mais il n'entend pas d'écho.

A. G.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE

UN CAPITAL

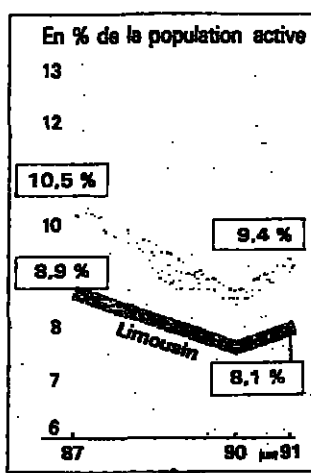
d'Avenir

POUR
LIMOGES
ET LA
HAUTE
VIENNE



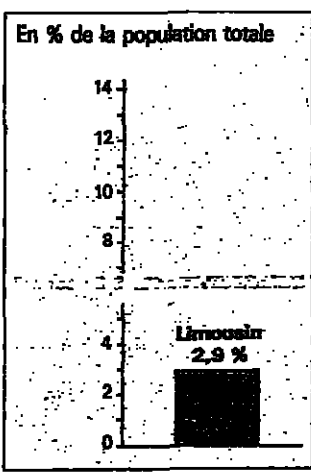
16, place Jourdan - BP 403 - 87011 LIMOGES Cedex
Tél. 55 45 15 15 - Fax 55 32 24 46

Chômage



(Source : INSEE.)

Population étrangère



(Source : INSEE.)

الجمهورية الجزائرية

HEURES LOCALES

REPERES

ILE-DE-FRANCE
Un parc d'activités
au Tremblay

RÉSOLUE à ne pas laisser «confisquer» 700 hectares de terrain non urbanisés situés dans le futur «centre d'excellence européenne» de Roissy, la ville de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) a réussi à négocier avec l'Etat le droit de décider elle-même de l'affectation de ses sols dans le respect des règles fixées par le nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France. Refusant «l'intervention autoritaire» de l'Etat, la commune a obtenu, après de longues discussions, la signature de trois conventions qui aujourd'hui lui permettent d'entamer des études préalables à un schéma d'aménagement global de la zone en partenariat avec l'AFTRP (Agence foncière et technique de région parisienne).

Candidate malheureuse au projet de Grand Stade, Tremblay compte proposer dans ce secteur stratégique délimité au nord par l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, au sud par l'autoroute A 104, à l'ouest par le Parc international des expositions de Villepinte, à l'est par la Seine-et-Marne, un traitement de qualité.

Favorable à l'implantation d'activités à forte dominante technologique, à la création d'un pôle de formation supérieure, la ville a obtenu de l'Etat la rétrocession de 100 hectares de terrains préemptés pour y créer un vaste parc au cœur duquel seront regroupés des logements, des équipements publics et de loisirs.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
L'Aude se vend
dans le métro

POUR la quatrième année consécutive, le département de l'Aude s'est installé à la station Auber du métro parisien. Du 12 au 20 décembre, 1 170 affiches inviteront les usagers du métro à «savoir» ou à «découvrir» l'Aude en descendant à la station Auber.

Cette opération qui avait lieu jusqu'à présent au mois de mars a été avancée à la demande des producteurs. Car cette exposition, qui était à l'origine destinée à promouvoir le département à l'approche des vacances, est devenue au fil des ans une vitrine des produits de qualité d'une région méconnue.

Les chambres consulaires se sont associées au département pour organiser et financer à 50 % cette semaine de promotion qui revient à 700 000 francs. Les producteurs de l'Aude, qui se bousculent pour avoir un stand à Auber, en financent l'autre moitié. Un exemple qui a déjà été imité par la région de Franche-Comté, et qui le sera bientôt par l'Alsace.

BASSE-NORMANDIE

Union de districts
dans le Cotentin

A l'heure où s'achève le grand chantier de La Hague, la communauté urbaine de Cherbourg vient de signer avec les deux districts qui jouxtent son territoire, une charte de développement local.

Les Picots, quinze communes pour 7 000 habitants, vit de la centrale nucléaire de Flamanville, un site qu'EDF souhaite équiper de deux nouvelles tranches avant l'an 2000. Beaumont, dix-neuf communes pour seulement 7 500 habitants, tire sa prospérité de l'usine de retraitement de La Hague. Et comme son homologue et partenaire, le district dispose de place malgré l'extension des installations de la Cogéma, alors que la communauté urbaine voisine - six communes pour moins de 100 000 habitants - n'a pas de zone industrielle digne de ce nom en dehors de l'ancien constructeur des sous-marins nucléaires et d'une zone portuaire concédée à la Chambre de commerce.

Pour remédier à cette situation, les trois établissements ont créé une structure mixte de gestion bénéficiant du reversement des parts communales de taxes foncières et professionnelles. Les trois entités territoriales s'engagent en outre à participer en commun au fonctionnement d'une Maison de l'emploi et d'une Maison du tourisme, au financement de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la protection du bocage et du littoral et au développement des transports en commun.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Martine Boulay-Méris (Bobbigny) et René Moirand (Cherbourg).

Difficile accouchement
pour l'hôpital de Montpellier

Le financement des nouveaux bâtiments pose la question du champ d'intervention des collectivités

MONTPELLIER

de notre correspondant

LES bâtiments trônent fièrement sur 55 000 mètres carrés au bout du complexe de l'hôpital Lapeyronnie, à l'ouest de Montpellier. Dans leur bel habit de verre foncé, deux unités distinctes, fraîchement sorties de terre, s'articulent sur six niveaux autour d'un hall central. Il y a, d'un côté, un nouveau centre pneumo-cardiologique de deux cent quatre-vingt-cinq lits. De l'autre, un complexe «mère-enfant», regroupant une maternité, un centre de gynécologie, et un secteur pédiatrique de deux cent vingt-trois lits. Mais, pour brillant que soit ce nouvel hôpital, baptisé Arnaud-de-Villeneuve, son long accouchement se fait dans la douleur.

Il y a dix ans déjà, professionnels de la santé et responsables politiques s'accordaient à reconnaître la vétusté de l'actuel hôpital pneumo-cardiologique Saint-Eloi, comme de la maternité de l'avenue Grasset, à Montpellier. Un constat aggravé par les chiffres de mortalité infantile du département de l'Hérault : 11,7 pour 1000, contre 7,7 pour la moyenne nationale. Mais le ministère de la santé venait de financer lourdement le nouvel hôpital Lapeyronnie et ne considérait plus la ville comme prioritaire.

Des murs
mais pas de postes

Malgré une étude financée en 1984 à la demande de M. Jack Ralite alors ministre de la santé, puis une première pierre posée par M. Georges Dufoix en février 1986, l'Etat devait rester sourd aux appels du Centre hospitalier régional (CHR).

Deux bonnes fées se sont alors portées au chevet du malade : le département et la région. «Il y avait un problème de santé publique et nous avons des compétences en matière d'aide sociale», explique M. Jean Croc, directeur des services financiers auprès du conseil général de l'Hérault.

«On ne voyait pas alors comment en sortir, explique, de son côté, M. Bernard Pomet, directeur gé-

ral de la région Languedoc-Roussillon. Le projet dormait dans les cartons et il était évident que l'Etat ne débloquerait pas de crédits. Nous avons donc agi par exception de compétences parce que c'était le seul moyen de débloquer la situation.» En intervenant, la région voulait aussi lutter le développement des services pédiatriques du vieux hôpital Saint-Charles en centre-ville, où il espérait alors voir s'installer une nouvelle faculté de droit.

A la demande des deux collectivités, le directeur de la SODLER (société de développement régional) et président de COFINIDEP (société de maîtrise d'ouvrage), M. Dominique Renucci, a mis au point une formule complexe astucieuse permettant de passer outre la subvention que l'on attendait en vain de l'Etat. Les collectivités se sont engagées à construire à leurs frais les bâtiments pour les louer ensuite au CHR pendant vingt ans, période au-delà de laquelle il deviendrait propriétaire des murs. Comme maîtres d'œuvre, ces collectivités pouvaient alors récupérer la TVA par le biais du fonds de compensation. La somme ainsi revenue dans leur escarcelle correspondait au montant de la subvention espérée.

Le département a ainsi avancé 194 MF pour la construction de la maternité, et la région 136 millions de francs (MF) pour le centre pneumo-cardiologique. Les bâtiments ont été livrés au mois d'août pour l'hôpital pneumo-cardiologique et en septembre pour la maternité-pédiatrie. Charge au CHR de rembourser désormais aux deux collectivités un loyer annuel de 24,8 MF.

Mais si le contrat de construction des murs est désormais rempli, le CHR s'inquiète maintenant de ne pas avoir les moyens de faire fonctionner l'établissement. L'équipement médical évalué, il y a quatre ans, à 67 MF coûtera en fait 140 MF et nécessite un nouvel emprunt. Par ailleurs, 79 postes doivent être créés, dont la moitié à cause du maintien des activités de l'hôpital Saint-Charles pendant encore cinq ans. Conséquence : le surcoût d'Arnaud de Villeneuve devrait approcher 18 millions de francs par an.

Le CHR se retourne donc vers l'Etat. «Une participation supplémentaire de sa part à hauteur de 17 MF est déjà acquise», précise M. Guy Vergnes, le directeur du CHR, «mais il manque encore 27 MF pour équilibrer le budget. Les contacts suivent leur cours, mais, quel qu'il en soit, nous comptons ouvrir en avril ou mai 1992. Cela dépendra avant tout de l'équipement.» Cependant, les tousselements de l'hôpital font grincer quelques dents du côté du conseil général, où on fait savoir qu'«il n'est pas très sérieux d'avoir proposé ce dossier pour expliquer ensuite qu'on ne peut pas l'exploiter».

La récupération
de la TVA

Au conseil régional, on s'étonne aussi de voir apparaître un trou aussi important que celui avancé aujourd'hui par le CHR. Mais derrière le cas d'école montpellierain sommeille un autre débat qui porte sur l'autonomie que l'Etat peut accorder à une collectivité. Ayant perçu le danger qu'il y avait à laisser se développer des initiatives non maîtrisées, le ministère des finances a fait adopter en septembre 1988 (soit juste après le bouclage du dossier montpellierain) un décret qui modifie le régime de récupération de la TVA des collectivités. Celles-ci ne peuvent désormais plus se faire rembourser si elles ne sont pas propriétaires des bâtiments qu'elles financent.

La mesure a permis d'éviter que des tiers ne récupèrent une TVA à laquelle ils ne devraient normalement pas prétendre. Mais on peut voir aussi, derrière l'aspect moral de cette décision, à la fois une limitation du champ de liberté d'intervention des collectivités et un moyen parmi d'autres pour l'Etat de réduire ses propres dépenses. La préoccupation est d'actualité, mais l'exemple montpellierain restera le premier et le dernier du genre.

JACQUES MONIN

La bataille
du pont de Barcarin

Les élus restent divisés sur cet ouvrage qui désenclaverait le sud de la Camargue

ARLES

de notre envoyé spécial

N'ÉCARTÉ plus de vingt ans, la question du franchissement du Grand Rhône à Salin-de-Giraud se pose toujours dans les mêmes termes : faut-il remplacer le bac de Barcarin par un pont ? Le débat intéresse, au premier chef, la commune de Salin-de-Giraud (2 500 habitants), coupée de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de la région marseillaise par le fleuve, à l'est, isolée des Saintes-Maries-de-la-Mer par les étangs saumâtres, à l'ouest, et distant, par la route, d'une quarantaine de kilomètres du centre d'Arles, au nord.

Presque décisée, puis abandonnée en 1970, revenue d'actualité en 1984, la construction d'un pont a de nouveau été mise à l'étude, il y a quelques mois, par le conseil général des Bouches-du-Rhône, appuyé par la chambre de commerce du pays d'Arles. Soulevant aussitôt, comme par le passé, des réactions passionnées.

Dès le mois de juin, le comité de soutien au parc national régional de Camargue s'est prononcé contre le pont à une écrasante majorité. Et, au début de septembre, lors d'une réunion à Arles, un collectif de vingt-huit associations (écologistes, mais aussi agriculteurs, gardians, éleveurs et scientifiques) a également manifesté, à l'unanimité, son opposition au projet, devenu un enjeu important des prochaines échéances électorales.

Pour le conseil général, il en va de la survie économique de Salin-de-Giraud et, en particulier, des deux entreprises qui y sont installées, la Compagnie des salins du Midi et la société Solvay. La première, qui a pris, en 1969, le relais de Pechiney - implanté en Camargue depuis le milieu du dix-neuvième siècle - exploite la plus grande saunerie d'Europe (de 800 000 à 1 million de tonnes de sel par an). La seconde, qui avait initialement la même activité, s'est reconvertie dans la production du carbonate de chaux, puis la chimie fine. L'une et l'autre expédient la plus grande partie de leur production par Port-Saint-Louis-du-Rhône, ce qui les contraint à un transport par bac qui augmente

leurs charges. Ce handicap est particulièrement sensible pour Solvay, puisque cette société doit, au préalable, acheminer sa matière première par camions depuis des carrières situées au nord d'Arles.

Le conseil général met également en avant les contraintes du bac pour les habitants de Salin-de-Giraud eux-mêmes. En cas d'urgence médicale, ils doivent attendre les secours venant d'Arles, alors qu'il existe une clinique à Port-Saint-Louis-du-Rhône, sur la rive opposée du fleuve. De plus, leurs enfants fréquentent le lycée de cette commune. Or, de septembre à juin, il n'y a qu'une rotation du bac toutes les demi-heures, et le service s'arrête à 21 h 30. L'amortissement de l'investissement nécessaire à la construction d'un pont - 80 à 120 millions de francs, ou plus selon le type de l'ouvrage - serait, enfin, assez rapide alors que la gestion du bac coûte quelque 5 millions de francs par an à l'assemblée départementale.

Un flot de touristes
supplémentaires

Les opposants au projet affirment, eux, que le pont signifierait la mort de la Camargue en raison du flot de touristes supplémentaires - un doublement ou un triplement, au minimum, selon une étude datant de 1987 - qu'il ne manquerait pas de provoquer. Ce serait, ajoutent-ils, «la porte ouverte à des infrastructures routières et à des complexes immobiliers». Ils soupçonnent, en particulier, la Compagnie des salins du Midi, filiale du groupe Indosuez et propriétaire de 12 000 hectares d'étangs - qui donnent sur 22 kilomètres de plages sauvages - de vouloir rentabiliser son domaine par des aménagements touristiques. Le pont, selon eux, déterminerait, inévitablement, la réalisation d'un nouvel axe routier, soit au niveau de Barcarin par le sud de la Camargue et les Saintes, soit, en amont, par la rive nord de l'étang de Vaccarès. On parle aussi d'une liaison autoroutière directe, par le littoral, entre Marseille et Montpellier. La fragile Camargue, alors, crèverait grâce.

Le flou du projet favorise ces spéculations. On ignore, en fait, si le pont aura deux voies ou plus et s'il sera ou non à péage. Quoi qu'il en soit, il devra enjamber le Rhône sur 500 mètres et être assez haut pour permettre le trafic fluvio-maritime. Ses adversaires proposent, au demeurant, des solutions alternatives consistant à améliorer le service du bac et à le rendre gratuit pour les entreprises de Salin-de-Giraud. «Après tout, observent-ils, les routes ne sont pas davantage rentables et tout service public a un coût.»

A quelques mois des élections régionales et cantonales, le sujet a rendu prudents les élus concernés. Seuls un conseiller régional (non inscrit) d'Arles, M. Francis Agostini, et le maire (PS) et conseiller général des Saintes-Maries-de-la-Mer, M. Hubert Manaud, par ailleurs président du parc de Camargue, se sont rangés, sans équivoque, parmi les «anti-pont». «Jusqu'ici, le bac de Barcarin a fonctionné comme un filtre. Si on le supprime sans précautions, ce sera une folie», remarque M. Manaud, en ajoutant que plusieurs investisseurs ont proposé au conseil général de financer le pont.

Le maire (RPR) d'Arles et sénateur des Bouches-du-Rhône, M. Jean-Pierre Camoin, ne cache pas, lui aussi, qu'il subit des pressions immobilières de plus en plus fortes. Il vient de mettre en chantier un plan municipal d'environnement, le premier du genre dans la région, mais il se veut réaliste. «Si l'on ne donne rien en échange aux Saliniers (les habitants de Salin-de-Giraud), il faut faire le pont. Je suis prêt, cependant, à participer au surcoût résultant de la gratuité du bac pour les entreprises, à hauteur de 10 %, et à financer, également, 30 % de l'acquisition et du fonctionnement d'une vedette de sécurité à la disposition des gens de Salin.» Il est également partisan d'un référendum.

GUY PORTE

BLOC-NOTES

PUBLICATIONS

□ Un Bottin pour les communes. - «Qui fait quoi, où et comment le joindre ?» Pour répondre à ces questions, le Bottin des communes vient de publier son édition 1992. Le gros «livre vert» présente les noms et les coordonnées de 90 000 responsables locaux des communes, départements et régions de France et d'outre-mer.

□ 1 698 pages, 1 320 francs. Renseignements : IG Conseil tél. : (1) 45 66 70 45.

□ La fiscalité locale en question. - Qui paie l'impôt local parmi les citoyens et les entreprises ? A quel sert-il ? Faut-il engager une harmonisation des fiscalités des régions, départements et villes ? L'Europe des Douze doit-elle rapprocher chaque système des impôts locaux ? Telles sont les questions que posent deux universitaires, MM. Guy Gilbert et Alain Guergand, dans leur livre explicatif et analytique La fiscalité locale en question.

□ 155 pages, 60 F. Edition Mon-christian-Clefs Economie. Renseignements : Editions Juridiques associées, 28, rue Vercingétorix 75014 Paris.

□ Droit de préemption. - Le ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace publie un Guide du droit de préemption urbain. Cet ouvrage présente les règles qui s'appliquent à l'exercice de ce droit, et s'efforce de répondre aux questions que se posent propriétaires, notaires, collectivités, opérateurs publics ou privés et services préfectoraux.

□ 200 pages, 110 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07.

□ Finances régionales. - La direction générale des collectivités locales a édité une brochure intitulée Les finances régionales en 1989. Sous forme de tableaux et de cartes, ce document analyse les budgets des régions :

dépenses, recettes, trésorerie, endettement. Il fait également le point sur l'évolution des dépenses de 1984 à 1989, en matière de fonctionnement et d'investissement. Il présente notamment les dépenses d'enseignement et les dotations de l'Etat.

□ DGCL, 2, place des Saussaies, 75008 Paris.

NOMINATIONS

□ Nouveau secrétaire général à Chalon-sur-Saône. - M. François Valenbois a succédé, au mois de novembre, à M. Albert Fitte, nommé à Dijon, comme secrétaire général de la ville de Chalon-sur-Saône.

(M. François Valenbois est âgé de trente-sept ans, titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et d'un DESS de droit des collectivités locales, il a été nommé, en 1980, chargé des ressources humaines et sociales pour la ville de Senlis (Oise). Il est devenu secrétaire général de cette ville en 1986.)

□ Nouveau président d'AIIRPARIF. - M. Michel Elbel a été nommé président d'AIIRPARIF en remplacement de M. Marcel Noutary, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine. AIIRPARIF est un réseau de quatre-vingt-deux stations de mesures qui analyse en permanence l'état de la qualité de l'air en Ile-de-France. Un important programme de modernisation, d'un montant de 12,5 millions de francs et financé à parité par l'Etat et la région Ile-de-France, vient d'être décidé.

(Né le 1er janvier 1952 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), M. Michel Elbel est diplômé d'études supérieures de droit et titulaire de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Informaticien, il est vice-président (UDF-CDS) du conseil régional d'Ile-de-France, conseiller de Paris, membre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), président du Comité d'aménagement des temps de travail et des loisirs (CATRAL) et président du Syndicat mixte de traitement des ordures ménagères (SYCTOM) de la région parisienne.)

La dette d'Angoulême

Un entretien
avec M. Jacques Nodin

Suite de la page 9

□ Quelle solution proposez-vous ?

«Il faudrait d'abord fusionner les services techniques de toutes les communes appartenant au district, les rationaliser et redéployer les effectifs. Cela ne sera pas facile, compte tenu des réticences des élus, qui ne veulent pas d'un transfert de la dette d'Angoulême. Il faudrait mettre en place une gestion prévisionnelle et développer la formation permanente. Je ne suis pas forcément hostile à l'instauration de primes de départs volontaires ou de procédures de type FNE. Mais, dans le secteur social, qui concerne les salariés, doivent d'abord être négociées avec les syndicats. Je suis furieux d'apprendre que M. Chavanes a essayé de faire voter un amendement sur ces questions à l'Assemblée nationale.

Respecter
les lois

«Les assistantes sociales ont, elles aussi, tenté de négocier leur statut sans les syndicats. Cela ne vous inquiète-t-il pas ?

«Nous serions inquiets si le gouvernement acceptait de négocier avec la Coordination nationale des collectifs d'assistants de service social (CONCASS), ce qui n'est pas le cas. En revanche, nous estimons que le fait de se livrer à des actions spectaculaires est dangereux pour la démocratie. Dans un Etat de droit, on respecte les lois. Que penserait-on si les syndicats se met-

taient à leur tour à organiser des opérations-commandos ? Je ne reconnais à la CONCASS qu'un mérite, celui d'avoir attiré l'attention du public sur l'identité professionnelle des assistantes sociales. Mais cette organisation n'est légitimée par aucune élection professionnelle, et elle ne rassemble que quelques centaines de personnes.

«Etes-vous d'accord avec ses revendications ?

«Nous avons toujours dit qu'il fallait s'intéresser à l'ensemble des travailleurs sociaux, et non à une seule catégorie de personnel. C'est dans ce sens que nous négocions avec le ministère des affaires sociales sur les conditions de travail, et avec le secrétaire d'Etat aux collectivités locales sur les problèmes statutaires.

«Nous demandons la création d'un seul et même cadre d'emploi pour les assistantes sociales, les conseillers en éducation sociale, les puéricultrices et les éducateurs spécialisés. Leur salaire de départ serait de 6 350 francs, au lieu de 5 600 francs actuellement. Nous sommes certes loin des 10 000 francs que réclame la CONCASS. Mais, dans le secteur public, qui touche un salaire pareil, même en catégorie A ? Par ailleurs, nous avons obtenu que M. Sueur mette en place une mission sur les dysfonctionnements de la fonction publique territoriale : recrutement, formation, mobilité, centres de gestion, seuils démographiques, etc.»

Propos recueillis par
RAFAËLE RIVAIS

Claude SEIGNOLLE
LE BERRY TRADITIONNEL
MAISONNEUVE ET LAROSE

JUSTICE

La chambre d'accusation
à l'instruction de l'affaire

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Elle a condamné à la prison avec sursis un certain nombre de personnes impliquées dans l'affaire.

Le verdict a été rendu après une longue délibération. Les juges ont pris en compte les circonstances de l'affaire et les antécédents des personnes impliquées. Ils ont estimé que certaines personnes méritaient une peine de prison avec sursis, tandis que d'autres devaient être condamnées à la prison ferme.

Le verdict a été accueilli avec satisfaction par les victimes et leurs proches. Ils ont estimé que la justice avait rendu son verdict de manière équitable et transparente. Ils ont également exprimé leur confiance dans le système judiciaire français.

Le verdict a également été commenté par les médias. Certains ont souligné l'importance de ce verdict pour la justice française, tandis que d'autres ont critiqué certaines aspects du jugement. Cependant, la majorité des commentateurs ont estimé que le verdict était globalement satisfaisant.

Le verdict a été rendu public et est accessible à tous. Il peut être consulté sur le site officiel de la cour d'appel de Paris. Les personnes impliquées dans l'affaire ont été informées du verdict et de la motivation du jugement.

Le verdict a été rendu dans un climat de sérénité et de respect des procédures judiciaires. Les juges ont tenu compte de toutes les circonstances de l'affaire et ont rendu leur verdict de manière indépendante et impartiale.

Le verdict a été rendu dans le respect des principes fondamentaux de la justice française. Il a permis de faire justice et de rétablir la confiance dans le système judiciaire. Les victimes ont pu voir leur cause gagnée et les personnes impliquées ont été condamnées de manière équitable.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la cour d'appel de Paris

La chambre d'accusation s'oppose à l'instruction de l'affaire Boudarel

La chambre de la cour d'appel de Paris a estimé, vendredi 20 décembre, que la loi d'amnistie du 18 juin 1966 ne permet pas d'instruire la plainte pour « crimes contre l'humanité » visant M. Georges Boudarel, ex officier français qui fut, en 1953 et 1954, commissaire politique d'un camp de prisonniers français du Vietnam - le camp 113 - en Indochine.

S'opposant au parquet, qui avait pris des réquisitions de « non informés », M^{me} Lucie Lehoucq, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, avait rendu, le 13 septembre 1991, une ordonnance par laquelle le magistrat se déclarait compétent pour instruire la plainte déposée, avec la qualification de « crimes contre l'humanité », le 3 avril 1991, par l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine et par M^{me} Wladyslaw Sobanski, ancien prisonnier du camp 113.

Le parquet avait fait appel de cette ordonnance, en s'appuyant sur la loi d'amnistie du 18 juin 1966, qui dispose en son article 30 : « sont amnistiés de plein droit tous les crimes ou délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne et antérieurement au

1^{er} octobre 1957 ». De son côté, le juge d'instruction avait considéré que la loi ne citait pas expressément les crimes contre l'humanité et, surtout, que l'imprescriptibilité de ce type de crimes ayant été décidée au niveau international, ils ne pouvaient pas bénéficier d'une loi d'amnistie interne à un Etat. Cette position est également soutenue par M^{me} Jean-Marc Varaut, conseil des parties civiles, qui a annoncé son intention de se pourvoir en cassation.

Aussitôt comme, la décision de la chambre de la cour d'appel de Paris a soulevé des critiques de la part des anciens prisonniers et internés en Indochine. « Nous nous y attendions un peu », a notamment déclaré M. Jean-Jacques Boudier, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants et, lui-même, rescapé des camps du Vietnam. Expliquant la déception de ses anciens camarades, M. Boudier, qui est à l'origine de l'action entreprise pour démasquer M. Boudarel, devenu enseignant à l'université de Lussieu, a ajouté : « Les anciens du camp 113 ont l'impression qu'il y a désormais les bons et les mauvais prisonniers ».

MAURICE PEYROT

Cinq ouvrages

Accusé de « crimes contre l'humanité » pour son comportement comme cadre politique dans un camp vietnamien, Georges Boudarel se défend en publiant son *Autobiographie* (1). Il y raconte son cheminement, de jeune professeur à Saigon jusque dans les maquis, à son amnistie en 1966 et son retour en France, où il devint universitaire. Un journal de bord d'un homme qui ne renie rien et qui cherche à expliquer ce qu'il a vécu et ressenti.

Ses accusateurs, de leur côté, ont publié trois ouvrages, l'ancien ministre Jean-Jacques Boudier, qui affirme avoir « démasqué » (2) un Boudarel qui pourtant n'avait pas changé de nom, l'ancien sous-officier Claude Bory qui fut détenu au fameux camp 113 (3) et « dénonce les méthodes infâmes de nos geôliers », et Marc Chénuel, journaliste à *Valeurs actuelles* (4).

Georges Boudarel publie en même temps une étude inédite sur les « Cent Fleurs » à la viet-

namienne, la première grande purge d'intellectuels du régime de Ho Chi Minh, qu'il a traversée alors qu'il se trouvait à Hanoï (5). Dans son témoignage et son analyse de la répression qu'il a vécue quelques années à peine après avoir quitté le camp 113, il décrypte, avec sa connaissance du système de l'intérieur, les méthodes de l'insécurité servile du système avec son cortège de slogans, de dénonciations dans une atmosphère de terreur et de délation.

P. de B.

- (1) *Autobiographie*, éd. Jacques Bertolet, 440 p., 120 F.
- (2) *Jean-Jacques Boudier, l'homme qui a démasqué « Boudarel »*, préface de Jacques Chirac, France-Empire, 264 p., 120 F.
- (3) *Prisonnier au camp 113, le camp de Boudarel*, Paris, 288 p., 125 F.
- (4) *L'affaire Boudarel*, éd. du Rocher, 254 p., 120 F.
- (5) *Cent fleurs éclorent dans la nuit du Vietnam, communisme et dissidence 1954-1956*, éd. Jacques Bertolet, 304 p., 140 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5677

HORIZONTALEMENT

I. Fouiller comme un cochon. Se lance parfois à l'assaut. - II. La Trinité par exemple. Au premier, tout le monde s'arrête. La quatrième calife. Légumineuses. - III. Est parfois qu'un bon mot. - IV. Utile pour le goéfre. Ville d'Allemagne. Se mettent souvent en rang. - V. Un mot repoussant. Son époux ne porte pas toujours la culotte. - VI. Solidement bâties. Participe. - VII. Romancier. Grandes quantités. Se laisse aller. - VIII. Ne veut ni la moitié ni le tiers. Pronom. Pas indifférent. - IX. Donne généralement de bons mois. Divinité hindoue. Ancien souverain. - X. Préneur de son. Ceux qui ne sont plus dans la carrière. Note. - XI. On s'arrête pour les lécher. Le prix du pain. - XII. Préposition. Symbole. Coule en Afrique. Un Gros qui savait parler. - XIII. Dépôt de « fonds ». Refuser de reconduire. - XIV. Une suspension. Instruments du hasard. Coule en Roumanie. - XV. Tient bien la bouillotte. Est parfois traité de coquin. Ville de France.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui peuvent enlever le morceau. Court plus de risques quand il est à pied. - 2. Partie de philosophes. Pas aléatoire. Qui n'a pas besoin de compter. - 3. Une mise en état de tout un pays. Pour celui qui met les voiles. - 4. Dans l'attente. Qu'on a déjà entendu. - 5. Qui on n'attend pas longtemps. Petite terre. - 6. Sembait couler d'or. Devient très coulant. Période. - 7. Peut être volubile. Peut se mettre à gémir sous le poids des charges. Note. - 8. Couche dans une coquille. C'est parfois répondre à une prière. -

9. Unité de rayonnement. Pas occupée. Est bon à jeter. - 10. Sout de temps. Qui ont besoin de repos. - 11. Peut être mise en boîte. Une des Cyclopes. - 12. Convient. Fournit un très bon jus. - 13. Doivent bien boucler leurs ceintures. Qu'on rencontre souvent. - 14. Recueillent les suffrages. Bien fade. - 15. Préposition. Pas amiable. Vieille vache. Partie de désert.

Solution du problème n° 5676

Horizontalement

I. Revanche. - II. Orogenèse. - III. Némésis. - IV. Dieu. - V. Lord. - VI. Et. - VII. Mertert. - VIII. Érie. - IX. Grésiv. - X. Tr. Net. - XI. Su. Huisme.

Verticalement

1. Ronflements. - 2. Ere. Oter. - 3. Vomer. - 4. Age. - 5. Née. - 6. Écu. - 7. Cridaires. - 8. Hésitations. - 9. Es. - 10. Rien. - 11. Erreur. - 12. Perte.

GUY BROUTY

Accusé, avec un collègue, d'opérations chirurgicales inutiles

Le docteur Rossignol a été incarcéré à Toulouse

et des communiqués de soutien parviennent de nombreuses organisations de médecins.

Cette agitation n'est évidemment pas de nature à faciliter le travail du juge Alain Billard ni celui du service régional de la police judiciaire dont l'enquête est loin d'être achevée. Et l'incarcération du docteur Rossignol ne paraît pas avoir d'autre motivation que celle de protéger les témoins, y compris le personnel de la clinique, contre toute pression.

Longue bataille d'experts

Car il est encore de nombreuses choses à établir. D'abord, l'origine du document falsifié présentant les résultats de l'analyse anatomopathologique d'un malade sur lequel le docteur Rossignol affirme s'être fondé en 1988 pour lui recommander - et l'avoir planifiée - une opération d'ablation de la vessie dont il n'avait nullement besoin. Le faux est établi, reconnu comme tel par le laboratoire de la clinique Saint-Jean qui dit avoir communiqué les vrais résultats au chirurgien et qui vient de déposer une plainte contre X pour faux et usage de faux.

Ensuite, le bien-fondé ou le manque de justification de plusieurs opérations chirurgicales intervenues dans les services des docteurs Rossignol et Léandri et au sujet desquelles les services de police nourrissent quelques doutes. Pré-

d'une quinzaine de dossiers sont aujourd'hui en cause, tandis que trois anciens « opérés » se sont constitués partie civile. L'un avait subi - avec succès - un traitement de chimiothérapie, qui avait fait disparaître les lésions cancéreuses, mais avait provoqué, selon son avocat, l'annulation de l'opération initialement prévue. Une opération terriblement invalidante dont le malade affirme d'ailleurs n'avoir jamais été prévenu des conséquences (incontinence et impuissance). Un autre malade, souffrant en réalité d'un polype, se serait vu diagnostiquer un cancer nécessitant l'ablation d'une partie de la vessie. Le chirurgien procède en fait à une cystectomie radicale, mettant ainsi le malade - qui aurait pris d'autres avis s'il avait été prévenu de la gravité de l'opération - devant le fait accompli.

Ce sont notamment ces éléments qui ont incité la caisse primaire d'assurance maladie à se constituer également partie civile. Aurait-elle remboursé, se demande-t-elle, des opérations coûteuses réalisées abusivement? L'Union française des consommateurs a fait la même démarche.

La gravité des accusations qui frappent les deux urologues toulousains a bien sûr porté un coup à la clinique Saint-Jean qui bénéficiait largement de leur renommée internationale. Le service d'urologie aurait notamment accusé en quel-

ques jours un taux d'annulation des hospitalisations de l'ordre de 20 %. Voilà qui pourrait compromettre les projets ambitieux d'extension conçus par les deux médecins ainsi que leurs velléités de contrôle de la clinique dont ils sont déjà actionnaires. Voilà surtout qui permet de prédire de longues batailles d'experts.

ANNICK COJEAN

La Cour de cassation annule la condamnation de Michel Kemmache. - La chambre criminelle de la Cour de cassation a annulé, mercredi 18 décembre, l'arrêt rendu le 25 avril dernier par la cour d'appel des Alpes-Maritimes qui condamnait Michel Kemmache à onze ans de réclusion criminelle pour complicité dans une affaire de faux dollars. Le dossier a été renvoyé devant la cour d'appel de la Corse, qui devra rejurer Michel Kemmache. Au terme d'un interminable parcours judiciaire et après sept cassations, la Cour européenne des droits de l'homme avait condamné la France, dans cette affaire, pour la « longueur excessive » de la procédure et celle de la détention provisoire (le Monde du 18 décembre). Michel Kemmache, trois fois libéré puis réincarcéré, avait été jugé huit ans après son incrimination et il avait passé, au moment de sa condamnation le 27 avril 1991, près de trois années en détention provisoire.

L'épilogue de l'affaire L'Oréal

II. - La face cachée d'une négociation secrète

Le grand déballage judiciaire entre L'Oréal et M. Jean-Frydman n'aura pas lieu. Un accord est intervenu, vendredi 20 décembre, entre les parties en présence (le Monde du 21 décembre). Mais les problèmes posés par le boycottage d'Israël par les pays arabes demeurent. Voici comment la France a cherché et cherche encore à résoudre cette question.

Il fallait en finir avec une situation « nauséabonde », selon la formule d'un haut fonctionnaire. En finir avec ces entrepreneurs français « obligés », pour commercer avec les pays arabes, de jurer qu'ils n'entretenaient aucun lien économique avec Israël ou encore, pris d'un zèle douteux, adressant aux bureaux du boycottage de la Ligue arabe leurs certificats de baptême. En mai 1981, s'il y a un engagement que François Mitterrand tient bien à respecter, c'est celui-là.

« De tous les candidats que nous avions rencontrés avant l'élection présidentielle, c'est lui qui nous a tenu le langage le plus net », rappelle un ancien dirigeant du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Il n'est pas possible d'accepter des clauses discriminatoires, avait en substance déclaré François Mitterrand.

La directive Barre

Or l'engagement frôle l'audace. Car depuis 1946 - avant même la création de l'Etat hébreu - la plupart des pays arabes plaçaient en quarantaine les entreprises qui acceptaient de commercer avec Israël. Et les rapports de force ont progressivement évolué en leur faveur. Chacun a compris, dans les années 70, que l'on ne discute plus avec les Etats pétroliers comme auparavant.

Selon ses détracteurs, le boycottage institué par le monde arabe ne ressemble à aucun autre. Au lieu de viser exclusivement à asphyxier Israël avec lequel il est en guerre, il cherche à enrôler dans son combat des tiers. « C'est la conscription des pays neutres », explique Jean-Louis Bismuth, professeur de droit et secrétaire général du Mouvement pour la liberté du commerce. Au boycottage primaire s'ajoutent des boycottages secondaires et tertiaires : ainsi Renault connaît-elle de sérieuses difficultés en raison d'un accord passé avec American Motors. L'entreprise américaine, boycottée, avait « contaminé » la Régie.

La loi du 7 juin 1977, à la suite d'une initiative du député (RPR) Pierre-Charles Krieg, voulait en finir avec ces pratiques et interdire

aux entrepreneurs français de se prêter au triste jeu des réponses aux questionnaires des bureaux du boycottage comme c'est le cas aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. Le boycottage en tant que tel n'était pas condamné : la France, comme d'autres pays, a pu y avoir recours dans le passé contre les pays de l'Est en matière de haute technologie ou contre l'Afrique du Sud il y a peu. Mais il convenait que ce soit alors une politique nationale, assumée par les responsables politiques.

Or les parlementaires, en votant cette loi, ont superbement ignoré les desiderata du gouvernement de M. Raymond Barre. Inquiété de la montée du chômage et de l'équilibre du commerce extérieur, ce dernier signe alors, dès le 24 juillet 1977, un avis élogieux purement et simplement le texte législatif. Un court feuillet juridique-administratif s'ensuivit. Le mouvement pour la liberté du commerce, appuyé par le CRIF, forme un recours devant le Conseil d'Etat, qui annule l'avis du premier ministre, lequel contre finalement le coup en publiant au *Journal officiel* la directive du 9 mai 1980.

Parvenue au pouvoir, il fallait donc que la gauche se ravise à la loi de 1977 sans sacrifier pour autant les intérêts industriels et commerciaux de la France. Dès le 17 juillet 1981, Pierre Mauroy, premier ministre, signe une circulaire abrogeant la directive Barre. Ainsi le débat gouvernemental, resté strictement confidentiel entre lui, Jacques Delors, Claude Cheysson et Michel Jobert, alors respectivement ministres des finances, des relations extérieures et du commerce extérieur, trouve-t-il son terme. Les mises en garde - « Cent mille emplois vont être perdus... » - n'auront pas suffi à fléchir la volonté présidentielle.

Une cellule élyséenne

Mais, parallèlement, le président de la République engage une action secrète. Dans un premier temps, une cellule élyséenne met à plat toutes les questions liées au boycottage d'Israël par les pays arabes. Le grand coordonnateur de ces travaux est Charles Salzmann. Directeur de recherche à l'université Paris-Dauphine, spécialiste des sondages, il a rejoint l'Elysée, où il traite les dossiers diplomatiques et industriels des entreprises et prend place, à la demande du président de la République, le banquier Claude de Kéroul. Ancien assistant personnel du secrétaire général des Nations unies, il est aussi l'ami de nombreux dirigeants arabes. M. Salzmann et lui seront les pivots de cette cellule discrète, en ébullition de juillet 1981 à fin 1982.

Autour d'eux se réunissent des

représentants du patronat, dont Yvon Gattaz, président du CNPF, les directeurs de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) et de la direction des relations économiques extérieures (DREE), les dirigeants de l'Association française des banques et de la chambre de commerce et d'industrie, Jean-Louis Bismuth, professeur agrégé de droit, et André Wormser, membre du bureau exécutif du CRIF. « Nous devions établir une ligne claire entre ce qu'on pouvait faire et ce qu'on ne pouvait pas faire », résume l'un des participants à ces réunions.

Conviction et affabilité

Chacun, finalement, approuvera une synthèse permettant le respect des législations de chaque pays et, espère-t-on, l'équilibre de la balance commerciale française. En d'autres termes, il n'est pas question de renoncer à commercer avec les pays arabes et plus question de se laisser entraîner à une quelconque discrimination raciale, ethnique ou religieuse pour mieux conclure des affaires.

Claude de Kéroularia entre alors véritablement en scène. Nommé ambassadeur de France aux Pays-Bas en juillet 1982, il déploie toute son énergie pour diffuser le message de la France. Accompagné de Marc Boudier, à l'époque fonctionnaire au ministère de l'économie et des finances, il rejoint tous les week-ends l'un des vingt-deux pays membres de la Ligne pour expliquer que Paris ne peut accepter que des clauses discriminatoires, en violation des lois de la République, figurent dans les contrats liant des firmes françaises.

A l'exception des pays du Front du refus (la Libye, la Syrie et le Yémen du Sud) où il ne se rend pas, ce message infatigable est reçu par tous les chefs d'Etat et les ministres du commerce. L'accueil, et c'est un petit miracle, sera toujours ouvert. La force de conviction et l'affabilité de l'envoyé spécial font le reste. « Il s'est créé un état de grâce », confie l'un des acteurs. *Kéroularia a bien travaillé pour la France*. Progressivement, les pays arabes modérés modifient leurs questionnaires.

Dans le même temps, Paris informe les exportateurs français. Mais la partie diplomatique qui se joue devant rester secrète, l'Elysée agit avec précaution. En octobre 1983, les chambres de commerce et d'industrie, la COFACE et l'Association française des banques font savoir à leurs mandataires que « les pouvoirs publics ont demandé (...) de ne plus viser des clauses de boycott qui seraient contraires à notre législation ». Et surtout, les chambres de commerce préviennent les entrepreneurs que la COFACE et

la BFCE refuseront « d'assurer ou de financer des contrats comportant des clauses prohibées ».

Cette dernière mesure semble imparable. « Comme tous les exportateurs passent par la COFACE, les jeux étaient faits », confie un banquier. En outre, un organisme spécialement chargé de conseiller les entrepreneurs - le Centre d'information sur les clauses restrictives en matière de commerce extérieur (CICRE) - est créé au sein de la DREE. Deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, tout semble en place pour que la loi soit respectée.

Mais cet espoir va être assez largement déçu, en dépit des efforts consentis. « L'ensemble du corps économique a été parfaitement ignorant de ces mesures », constate André Wormser. Il a conservé l'idée que, pour commercer avec les pays arabes, il ne faut pas avoir de liens avec Israël. Il y a eu un phénomène de forte autocensure, d'autocensure.

Une stratégie du silence

Tout au long de ses rapports alambiqués avec le bureau du boycottage de Damas, le groupe L'Oréal en a fait bien involontairement la démonstration. Privilegiant les bons offices d'un intermédiaire égyptien, puis de Claude de Kéroularia - dans un autre rôle, cette fois -, il lui semblait exclu d'informer le CICRE de son information. Comme s'il convenait, surtout, en France, d'adopter une stratégie du silence pour se tirer d'un mauvais pas.

L'Oréal, à l'évidence, ne fut pas la seule entreprise à s'enfermer. Ni à répondre à des questionnaires de plus en plus indiscrets. La preuve? Le CICRE, au fil des années, s'est étioilé jusqu'à ne plus être qu'une « étiquette sur un classeur », selon la formule d'un haut fonctionnaire. Faut-il d'une activité suffisante, les trois personnes composant son personnel mirent la clé sous la porte en 1987.

Or c'est précisément ce moment que la Ligne arabe a choisi pour revenir, comme le note un observateur, sur des « dispositions restrictives comme un empiètement à leur souveraineté ». Ainsi refleurirent les contrats comportant des clauses discriminatoires. Et les questionnaires du bureau de Damas redoublèrent de questions. Ils avaient été : d'une curiosité insatiable, traquant tout rapport avec Israël, direct ou indirect. Comme si la grande partie diplomatique engagée en 1981-1982 n'avait finalement servi qu'à ouvrir une courte parenthèse dans des pratiques condamnables et bien vivaces.

FRANÇOISE CHIROT
LAURENT GREILSAMER
et AGATHE LOGEART
FIN

(42-36-93-83) ; 14 Juillet Odon, 8
(42-26-93-83) ; Gaumont Ambassade,
(42-69-19-06) ; George V, 8 ;
(41-46) ; Paramount Opéra, 9 ;
(42-72-72-72) ; Saint-Lazare,
Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont
Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; Gaumont
Aléda, 14 (42-27-94-50) ; Pathé Mon-
tparnasse, 15 (45-75-75-79) ; Gaumont
Boulevard, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont
mont Convention, 15 (48-28-42-27)
Pathé Clichy, 18 (45-22-28-01) ; L.
Gambetta, 20 (46-38-10-96).
FISHER KING (A., v.f.) : Gaumont Le-
zard, 8 (42-27-94-50) ; Gaumont Aléda,
Odon, 8 (42-25-59-83) ; George V, 8,
(45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14
(43-36-30-40) ; Studio 28, 18 (48-06-
36-07).
LES JEUX DU MAL (F.) : George V,
8 (45-62-41-46).
HANDS WITH THE HOMEBOYS (A.
v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-70-
18-09) ; v.f. : Paris Ciné 1, 10 (47-70-
21-71).
MICKEY DAVIDSON ET L'HOMME AU
SANTIAGO (A., v.f.) : Hollywood
Boulevard, 9 (47-70-10-41).
HIDDEN AGENDA (Brit.-U.S.), Utopia
15 (42-26-94-85) ; Republic Cinéma,
15 (48-06-51-33).
HIT MAN (A., v.f.) : UGC Triomphe, 8
(45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-
83-83).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES
ARBRES (Can.) : Utopia, 5 (43-26-
84-85) ; 14 Juillet Bastille, 11 (41-57-
90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).
HOT SHOTS ! (A., v.o.) : George V, 8
(45-62-41-46) ; UGC Impérial, 2 (47-
42-72-72-72) ; UGC Parnasse, 6
(45-74-84-94).
L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DI
CASSE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-
10-82).
L'ETRE PAS FICHÉ (f.i.) : Cité Beau-
bourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet
Odon, 6 (43-25-59-83) ; UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biar-
ritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9
(44-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11
(45-67-70-61) ; UGC Gobelins, 13 (45-
61-94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucien
natré, 6 (45-44-57-34).
JESUIT JOE (Fr., v.o.) : Sept Par-
siens, 14 (40-30-32-20) ; Studio 28
(45-67-70-61).
AURAU BOUT DU MONDE (Fr.) :
AIR-Aur, v.o.) : Forum Orient Express,
1 (42-32-34-33) ; Saint-Andrés-Ar,
8 (43-26-48-18) ; George V, 8 (46-5-
62-41-46) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).
LARRY LE LIQUIDEUR (A., v.o.) :
Forum Horizon, 1 (48-06-57-57) ; UGC
Ambassade, 15 (45-75-79-79) ; UGC
Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40) ;
v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-74-
94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-42-
56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-
61-61).
DES LAISSONS DANGEREUSES (A.,
v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82)
Grand Pavlov, 15 (45-46-45-85).
MAL VIE EST UN ENFER (F.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (36-
63-63) ; 14 Juillet Odon, 8 (43-25-
59-83) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94)
59-19-08) ; George V, 8 (45-62-
41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-70-
33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67)
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67)
UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gau-
mont Parnasse, 14 (45-27-94-50) ; UGC
Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; 14
Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79)
Gaumont Convention, 15 (48-28-
42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-88-
45-61) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-
28-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-
10-96).

NOUVEAUX

(43-25-72-07) ; Gaumont Ambas-
sade, 8 (43-59-19-06) ; George-V,
8 (46-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83-93) ; Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31) ; Fauvette bis, 13
(45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées,
13 (42-27-94-50) ; Miramar, 14 (43-20-
39-52) ; Pathé Montparnasse, 14
(43-43-20-12-06) ; Gaumont Con-
vention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé
Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Le
Gambetta, 20 (46-38-10-96).
ISLAM DANCE. Film américain de
Wayne Wang, v.o. : Action Christine,
8 (43-28-11-30).
LA TOTALE. Film français de Claude
LLOI : Forum Horizon, 1 (45-08-
57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-
72-72) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC
Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC
Odon, 8 (42-25-10-30) ; UGC
Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-
59-59) ; Saint-Lezare-Pasquier, 8
(43-82-82) ; UGC Normandie, 8
(42-37-37-35-43) ; UGC Normandie, 8
(42-37-37-35-43) ; UGC Normandie, 8
(42-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-
43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12

[illegible][illegible]

CULTURE

ARTS

Un musée très personnel

Pour la première fois, le parcours complet d'un Belge inclassable mais poète avant tout

BROODTHEARS
ou le jeu de paume

Marcel Broodthaers, né en 1924 à Bruxelles et mort en 1976 à Cologne, a fait pendant vingt ans de la poésie, qui ne nourrissait pas son homme. Aussi a-t-il exercé parallèlement divers métiers, ayant traité à l'écrit - librairie, à la fin des années 40 - ou à l'image - reporter-photographe et guide-conférencier dans les musées, à la fin des années 50. Puis, constatant que les arts plastiques trouvaient quelque audience, il décide de devenir artiste : « Moi aussi, je me suis demandé si je ne pouvais pas vendre quelque chose et réussir dans la vie. Cela fait un moment déjà que je ne suis bon à rien. Je suis âgé de quarante ans... »

Et Broodthaers, en 1964, entreprend de se « réaliser », socialement parlant, en plaçant quelque cinquante exemplaires inventés de son recueil de poèmes (publié à compte d'auteur) : *Pense-bête*. C'était là sa première sculpture, objet, laquelle, très objectivement, il le sort des mots à celui de l'art. « Faire briller la main dans la main la poésie et les arts plastiques » restera un des vœux et, peut-être même, le seul vœu de ce créateur tout terrain, bien sûr inclassable, pour qui Mallarmé était le premier des modernes - et il n'a cessé de s'y référer - Magritte et sa pipe qui n'en était pas une un papa, et Duchamp l'auteur d'une proposition d'urinoir qui méritait examen.

Une vaste entreprise pluridisciplinaire

Les premiers travaux de l'artiste Broodthaers, Belge ni fier ni honteux de l'être, consistent principalement en des accumulations de déchets de produits de consommation régionale, comme les coquilles de moules, présentées en cercle, en tableaux, en plats, en reliefs, en poêlons et en marmittes débordantes, le plasticien y trouvant son comptant quant à l'idée du moule (« Une moule cache un moule ») auquel il s'agit d'échapper. Les coquilles d'œuf sont alors, également, très répandues dans son œuvre : il en fait des tableaux, des plats, les met en cage, en meuble, en boîtes, déclarant à l'occasion : « Peinture à l'œuf, je retourne à la matière, je retrouve la tradition des primitifs... »

De moules en œufs, en frites et en tas de charbon, de moules naturels en moules fabriqués (grâce à l'invention de la matière plastique) pour recevoir des mots, des lettres, des signes, Broodthaers, qui prend les images au mot, les mots au pied de la lettre, décale, retourne, joue et ironise souvent, déroute. Il déroute dès les débuts, faussement conformes à la production des nouveaux réalistes, ou des pop'artists (plus formalistes que sociologiques, Broodthaers navigue, lui, sur les deux tableaux). Et encore plus, après, avec la création d'un musée d'art moderne fictif, qui occupe l'artiste pendant quatre ans, à 1968, année de toutes les contestations, à 1972. C'est la contribution toute personnelle de Broodthaers à

la réflexion alors menée par les artistes sur l'institution muséale et sa fonction, qu'il livre sous diverses formes, textes, affiches, lettres ouvertes, envois postaux, objets et images rassemblés dans des vitrines, à l'intérieur de sections ouvertes en divers endroits, dans son appartement de Bruxelles ou à la Documenta de Kassel.

Au travers de cette vaste entreprise pluridisciplinaire, conçue comme une fiction des musées existants, Broodthaers s'interroge sur l'institution et son rôle dans l'attribution d'une valeur commerciale aux œuvres d'art ; sur la nature de l'œuvre, sa circulation, les conditions de sa reconnaissance ; il s'intéresse à la signature qui authentifie, il déconstruit, analyse, comme personne encore ne l'a fait : sans produire le moindre texte théorique, à coups d'images. Celle de l'aigle en est une, symbole de tous les impérialismes, dont l'artiste se sert pour introduire l'idée du musée qui inhibe, où le public admire sans réserve ce qui est exposé. L'aigle plane aussi sur l'urinoir de Duchamp, quand par ailleurs est écrit partout : « Ceci n'est pas une œuvre d'art... »

Les propositions sont multiples et débridées, jetées à la volée comme les dés de Mallarmé. On ne s'ennuie pas chez Broodthaers, qui met en doute, doute plus qu'il n'affirme et n'a rien d'un stratège, contrairement aux artistes d'avant-garde dont il se moque parfois. Bien qu'il en sache plus que la plupart d'entre eux, il ne joue pas. Les recherches linguistiques intempêtes l'embêtent. Théoricien, il n'est pas, et son propos n'est pas de diriger un débat, mais de le provoquer, en donnant à voir, à déchiffrer comme dans un rebûs, à sourire et réfléchir un peu. A rêver aussi parfois. Surtout dans la dernière période de sa brève carrière d'artiste, une fois le musée mis en vente (fictive) « pour cause de faillite ».

Il revient alors plus franchement à la littérature. Mimant les pratiques conceptuelles, il décline des noms et des gestes d'auteurs : Baudelaire peint, Valéry boit, Gide fume, Lautréamont copie..., disperse sur de grandes panneaux les mots et les instruments de l'art, écrit le *Journal d'un voyageur utopique*, traite de l'existentialisme, de l'évolution, de la mer verte, des océans. Il met aussi des palmiers en pot à l'entrée de ses expositions pour décorer le musée et parler du décorum. Une incongruité, qui fait tomber l'ami des salles. Avec Broodthaers, l'émphase n'est plus de mise. Le musée est un lieu où va la vie.

GENEVIÈVE BREERETTE

► Galerie nationale du Jeu de paume. Tél. : 42-80-69-69. Jusqu'au 1^{er} mars 1992. Catalogue très documenté : 250 francs. La Galerie nationale du Jeu de paume, ouverte en principe le mardi jusqu'à 21 h 30, sera exceptionnellement fermée à 19 heures les 24 et 31 décembre. Les films de Marcel Broodthaers sont présentés dans l'exposition du mardi au dimanche, à 15 heures.

MUSIQUES

Radio nostalgie

Deux pianos, un synthétiseur, des voix enregistrées et la musique de Carlos d'Alessio

EXOTIC PICTURE
ou Passage du Nord-Ouest

Carlos d'Alessio « allume » un radio-cassette, s'assoit devant un piano droit décaissé qui chante du nez, comme un ancien poste à grille. Il joue aussi un grand piano à queue de concert, sur lequel il invente une de ces musiques dont il a le secret, belle et indéfinissable, fantômes d'airs, de danses, d'harmonies debussystes, de nocturnes chopiniens, de ballades synopsées, de tangos, avec cette sonorité qu'aient les pianistes autrefois, quand ils savaient faire rebondir les marteaux avec grâce. Une sonorisation miroir le fait dialoguer avec lui-même, avec cette minuscule radio poète à même le sol, avec un percussionniste qui « joue » aussi du synthétiseur, avec une voix qui chante des vieilles chansons d'amour toutes neuves, aussi tragiques et belles que celles qui se chantaient dans les ports.

Il y a d'autres voix qui surgissent de la radio, celle d'Arctique, haut per-

chée, qui rit : « Jean-Louis Bernault est beaucoup plus petit que moi. Pour une scène des Enfants du paradis, il a fallu lui mettre des bottes sous les pieds, des trucs pour qu'il arrive à mes lèvres, moi je me suis baissée. Dans cette scène, je lui disais : « C'est tellement simple l'amour ! » Fou rire dans le studio. »

Une joyeuse nostalgie passe dans la salle. D'autres voix, encore, émergent du temps où les speakers espéraient décrocher un rôle à la Comédie-Française. Carlos d'Alessio danse, un triangle, une petite percussion dans les mains. *Exotic Picture* n'est pas un tour de chant, c'est une pièce de théâtre musical, un voyage en scia dans le désir, les images, le langage, l'ailleurs, la musique, le cinéma, le son, l'inconscient. Carlos d'Alessio est notre passager rêvé à l'œil magique d'une radio dont l'élegance n'est pas d'ici.

ALAIN LOMPECH

► Le 21 décembre à 21 h 30, au Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris. Tél. 47-70-81-47.

CINÉMA

Divorce à la chinoise

Le triste sort des femmes de la Chine ancienne illustré en somptueuses cartes postales



« Epones et concubines » : un récit clos comme l'univers qu'il décrit...

EPONES ET CONCUBINES
de Zhang Yimou

Epones et concubines veut raconter une triste histoire. Malheureusement, il raconte deux tristes histoires.

La première, c'est le scénario adapté d'un roman homonyme (1), et qui se passe dans la Chine traditionnelle. Histoire d'une jeune femme, Songlian (la très belle Gong Li) : comment elle devient la quatrième épouse d'un riche propriétaire, et ses rivalités avec celles qui l'ont précédée. Victime des manœuvres d'une servante, la jeune femme finira par transgresser les lois de ce monde clos, admirablement matérialisé par le quadrillage de l'architecture ancienne, son dédale de cours qui forme comme l'échiquier de la puissance

domestique. Songlian subira les conséquences tragiques de sa curiosité sur les dessous de cette puissance.

La seconde histoire, celle du cinéaste Zhang Yimou, se déroule dans le monde contemporain. Il fut le chef opérateur talentueux puis un metteur en scène promoteur de la « cinquième génération » du cinéma chinois, qui connaît un épiphénomène florissant durant les années 80. Il cultive depuis quelques années une imagerie exotique et flamboyante qui assure sa survie de cinéaste exilé. On ne saurait en faire grief à l'homme, on peut regretter pour le cinéaste cette dérive esthétisante.

Les trois films réalisés à ce jour par Zhang Yimou (tous les trois avec Gong Li) concernent le même sujet, l'oppression des femmes dans la

Chine de jadis. Mais le premier, *Le Sorghu rose*, brouille d'une vitalité d'une culture et d'une sexualité emballantes. Des le second, *Le Dernier Soir*, le soin apporté à la beauté des images prouve le pas sur le thème, sur les personnages, sur le désir de faire vivre le film.

Et cette fois la splendeur formelle des prises de vue, le montage délicatement hiératique, la pure illustration d'un récit clos que l'univers qu'il décrit, font d'*Epones et concubines* une série de somptueuses cartes postales, expédiées de Hongkong et du passé vers l'Occident.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) La traduction française du roman de Su Tong paraîtra le 6 janvier aux éditions Flammarion

THÉÂTRE

Nudité et travestissement

Valses viennoises sous les strass de Jérôme Savary

LA CHAUVÉ-SOURIS
au Grand Théâtre de Genève

Tout ici commence par une histoire assez sordide de dépeuplement - celle d'un homme que l'on enivre et que l'on contraint à s'exhiber toute une nuit dans un costume de chauve-souris. Tout se termine dans l'acceptation du faux-sémiotisme : mari et femme ont découvert en une nuit leur mutuelle infidélité et acceptent de revenir à la vie normale comme si rien ne s'était passé. Entre-temps, l'amant s'est fait emprisonner pour avoir revêtu la robe de chambre du mari, l'épouse a découvert le pot aux roses et se faisant passer pour une comtesse hongroise, la femme de chambre s'est transformée en artiste de cabaret, et tout ce monde s'est croisé dans un bal masqué, offert par un prince ambigu - rôle travesti.

Enrubanné des valses les plus célèbres et les plus champagnisées de Johann Strauss, le livret de *La Chauve-souris* cache sous la légèreté de rigueur dans l'opérette ces faillites morales que l'Autriche de la fin du dix-neuvième siècle voulait se dissimuler à elle-même. Comment donc l'idée a-t-elle bien pu venir à Jérôme Savary de comploter sa mise en scène très strass et paillettes de la scène du bal par l'apparition d'une femme nue ? L'irruption de ces chairs rosées, dans une œuvre où il ne s'agit que de dissimuler - son corps ou la vérité - fait l'effet d'un fruit confit dans le pigot. Mais la femme nue est la

signature du style Savary. Elle ne fait plus sauter le public du Grand Théâtre de Genève, qui en donne *Fidélité* au moment des Offenbach et la *Vie parisienne* (reprise à Toulouse pour les fêtes).

Savary a toutes les tendresses pour l'opérette : il en casse donc par affection le réalisme de convention. Au moment de l'arrestation, les menottes passent ici par miracle d'un poignet à l'autre, on chante « *Torreador* » en embrachant une tête de veau, on fredonne *Fidélité* au moment des retrouvailles conjugales dans la prison. Et le prince Orlofsky arrache superbement sa fausse moustache avant de s'endormir sous nos yeux en plein bal.

Ce second acte coupé en deux par l'entracte, c'est la bonne idée de cette production (elle sauve l'épisode de la prison, musicalement le plus faible). Le plateau tournant en est la part de rêve (on y voit passer une épaule du Tour de France !). Certains costumes de Jacques Schmidt (la comtesse hongroise en danseuse arabe) accentuent d'ailleurs le dépaysement. L'excellente distribution (1), menée par Armin Jordan sans pétulance mais avec précision, ne réunit que de beaux jeunes gens (beaucoup d'Américains) et de vieux routiers de l'opérette en langue allemande. Les sous-titres sont suffisamment explicites. On rit beaucoup. C'est un vrai spectacle de Noël comme en réservent à leur public les bons directeurs de théâtre.

ANNE REY

► Jusqu'au 31 décembre, 20 heures. Tél. : (19-41) 222-123-18.

(1) J. Patrick Raftery (von Eisenstein), Cynthia Lawrence (Rosaliade), Bodo Schwanbeck (Frank), Jeanne Pined (Orlofsky), Michael Schütz (Alfred), Jeffrey Black (Docteur Falke), Nathalie Deshay (Adèle), Ferru Gruber (Frosch).

Galerie Arnoux
B. QUENTIN
Découpages - Objets - Bijoux
Jusqu'au 18 janvier
27, rue Guénégaud,
75006 PARIS.
Tél. : 46-33-04-66.
Fax : 46-33-25-40.

CONCERT EXCEPTIONNEL
JOHN ADAMS
Shaker Loops - Eros Piano
Fearful Symmetries
VENDREDI 27 DEC.
à 20 h 30
A LA MC 93 - BOBIGNY
Location
48.31.11.45

Souffrir à Los Angeles

SLAM DANCE
de Wayne Wong

C. C. Droad, auteur de bandes dessinées, installe dans un quartier moderne de Los Angeles, se comporte en grand gamin irresponsable. Sa femme l'a quitté et s'occupe de leur fille. Un matin, Droad est enlevé et tabassé par deux gangsters qui veulent récupérer quelque chose, mais quoi... Il va se plaindre à la police, et apprend qu'on le soupçonne d'avoir assassiné une jeune femme avec laquelle il a eu une aventure, mais dont la personnalité lui est restée secrète. Menacé de toutes parts, Droad commence sa propre enquête.

Le scénario de Fon Oppner reprend, habilement d'ailleurs, les thèmes classiques du film noir, mais la mise en scène survolée brouille les pistes, si bien qu'on a l'impression de se retrouver au temps du *Grand Sommeil* d'Howard Hawks. Le réalisateur Wayne Wong, originaire de Hongkong, fixe à San Francisco, à Los Angeles comme une ville de mystère, de cauchemar, de solitude pesante. Une ville aquatique où les personnages semblent noyés dans l'eau trouble des jours et des nuits.

Pour certains, on voit à peine leur visage. Innocents ou coupables, ils sont tous marqués de quelque souffrance. Cadres insolites, prises de vue au grand angle, couleurs sophistiquées, développent l'angoisse autour de Droad, obligé de lutter à l'aveuglette. On assiste à la métamorphose de Tom Hulce, l'Amadeus de Milos Forman.

J. S.

Les prix de la Fondation Gan pour le cinéma. - La Fondation Gan pour le cinéma, l'organisme de mécénat le plus actif dans ce secteur, a attribué comme chaque année ses prix à de jeunes réalisateurs, chacun d'un montant de 200 000 francs pour aider à la production de leur film et de 100 000 francs pour aider à sa diffusion. Les lauréats sont les débutants Paolo Barzman pour *Time is money*, Agnès Merlet pour *Le Fil du requin*, Gilles Romera pour *Fils de ZUP*, Tran Anh Hung pour *L'odeur de la papaye verte*, ainsi que Patricia Mazuy pour *Voléurs* et le documentariste Nicolas Philibert pour *Le Pays des sourds*, qui en sont, eux, à leur deuxième long métrage.

Disparition de *Cinéma 91*. - La revue de cinéma qui changeait de millénaire chaque année n'aurait jamais celui de 1992. Après bien des aléas, le mensuel *Cinéma 91* (qui s'était essayé quelque temps, sans plus de succès, à une parution heb-

domadaire) cesse d'exister. Fondé en 1954, et animé à l'époque par Pierre Billard, il avait incarné le dynamisme du mouvement des ciné-clubs lors de la grande époque de cinéphilie française qui avait vu se multiplier les revues spécialisées. Mort du comédien Walter Chiari. Le comédien italien Walter Chiari est mort le 20 décembre à Milan d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-sept ans.

[Né à Verone en 1924, Walter Chiari interprète des revues de variétés, puis des films comiques - *G. K. Nymme*, de Mario Soldati en 1951 - sans trouver de rôles marquants, si ce n'est dans *Bellissima* de Visconti avec Anna Magnani, également en 1951. Il a créé un personnage d'éternel adolescent, charmeur, amoureux, blagueur et d'une attendrissante maladresse, qui lui a apporté, grâce à la télévision, une popularité confortée par sa vie privée, par ses amours agitées avec des stars comme Aya Gardner ou Lucia Bose. Au cinéma, il a tourné avec Dino Risi, Blasetti, avec Otto Preminger aussi (*Bonjour tristesse*) et Orson Welles (*Falsuff* en 1966)]

IMMENSE HARNONCOURT

BEETHOVEN
LES 9 SYMPHONIES
The Chamber Orchestra of Europe

MOZART
COSI FAN TUTTE
Margiono - van der Weilt - Ziegler
Royal Concertgebouw Orchestra Amsterdam

ÉCONOMIE

BILLET

Pour relancer une économie désespérément languissante

Amer Maastricht

A peine a-t-elle achevé de célébrer les bons résultats du Conseil européen et l'excellence des relations franco-allemandes que la France retrouve, sur son chemin, les épineux de la construction communautaire et quelques sérieux déconvenances dans ses relations avec Bonn. Contrairement à ce qu'évaluaient les responsables de la Douze dans leur gestion du conflit yougoslave, c'est à une fausse position commune à laquelle sont parvenus leurs ministres des affaires étrangères, le 16 décembre. Le chancelier Kohl, sans chercher à tenir compte de la volonté exprimée par le Conseil, a balayé d'un revers de main les conditions mises à la reconnaissance des nouvelles républiques, faisant savoir qu'en tout état de cause il reconnaîtrait celles-ci, dès le 15 janvier. C'est à propos de la télédiffusion à haute définition (TVHD) que l'Allemagne a, aussi, taillé des croulilles à la France. Les industriels européens Thomson et Philips espéraient que les Douze adopteraient une directive assurant la promotion de la norme D2 MAC qu'ils ont mise au point. Depuis des mois, la Commission de Bruxelles assurait être sur le point d'accoucher d'un compromis conciliant les intérêts contradictoires des chaînes de télévision et des industriels. Jeudi 19 décembre, ces derniers ont été battus en rase campagne : à la suite du revirement allemand (l'arbitrage de la Chancellerie a été défavorable à la Bundespost), l'accord conclu ne prévoit ni engagement financier précis pour développer leur technologie, ni obligation faite aux télédiffuseurs d'émettre, progressivement, en D2 MAC. On peut également considérer que la restructuration du secteur public de haute technologie, en cours en France (fusion Thomson-CEA), est la suite logique de l'échec des efforts entrepris pour créer un pôle électronique européen, notamment pour la production de semi-conducteurs. Dernier sujet d'amertume : l'Uruguay Round, dans le cadre duquel les États-Unis accentuent leur offensive contre la politique agricole commune (PAC). La vision, qui leur est chère, de l'avenir de l'agriculture européenne « moins produire, moins exporter, fermer les yeux sur le maintien d'un soutien élevé aux exploitations peu compétitives » convient aux Allemands, mais interdirait, si elle s'imposait, une réforme de la PAC préservant une agriculture moderne, en Europe. C'est dire que les Français excluent une telle perspective et que ce conflit d'intérêt risque, une fois encore, de tendre les relations franco-allemandes.

PHILIPPE LEMAITRE

EN BREF

■ **Frankfurt** : encore de nouveaux suspects dans un délit d'initié. - Près de 270 personnes sont désormais l'objet d'une information judiciaire dans le cadre du gigantesque scandale d'initié découvert au sein de la Deutsche Bank et qui a éclaté au grand jour en août dernier. Le cercle des suspects s'élargit avec régularité depuis. En juillet on en était à 30 personnes, en août à 45 personnes, en octobre à 200 personnes (*le Monde* du 22 octobre). Selon le parquet, le nombre des suspects pourrait très bientôt atteindre les 400. La notion de délit d'initié n'existe pas dans la loi allemande, et beaucoup d'opérateurs boursiers semblent avoir utilisé à leur compte ce vide juridique pour procéder à diverses manipulations. Le gouvernement allemand a promis une loi contre

La Réserve fédérale des Etats-Unis a baissé d'un point son taux d'escompte

Pretenant les marchés par surprise, la Réserve fédérale des Etats-Unis, banque centrale du pays, a abaissé son taux d'escompte d'un point entier, le ramenant de 4,5 % à 3,5 %, son plus bas niveau depuis vingt-sept ans (novembre 1964).

Cette diminution d'un point du taux de l'escompte américain est la plus forte depuis dix ans, lorsque le taux d'escompte, élevé à 14 %, son record historique, en mai 1981, avait été ramené à 13 % en novembre de la même année, puis à 12 % en décembre suivant. C'est la sixième en un an, de 7 % en décembre 1990, à 3,5 % aujourd'hui.

Comme ce taux d'escompte constitue un plancher pour les interventions de la Réserve fédérale sur le marché interbancaire (Federal Funds), son abaissement a permis à la Réserve de ramener de 4,75 % à 4 % le loyer de l'argent au jour le jour entre banques.

Ces dernières ont, immédiatement, commencé à répercuter la baisse : l'une des plus grandes, la Morgan Guaranty Trust diminuant le sien d'un point entier (de 7,5 % à 6,5 %). Les rendements des bons du Trésor sont tombés à leur plus bas niveau depuis 1972, à 3,81 % sur trois mois, et 3,90 % sur six mois. « La réduction du taux d'escompte a été décidée sur la base d'une accumulation de signes, notamment dans le domaine monétaire et dans celui du crédit, selon lesquels nous nous orientons vers une diminution des tensions inflationnistes », ont déclaré les dirigeants de la Réserve fédérale, qui ont ajouté que « cette décision, ainsi que les précédentes baisses déjà en vigueur, devrait permettre de renouer avec une croissance économi-

que soutenue ». En clair, cela veut dire qu'un début de panique semble avoir gagné les responsables de la politique monétaire, inquiets de voir les agents économiques, particuliers et entreprises, ne pas répondre aux stimulations répétées qui leur ont été administrées depuis un an.

Signes d'essoufflement

Cette inquiétude est, naturellement, partagée par la Maison Blanche, à l'approche des échéances électorales de novembre 1992, que le président Bush, tombé à moins de 50 % dans les sondages, risque bien de perdre.

Déjà, la semaine dernière, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, déclarait que la reprise économique, perçue fugitivement au début de l'été dernier, présentait des signes manifestes d'essoufflement. Il estimait que les entreprises et les consommateurs, inquiets face à l'avenir, endettaient ou encombraient de créances douteuses, faussaient en vue d'une « prudence inhabituelle ».

Cette semaine, M. Greenspan, déposant devant le Congrès, confirmait ses propos antérieurs : « La reprise de l'activité économique, qui avait débuté plus tôt cette année, a clairement fléchi. Il est clair que l'économie se dégrade, et qu'il y a des forces puissantes lui opposant une reprise cyclique modérée. » (« Un vent de face de 80 km/heure », avait-il indiqué précédemment.)

Apparemment donc, la dégradation de la situation se poursuit. L'arme des taux, à savoir les six baisses en un an, et les deux depuis le début de la récession, n'ayant servi à rien.

Certains analystes estiment que l'énorme endettement accumulé depuis dix ans, souvent grâce à des

déductions fiscales très généreuses, mais supprimées depuis la réforme de 1986, n'a pas fini d'empoisonner l'économie américaine, les abaissements de taux d'intérêt conduisant jusqu'à présent à servir qu'à alléger ou concéder ces endettements. Le lourd héritage du passé, que l'on peut faire remonter à la politique restrictive mise en œuvre à l'automne 1979 par le nouveau président de la Réserve fédérale à l'époque, M. Paul Volcker, et, sans doute, prolongée trop longtemps, pèse, maintenant, de tout son poids.

Seule éclaircie sur cet horizon bien sombre : l'inflation s'est orientée à la baisse, sur un rythme annuel qui ne dépasse pas 4 %, et pourrait même glisser au-dessous. Quant à l'effet réel des mesures prises par la Réserve fédérale, les économistes rappellent qu'il ne se fera sentir qu'après un minimum de six mois, ou même davantage, et disent s'attendre à une baisse du produit intérieur brut jusqu'au deuxième trimestre 1992, ou peut-être encore plus loin. Ce sera bien tard pour les élections de novembre, et on comprend la nervosité du président Bush qui, bien entendu, salue avec empressement la baisse du taux d'escompte.

Ajoutons que cette baisse va encore déprimer le dollar, mais personne n'en a cure désormais : elle va favoriser les exportations américaines, seul remède possible de la croissance, et est bien accueillie par les partenaires des Etats-Unis, le Japon d'abord, qui a trop d'excédents commerciaux, l'Allemagne ensuite, qui veut à tout prix un mark fort. Tout le monde est donc d'accord pour se moquer éperdument de l'harmonisation mondiale des taux d'intérêt, tant préconisée, mais qui a été réduite à l'abandon, à l'égouttement des nations.

FRANÇOIS RENARD

Les négociations finales du GATT

Americains et Européens n'ont pas réglé leur différend agricole

Les discussions entre les Etats-Unis et la CEE sur le différend agricole qui les opposent au sein de l'Uruguay Round ont « échoué », a annoncé vendredi 20 décembre un porte-parole de la Commission européenne, après un entretien de deux heures à Bruxelles entre le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Edward Madigan, et le commissaire européen chargé de l'agriculture, M. Ray MacSharry. Ce conflit entre Européens et Américains avait déjà fait capoter une première tentative de conclure l'Uruguay Round, mais dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), en décembre 1990 à Bruxelles.

La commission européenne a estimé que le document présenté par le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, était « inacceptable » pour la CEE. M. MacSharry a expliqué que la CEE ne pouvait pas accepter une proposition qui ne lui

donnerait pas le champ libre pour décider des mesures de compensation en faveur de ses agriculteurs, dans le cadre de la réforme de l'Europe verte. Tard vendredi soir, M. Dunkel a remis aux délégués du GATT un projet d'acte final des discussions de l'Uruguay Round, sur lequel ils devront se prononcer d'ici au 13 janvier.

Ce document, encore incomplet, prévoit notamment l'abandon des barrières non tarifaires à l'importation. Il suggère aussi une réduction des subventions à l'exportation des produits agricoles de 36 % en dépenses budgétaires et de 24 % en volume entre 1993 et 1999. Avant même la divulgation du texte de M. Dunkel, le ministre français de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a estimé qu'un réajustement s'imposait en faveur de l'Europe, sous peine d'échec final de la négociation.

Aérospatiale et MBB officialisent la fusion de leur secteur «hélicoptères»

Le groupe français Aérospatiale et la société allemande MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blom), filiale du groupe Deutsche Aerospace (DASA), ont officialisé, mercredi 18 décembre, la fusion - dont le principe avait été acquis en 1990

et confirmé au début de 1991 après l'accord de la Commission de Bruxelles (*le Monde* du 28 février) - de leur production des hélicoptères civils et militaires.

Cette nouvelle entité industrielle, de part et d'autre du Rhin, représente un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de francs et emploie 12 000 personnes. Après la filialisation des divisions «hélicoptères» des deux groupes, il est créé une société holding, dénommée Eurocopter Holding SA, dont le siège est en France et qui sera détenue à 60 % par Aérospatiale et à 40 % par MBB. Eurocopter Holding SA contrôlera trois filiales : Eurocopter France (la filiale du groupe Aérospatiale), Eurocopter Deutschland (la filiale de MBB) et Eurocopter International, qui a été créée en mai 1991 et qui est un GIE de commercialisation.

Hors l'ancienne URSS et hors marché militaire américain, Aérospatiale détient 27 % du marché mondial des hélicoptères, et MBB de l'ordre de 4 %. La nouvelle holding devra s'attacher à concevoir, outre des produits civils, les hélicoptères militaires Tigre et NH-90.

les délités d'initié pour 1992. D'ici là, la justice pourra engager des poursuites pour fraude fiscale.

■ **Banques** : la CFTC signe un accord salarial avec l'AFB. - Seule la CFTC a accepté de conclure un accord salarial avec l'Association française de banques, vendredi 20 décembre, à l'issue de la réunion de la commission nationale paritaire. Le texte prévoit une augmentation de 1 % du point bancaire au 1^{er} mars, de 1,25 % au 1^{er} novembre. En outre, une prime correspondant à 3 % du salaire de décembre 1991, au moins égale à 700 francs, sera versée avec la rémunération de janvier 1992. Les autres organisations (CGT, CFDT, FO et SNB-CGC) ont refusé ces propositions.

Malgré la suppression de 4 800 emplois

La SNCF se défend de porter atteinte au réseau classique et à la sécurité

Parce qu'elle a laissé le champ libre aux syndicats en matière de communication sur un projet de budget 1992 en déficit et sur la suppression de 4 800 emplois, la direction de la SNCF s'est trouvée accusée, également, par les associations d'usagers de porter atteinte à la sécurité et à la qualité du service sur le réseau classique (*le Monde* du 4 décembre). C'est pourquoi le président de la SNCF, M. Jacques Fournier, a réuni, jeudi 19 décembre, une conférence de presse pour démontrer qu'il ne s'agissait pas d'un « budget de crise » et que la direction ne se comportait pas de façon « sauvage ».

Non, a-t-il déclaré, les 4 800 suppressions d'emplois ne sont pas exceptionnelles et demeurent dans la moyenne (4 400 par an) prévue par le contrat de plan signé avec l'Etat, puisque, par exemple, la diminution des effectifs s'est limitée à 4 070, cette année.

Non, les investissements ne concernent pas seulement le TGV, dont l'enveloppe ne progressera que de 143 millions de francs, alors que le réseau classique rece-

dra 295 millions de plus et la banlieue parisienne, 717 millions. Non, les économies programmées, pour contenir le déficit dans la limite de 780 millions de francs, ne seront pas dommageables pour les voyageurs : elles impliquent la suppression de 2,3 millions de kilomètres-train (-1,3 %), alors que l'ensemble des rapides et express représentent 170 millions et que la demande y a chuté, en 1991, de 6 %.

M. Fournier a également réagi vivement sur la question de la sécurité, qui verra son budget passer de 1,8 milliard de francs à 2 milliards. Reconnaissant implicitement que la SNCF procède trop lentement à l'installation du système de contrôle de vitesse qui aurait, peut-être, empêché l'accident de Melun, il a proposé de prolonger le programme en cours de 2,2 milliards de francs, par l'équipement à partir de 1993 de 7 000 signaux supplémentaires et de 700 motrices Diesel pour 2,4 milliards.

Al. F.

Après avoir fermé une usine lyonnaise

Thomson doit verser 4,3 millions de francs à une centaine d'anciens salariés

LYON

de notre bureau régional

Le conseil de prud'hommes de Lyon, présidé par un magistrat professionnel départiteur, a condamné, lundi 16 décembre, le groupe Thomson à verser un total de 4,3 millions de francs de dommages-intérêts à 94 des anciens salariés de son usine Vidéocolor de tubes de téléviseurs couleur. Ces dommages ont été liquidés, car, en septembre 1989, Thomson a décidé la fermeture de leur établissement, qui comptait au total 400 personnes, afin de regrouper les fabrications à Genlis (Côte-d'Or).

Le syndicat CGT de l'entreprise ne tarda pas à incriminer les conditions d'indemnisation des départs, admises par la CFDT et la CFTC. Il dénonçait notamment la mauvaise qualité des emplois proposés par une cellule de reclassement. Dans sa décision, le conseil de prud'hommes admet que la

direction a bien procédé à des licenciements économiques puisque, parmi les solutions industrielles envisagées - restructuration du site, démantèlement en région lyonnaise ou création d'un « pôle d'excellence » en Côte-d'Or - la dernière était la plus productive, avec un prix unitaire de 21,70 francs pour les canons à électrons (contre 35,17 francs et 34,18 francs).

Cependant, les magistrats soulignent que l'usine lyonnaise ne connaissait pas de difficultés, après avoir déjà été éprouvée par différentes vagues de compressions d'effectifs. Enfin, selon les juges lyonnais, si « la réalité du motif économique ne peut être examinée en dehors du groupe (...), il en est de même pour l'examen des possibilités de reclassement », qui auraient dû être étendues à l'ensemble des divisions de Thomson.

GÉRARD BUÉTAS

Le CEA indigent ?

L'affaire Thomson-CEA-Industrie commence à inquiéter sérieusement les personnels et dirigeants du Commissariat à l'énergie atomique, l'organisme de recherche nucléaire qui, jusqu'à présent, détenait le contrôle à 100 % de CEA-Industrie. Pour deux principales raisons. La première concerne le LETI (Laboratoire d'études et de techniques informatiques), créé avec insistance par les pouvoirs publics lorsqu'ils justifient le rapprochement opéré entre une partie de Thomson et CEA-Industrie par des synergies industrielles. Le LETI, qui travaille effectivement pour SGS-Thomson et Thomson Consumer Electronics, n'en est pas moins sous la tutelle directe du CEA. Il ne dépend pas de CEA-Industrie. Cette insistance des pouvoirs publics pour prouver un rattachement du LETI au nouvel ensemble.

La seconde raison d'inquiétude est, elle, beaucoup plus prosaïque. CEA-Industrie versait jusqu'à présent des dividendes non négligeables au CEA, sa maison mère. L'an passé les transferts ont atteint 400 millions de francs. Très sceptiques quant aux performances financières du nouvel ensemble, les responsables du CEA parent sur des pertes. Ce qui signifie qu'il n'y aura plus aucun dividende. Thomson-CEA-Industrie gagnerait-il de l'argent dès la première année qu'il lui faudrait partager de toute façon ces remontées financières avec les nouveaux actionnaires. Guerre réjouissante.

Cette première année devrait en outre succéder à deux années de vaches maigres pour un organisme de recherche longtemps habitué à l'abondance. Le budget 1992 va être très serré. Et la fin 1991 se présente plutôt... sous le signe

de l'indigence. Contribuant à hauteur de 65 % au budget du CEA (en 1991, celui-ci s'élève à 9,7 milliards de francs) sous la forme de versements mensuels, l'Etat a effectué son dernier versement normal, au mois de juillet. Le versement d'août est intervenu en novembre. Dupes, plus non.

Les responsables du CEA estiment officiellement à 3 milliards de francs le manque à gagner. Cette situation a amené le Commissariat à l'énergie atomique à adopter des mesures drastiques au mois de novembre dernier. Les consignes données aux trésoriers sont de ne plus régler les factures d'un montant supérieur à 200 000 francs, de s'abstenir de lancer tout marché public ou d'effectuer toute commande. Le CEA, qui doit quand même payer son personnel, affiche un joli découvert bancaire. Et les agios s'élèveraient déjà à 60 millions de francs.

Conséquence : les fournisseurs du CEA qui sont pour l'essentiel des PME ou PMI, celles-là même, qui font l'objet d'un plan gouvernemental prévoyant notamment la réduction des délais de paiement, se retrouvent dans une position financière extrêmement délicate. A la directrice de Process Image, une petite entreprise d'Aix-en-Provence (ong salarisés et 2,5 millions de chiffre d'affaires) spécialisée dans les supports de formation (logiciels, publications) qui s'inquiète de ne pas être réglée, il a été demandé de prendre son mal en patience. Qu'elle se rassure, selon le trésorier du centre de Saclay, ils sont sept cents à être dans son cas !

CAROLINE MONNOT

Sidérurgie allemande

Krupp détient 51 % de Hoesch

Krupp AG est sur le point de parvenir à ses fins : le groupe sidérurgique allemand a annoncé, vendredi 20 décembre, qu'il détenait désormais 51 % du capital du groupe Hoesch, qu'il convoitait. Il ne manque plus à Krupp qu'un feu vert de l'Office fédéral des cartels et de la Commission européenne pour une prise de contrôle définitive.

Krupp espère que les deux groupes pourront fusionner d'ici l'été prochain pour constituer un nouveau géant industriel employant 110 000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 28 milliards de deutschmarks (95,2 milliards de francs), traitant désormais d'égal à égal avec Thyssen, le numéro un allemand de l'acier. Krupp attend également de ce rapprochement des « synergies permettant d'augmenter les bénéfices des deux entreprises de plusieurs centaines de millions de deutschmarks ».

Pour y parvenir, Krupp, contrôlé depuis 1967 par une fondation et dont la République d'Iran, avec 25,01 % du capital, détient une minorité de blocage, n'a pas hésité à employer des méthodes inhabituelles en Allemagne. En octobre dernier, il annonçait avoir ramassé secrètement en Bourse 24,9 % du capital de Hoesch et pouvoir compter sur les 30,4 % de capital acquis de la même manière par un pool de banques amies (*le Monde* du 10-11 novembre). Krupp avait alors contraint son concurrent à engager des discussions malgré l'opposition du président de son conseil d'administration, M. Kajo Neukirchen. Ce dernier avait déclaré qu'il démissionnerait s'il était perçu par son indépendance.

Skoda choisit Siemens pour sa division ferroviaire

Deux mois après avoir retenu la candidature de Siemens pour reprendre 67 % du capital de leur division ferroviaire, les dirigeants de Skoda Plzen ont, à nouveau, retenu le géant allemand comme partenaire de leur branche ferroviaire. Les deux groupes ont conclu, jeudi 19 décembre, un accord au terme duquel le groupe allemand détendra 51 % de la future joint-venture germano-tchécoslovaque dotée d'un capital de 100 millions de dollars (540 millions de francs environ) et employant 2 700 salariés dans la fabrication de locomotives électriques. Mais, avant de devenir opérationnel, ce nouvel accord Skoda-Siemens et celui du 25 novembre devront obtenir le feu vert officiel du gouvernement tchèque (*le Monde* du 17 décembre).

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 16 AU 20 DÉCEMBRE

PARIS

Le choc des taux

INDICE CAC 40
- 2,34 %

Si la reprise technique intervenue au milieu de la semaine dernière avait réussi, au final, à inscrire quelques gains modestes, elle n'était en fait qu'un leurre.

Certes, les valeurs françaises ont poursuivi un moment sur leur lancée. Mais point trop. Profitant de la bonne orientation impulsée de la semaine précédente, le marché a, lundi et mardi, continué de se reprendre, dans des volumes modestes. Au cours de ces deux séances, l'indice CAC 40 s'est apprécié de 1,4 %. A partir de mercredi, le sentiment changea. La reprise qui durait maintenant depuis cinq séances fut stoppée net. Ce fut une séance de consolidation où l'indice abandonna 0,32 % en clôture alors que ses pertes excédaient 1 % en cours de journée.

Judi, dès l'ouverture, le changement de ton s'est confirmé. L'indicateur de la place cessa, dans un premier temps, la barre des 1 700 points, les opérateurs manifestant leur déception devant la silence de la Réserve fédérale américaine en matière de taux d'intérêt. Mais le coup fatal vint d'Allemagne. Il fut porté par la Bundesbank, qui annonça à 13 h 30 le relèvement de ses taux d'un demi-point. Cette initiative plus forte que prévu de la banque centrale entraîna immédiatement une chute du marché français. Le CAC 40 perdit jusqu'à 2,21 % avant de ramener ses pertes à 1,29 % en clôture.

La dernière séance de la semaine ne laissa pas de place au suspense ou si peu : en retrait de 1,6 % à l'ouverture, les valeurs décrochaient violemment en début d'après-midi. Les investisseurs se

sentiment alors pris en tenaille par la chute du dollar provoquée par la forte baisse des taux américains et par la crainte d'un relèvement du loyer de l'argent en France dès lundi. Cette décision serait prise pour soutenir le franc face à un « mark vigoureux ». Ces inquiétudes entraînaient un recul de 3,17 % des valeurs. Au terme d'échanges nourris par un marché de contreparties, quelques interventions d'institutionnels réduisirent finalement les pertes à 2,12 %. Bref, d'une semaine sur l'autre, l'indicateur de la place abandonna 2,34 % à 1 648,60 points.

Si, dans la première quinzaine de décembre, le doute pouvait encore subsister sur le point de savoir si l'on se trouvait devant une banale reprise technique ou une véritable redynamisation fondée sur une conjoncture plus optimiste, il est difficile aujourd'hui d'hésiter. Aux Etats-Unis, les propos du président de la Réserve fédérale américaine ont confirmé que la reprise avait clairement fléchi.

La 5 et Hachette

M. Alan Greenspan a attribué l'essoufflement de cette relance au gigantesque endettement des Américains. Toutefois, il continue de croire que les bases d'une reprise saine existent. Ce sentiment est aussi partagé par la direction de la prévision du ministère français de l'économie et des finances. Dans une note publiée mardi 17 décembre, ce ministère estime qu'au cours du premier semestre 1992 l'économie américaine devrait enregistrer une croissance modeste. De plus, en France, malgré les prévisions encourageantes de l'INSEE pour 1992, les effets d'un relèvement des taux d'intérêt dans le sillage de l'Allemagne devraient pénaliser

les entreprises. Du côté des valeurs, le secteur de la communication a été l'un des plus turbulents. Les propos de M. Pierre Daurier, président de Havas, selon lesquels son groupe étudierait une éventuelle fusion avec Canal Plus « afin de constituer la plus grande entreprise de communication du monde » ont pesé sur la chaîne cryptée dès lundi. A l'inverse, ils ont permis à Havas de s'apprécier. Canal + aura été l'un des grands perdants de la semaine, pénalisé en plus par des rumeurs de désengagement partiel de L'Oréal.

Puis ce fut le tour de Hachette. Les déclarations de son président, M. Jean-Luc Lagardère, selon lesquelles il était à la recherche de partenaires pour sauver la cinquième chaîne de télévision provoquant un recul du titre. L'annonce le lendemain d'un plan massif de licenciement à La 5 fit de nouveau trébucher Hachette. D'ordinaire, faisait remarquer un boursier, l'annonce d'un « dégraissage massif » a toujours favorisé les valeurs. Les intervenants se portèrent alors acquiescents de titres spéculant sur une distribution massive de dividendes grâce aux économies réalisées. Dans le cas de Hachette, l'effet inverse se produisit. L'ampleur du déficit de La 5 (1,1 milliard de francs) et les caracans dans la gestion de la chaîne ont été sanctionnés par le marché. Après un plus bas de l'année affiché dès le début de la semaine à 130,30 francs, l'annonce fit de nouveau baisser le titre à 122 francs. Les autres sociétés du groupe Lagardère se déprécièrent par contagion.

Autre fait marquant, la spéculation autour du titre Source Parier. Un communiqué du Conseil des Bourses de valeurs (CBV), jeudi 19 décembre a créé une certaine agitation. Rédigé de manière peu explicite, il fut d'abord inter-

prété comme l'obligation pour Exor de lancer une OPA sur Parier. Le titre fut activement recherché pendant une heure jusqu'à l'apparition sur les écrans d'une nouvelle interprétation. Exor, en association avec la Société générale, ayant franchi au mois de mai 1990 le seuil des 33,3 % dans Parier, pourrait être contraint de déposer une OPA, « sauf dérogation ». Cette demande de dispense aurait été déposée vendredi par Exor et la Société générale. Tout dépend désormais de la décision des autorités boursières. Dans cette perspective, la Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé pour la deuxième fois de différer son visa autorisant le holding IFINT à lancer son OPA sur Exor.

Enfin, cette semaine aura été le théâtre d'autres variations brutales de titres. Métropole International s'est vivement redressé après le changement de direction à la tête de cette firme de distribution de matériel informatique, mais n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant son plongeon du début du mois. La SCOA a perdu plus de 6 % mercredi au moment où les autorités boursières ont agréé le lancement de son augmentation de capital au prix unitaire de 20 francs. Le cours de la firme de négoce se maintenait vendredi sous ce niveau de souscription. Enfin, le groupe Schneider et sa filiale Spie Batignolles étaient très attaqués en fin de semaine. Ils perdaient respectivement 9 % et 5 % de leur valeur vendus. L'une des explications avancées sur le marché était le test par les traders du seuil de résistance à la baisse de ces titres...

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Sur la réserve

INDICE DOW JONES
+ 0,69 %

Déprimée par de nouvelles évidences de faiblesse persistante de l'économie américaine, Wall Street est restée sur la réserve durant l'essentiel de la semaine. La progression s'est accélérée modestement vendredi après la nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'indice a enregistré un gain de 0,69 % en cinq séances. Les échanges ont été largement dominés par des opérations de mises à jour pour raisons fiscales avant la fin de l'année.

La morosité de l'activité économique américaine a été confirmée par l'annonce d'une baisse de la production industrielle et des mises en chantier de logements en novembre aux Etats-Unis. S'y est greffée en plus une augmentation des demandes d'allocations chômage. Bien que le pessimisme du marché ait été accru par ces dernières statistiques, la réaction des investisseurs a été largement modérée, dans l'attente maintenant du discours sur l'état de l'Union que prononcera le président George Bush à la fin du mois de janvier. Il devrait alors dévoiler les détails de son plan de relance. La constatacion par le président de la Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan, que l'économie américaine « a clairement fléchi », et l'annonce par General Motors de la fermeture de 21 usines et de plusieurs dizaines de milliers de licen-

ciements, ont renforcé le sentiment de déprime. Toutefois, l'atmosphère s'est modérément éclaircie vendredi, après la réduction d'un point par la Fed de son taux d'escompte qui est tombé ainsi à 3,5 %, son niveau le plus bas en 27 ans. Habituellement, la Fed préfère limiter la baisse de son taux directeur à 0,5 %. Cet assouplissement, que beaucoup attendaient dès mardi, a suscité une réaction mitigée des investisseurs. Ils se rappellent que les précédentes tentatives de la Fed pour relancer l'économie américaine n'ont pas eu l'effet escompté.

Indices Dow Jones du 20 décembre : 2 934,48 (c.2 914,36).

	Cours 13 déc.	Cours 20 déc.
Alcoa	57 3/8	58
AT&T	38 1/8	38 1/8
Boeing	43	42 5/8
Chase Man. Bank	15 3/4	15 1/8
De Post de New York	44 5/8	45 3/8
Exxon	45 3/4	45
Ford	58 1/4	58 3/4
General Electric	67 3/4	68 1/8
General Motors	28 1/2	28 7/8
Goodyear	48 1/8	48 3/4
IBM	88	84 7/8
ITT	51 5/8	50 1/2
Mobil Oil	64 7/8	65 3/8
Pfizer	73 3/4	73 1/4
Schlumberger	63 3/8	63 7/8
Union Carbide	127 1/4	125 1/8
United Tech.	17 1/2	17 5/8
Westinghouse	48 1/4	48 7/8
Xerox Corp.	15 3/8	14 3/4

TOKYO

Rechute

INDICE NIKKEI
- 4,3 %

Contre tout espoir, la baisse a repris cette semaine au Kabuto-Cho, et même bien reprise puisque d'un vendredi à l'autre, l'indice Nikkei a chuté de 4,3 %.

Pourtant, tout militait en faveur de la reprise : une situation économique encore satisfaisante, un loyer de l'argent japonais au marché des promesses d'initiatives que le nouveau premier ministre, M. Miyazawa, pourrait prendre en janvier à l'occasion de la visite du président Bush pour relancer la croissance. Apparemment, les investisseurs japonais en ont décidé autrement. Sur cinq séances, seule la première fut placée sous le signe de la hausse, et encore.

Le marché nippon a surtout pâti du changement de réglementation marqué par un relèvement des taux de couverture (de 20 % à 25 % pour les courtiers, de 25 % à 30 % pour les investisseurs). Résultat : les valeurs liées à l'indice et travaillées à terme ont été fragilisées. Des ventes d'arbitrage se sont donc produites, qui ont passablement pesé sur les cours. Paralyse par le

manque d'affaires (la moyenne quotidienne des échanges est tombée de 321,5 à 226 millions de titres), la Bourse japonaise s'est montrée incapable de se redresser. L'effet a été que le renchérissement des taux décidé par la Bundesbank aurait rapidement mis fin à sa tentative. Cette initiative a en effet été jugée contraire à l'intérêt des pays industrialisés par la communauté financière japonaise. De toute façon, les investisseurs japonais préfèrent se réfugier dans l'attentisme. Lundi sera férié au Japon, et le 27 décembre, le marché fermera ses portes jusqu'au 3 janvier prochain.

Indices du 20 décembre : 21 771,12 (c. 22 754,90) ; Topix, 1 648,16 (c. 1 726,15).

	Cours 13 déc.	Cours 20 déc.
Akai	941	750
Bridgestone	1 060	1 000
Canon	1 440	1 380
Fuji Bank	2 500	2 330
Honda Motor	1 500	1 380
Mitsubishi Electric	1 440	1 340
Mitsubishi Heavy	691	620
Sony Corp.	4 180	4 030
Toyota Motor	1 510	1 440

LONDRES

Pessimisme - 3,8 %

La Bourse de Londres a sombré dans le pessimisme, perdant plus de 3,8 % au cours de la semaine. Les investisseurs ont broyé du noir devant la multiplication des signes de prolongement de la récession britannique, de dégradation de l'économie américaine, le tout sur fond de relèvement des taux d'intérêt allemands.

La cote est tombée au plus bas depuis février après cinq séances consécutives de baisse. Le recul a commencé lundi avec l'annonce d'une nouvelle chute de la production manufacturière en novembre. Il a atteint son paroxysme jeudi et vendredi après le relèvement d'un demi-point des taux d'intérêt allemands.

Indices du 20 décembre : 100 valeurs, 2 358,1 (c. 2 451,6) ; 30 valeurs, 1 791,9 (c. 1 863,9) ; Fonds d'Etat 86,92 (c. 87,38) ; Mines d'or 143,5 (c. 142,1).

	Cours 13 déc.	Cours 20 déc.
Bovater	6,56	6,40
Charter	2,87	2,80
Comitad	4,97	4,80
De Beers	16,25	14,77
Glaxo	8,12	7,75
GUS	18,50	18,50
ICI	11,37	11,19
Rover	9,30	9,45
Shell	4,76	4,73
Unilever	8,58	8,43
Vickers	1,62	1,63

FRANCFORT

Fébrile - 0,97 %

La semaine a été caractérisée par une certaine fébrilité jusqu'à la décision jeudi d'un relèvement des taux directeurs de la Bundesbank. L'indice DAX a fini la semaine en repli de 0,97 %. Si la hausse du taux d'escompte et du Lombard a dopé le mark face à l'ensemble des autres devises, elle a en un effet négatif sur le marché boursier. Le renchérissement de la devise allemande a poussé les investisseurs étrangers à désertir le parquet de Francfort et pour la seule journée de vendredi les valeurs ont cédé près de 1,20 %. Cette baisse a effacé les faibles gains accumulés sur les blue chips, mais les volumes restaient très minces et les variations peu significatives. Les intermédiaires financiers se plaignent du manque d'ordres et, hormis quelques valeurs vedettes travaillées pour des raisons techniques, la plupart des titres connaissent des échanges peu étoffés.

Indices du 20 décembre : 1 543,19 points (c. 1 558,39) ; Commerzbank 1 774,2 (c. 1 789,9).

	Cours 13 déc.	Cours 20 déc.
AEG	195,70	196,50
BASF	224	216,50
Bayer	273,60	276,30
Commerzbank	242,60	246,50
Deutschebank	650,80	657,70
Hochtief	650,80	614,50
Karstadt	600	606,50
Mannesmann	256,20	245
Siemens	614	617,60
Volkswagen	288,10	293

Alimentation

	20-12-91	Diff.
Béghin-Say	526	- 39
Bongrain	2 390	- 69
BSN	960	+ 16
Carelour	2 195	- 55
Casino, G., Per.	126	- 3,30
Guyane-Gasc.	1 292	- 43
LVMH	3 940	- 40
Ollip	138	- 28
Perron-Richard	1 181	- 20
Propomès	2 740	+ 55
Saint-Louis	1 106	- 50
Source Parier	1 285	+ 20
Nestlé	52 590	- 410

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	20-12-91	Diff.
AXA (ex-Cie Midi)	436	- 74
AGF	671	- 21
Bail Equipement	85	+ 10,10
Banque (C)	452,60	+ 10,60
Banque (C)	600	- 24
CCF	678	- 0,80
CFP	878	- 20
CFP	277	- 20
Carpeurs	861	- 20
CPR	130	- 10
Eurafrance	1 239	- 41
GAN	1 468	- 19
Lazard	670	- 30
Paribas	278,30	- 30,30
Schneider	530	- 49
Société générale	435,70	- 13,50
Sovac	693	- 13
Suez (C) (fin.)	13	- 13
UAP	425,10	- 39

Métallurgie, construction mécanique

	20-12-91	Diff.
Alpi	278	+ 5,50
Dassault Aviation	292	+ 29,50
De Dietrich	1 371	- 56
Fives-Lille	313	+ 3
Penhoel	460	inch.
Peugeot	577	- 3
SAGEM	1 560	- 19
Stratier, Facom	655	- 7
Valeo	547	- 20
Vallourec	242,10	- 7,90

Valeurs diverses

	20-12-91	Diff.
Accor	591	- 39
Air liquide	637	- 3
Ajomart	2 354	- 34
Bic	593	- 7
Bis	270,10	+ 0,10
CGIP	891	- 50
Club Méd.	382,20	- 18,30
Essilor	290	- 8,20
Euro Disney	134,50	- 0,50
Europe 1	825	- 10
Eurotunnel	35,20	- 3
Groupe CSE	454	+ 3
Hachette	121,30	- 16,20
Havas	480	- 17,40
Marine Wende	260	- 23,50
Navigation mixte	1 210	+ 30
Nord-Est	81	- 13,70
L'Oréal	706	+ 20
Saint-Gobain	401,60	- 19,30
Sanofi	941	- 19
Sauvies Châtillon	208,50	- 14
Sté Rossignol	779	- 14

Pétroles

	20-12-91	Diff.
BP-France	105	- 13,20
ELF-Aquitaine	390,50	+ 5,60
Esso	565	- 14
Primagas	536	- 14
Soparap	340	inch.
Total	933	- 28
Exxon (*)	386	- 7,50
Petrofina	1 741	- 44
Royal Dutch	427,40	- 6,60

(*) Coupon de 3,10 F.

Matériel électrique

	20-12-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	533	- 12,50
CEBE	180	- 10
Générale des eaux	1 978	- 62
Intertechnique	635	- 11
Labinal	705	- 125
Legrand	3 500	- 24,20
Lyon, des eaux	440,60	- 3,50
Matra	153	- 21,30
Merlin-Gerin	461,50	+ 0,40
Moulines	147	- 0,40
Raditechnique	450	- 19
SEB	1 650	- 470
Sect. Avionique	162,80	- 10
Thomson-CSF	140,30	- 0,60
ITT	450	- 34
ITT	268,20	- 8,60
Schneider	311	- 23,50
Siemens	2 109	+ 8

(*) Coupon de 5,60 F.

Mines d'or, diamants

	20-12-91	Diff.
Anglo-American	288,10	- 13
Barrick	382,30	inch.
Buf. Gold M.	51,60	- 5,90
De Beers	143	- 9,20
Drif. Cons.	60,90	- 5,10
Qimor	19,50	- 0,90
Placer	31,40	- 1,65
Randfontein	26,40	- 0,80
Santa Helena	36,45	- 3,15
Western Deep	184,10	- 24,90

Bâtiment, travaux publics

	20-12-91	Diff.
Auxil. d'entr.	938	- 30
Bouygues	864	- 10
Ciments français	253	- 19,18
GTIM	328	- 2
Immo. Phénix	137,90	- 2,20
1. Leclercq	721	- 14,3
Lafarge-Cyprie	400	- 18,30
Poliet	244	inch.
SGE-SB	193	- 13

Produits chimiques

	20-12-91	Diff.
Ins. Mérimex	4 245	- 60
Rosin-Lafat	1 807	- 30
Synthelabo	951	- 53
BASF	725	- 39
Boyer	730	- 27
Hoechst	110	- 1,50
Imp. Chemical	112,50	- 4,90
Norsk Hydro	112,50	- 4,90

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 décembre 1991
Nombre de contrats : 141 529.

COURS	ÉCHÉANCES			
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	106,76	107,12	107,90	107,88
+ haut	106,78	107,16	107,90	107,88
+ bas	106,18	106,60	107,42	107,66
Dernier	106,40	106,84	107,76	107,66
Compensation	106,40	106,84	107,72	107,74

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Cours du vendredi au jeudi					
	13-12-91	16-12-91	17-12-91	18-12-91	19-12-91
RM	2 618 871	3 692 077	2 496 885	2 264 046	2 728 871
Comptant	5 948 387	7 381 890	10 219 085	7 048 508	8 376 684
R. et obl.	171 712	158 797	903 542	103 020	143 656
Actions	8 738 970	11 232 764	13 619 512	9 415 574	11 003 561
Total					
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)					
Françaises	111,6	111,8	112,4	111,8	110,7
Etrangères	106,1	105,9	104,4	104,4	103,6
INDICES CAC (du lundi au vendredi)					
	16-12-91	17-12-91	18-12-91	19-12-91	20-12-91
(base 1000, 31 décembre 1981)					
Général	464,4	465	465,8	464,1	457,3
(base 1000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 696,81	1 711,73	1 706,17	1 684,19	1 648,50

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Regain d'intérêt pour l'écu

L'emprunt de 250 millions d'écus émis jeudi 19 décembre par la Communauté économique européenne est vraisemblablement la dernière grande émission euro-obligataire de l'année qui s'achève sur une note tout à fait positive. La transaction a vu le jour dans un marché peu achalandé, à l'activité déjà réduite par la proximité des fêtes. Aussi son placement n'a-t-il pas été immédiat. Mais toutes les indications dont on dispose sont concordantes : sa réussite est assurée.

D'une durée de près de six ans, les obligations rapporteront quelque 6,60 % aux investisseurs qui les auront acquis à leur prix d'émission. Au début du mois un tel rendement aurait été jugé beaucoup trop maigre. Aujourd'hui, après les accords de Maastricht, il est suffisant pour attirer l'attention des prêteurs en Europe et en Extrême-Orient. L'écu, après avoir été négligé pendant près de deux mois, bénéficie présentement d'un regain d'intérêt notamment parce qu'il a été mis fin à une incertitude majeure concernant sa définition. Il semble qu'on ne modifiera plus rien à sa composition. Le poids respectif des devises qui constituent son panier devrait demeurer inchangé jusqu'en 1999, date à laquelle il est prévu qu'il se transforme en une véritable monnaie. On avait craint qu'entre-temps, en 1994, une révision ne se produise, conduisant à faire davantage de place aux devises européennes les plus vulnérables, celles qui sont assorties des taux d'intérêt les plus élevés, ce qui aurait eu pour résultat de faire monter les rendements associés à l'écu.

Rassurés sur ce point, les spécialistes peuvent sans risque transposer à l'écu les perspectives très encourageantes qui s'offrent au marché des principales devises qui entrent dans la composition de son panier. Le ralentissement de l'activité économique en Europe, les

succès remportés dans la lutte contre l'inflation, tout semble exhorter une poussée des taux d'intérêt à long terme et, au contraire, favoriser une baisse des rendements. Le produit de l'emprunt de la CEE est destiné à l'Algérie, pays qui devrait, l'année prochaine, bénéficier d'un second prêt communautaire, d'un montant de 150 millions d'écus. La direction de l'opération a été confiée au Crédit lyonnais.

Les Japonais et leurs emprunts convertibles

Par ailleurs, un des grands sujets de préoccupation de cette fin d'année touche à la conjoncture boursière et aux difficultés des entreprises à se procurer des fonds propres. On ne compte plus les sociétés qui ont dû différer leur projet de placer directement des actions auprès des investisseurs. Du point de vue technique, le cas des entreprises japonaises est particulièrement intéressant du fait des répercussions que cette évolution pourrait avoir sur le marché des emprunts. De nombreux spécialistes s'attendent en fait à une multiplication d'opérations convertibles en actions dans différents compartiments de l'euro-marché. De telles transactions viendraient en remplacement d'émissions d'actions qu'il n'aurait pas été possible d'effectuer à Tokyo.

Ces dernières années, les Japonais ont pratiquement réservé leurs emprunts convertibles internationaux au seul marché suisse. Pour allécher les prêteurs qu'inquiétaient les perspectives boursières, les débiteurs se sont vus à leur laisser des possibilités de sortie à des conditions très intéressantes. L'investisseur était assuré de pouvoir exiger le remboursement anticipé des titres après deux ou trois ans déjà à un prix élevé correspondant plus ou moins au rendement que lui aurait procuré le placement

conventionnel. Comme les cours des actions ont entre-temps lourdement chuté, se retrouvant à des niveaux bien inférieurs au prix de conversion fixé d'avance, les porteurs n'ont pas manqué de faire usage de ces possibilités. Cela fait que la plupart de ces opérations ont totalement manqué leur objectif, qui était bien de placer des actions et non pas d'emprunter des fonds pour les rembourser à relativement brève échéance.

Dépités, beaucoup de sociétés japonaises se comportent maintenant comme si elles tenaient rigueur au marché suisse dans son ensemble. Aussi cherchent-elles à diversifier leurs sources de financement au maximum, ce qui les conduit à se tourner vers d'autres marchés où, pensent-elles, elles trouveront un terrain plus propice. En dollars, en francs français, en deutschemarks ou en écus, elles pourraient répartir sur des bases nouvelles car, espèrent-elles, les investisseurs se montreraient moins exigeants et se passeraient des clauses de remboursement anticipé. Cela devrait les amener à garder leurs obligations convertibles plus longtemps, et les chances seront grandes qu'une remontée des cours de la Bourse, à partir des niveaux actuels qui sont très bas, leur permette d'échanger avec profit leurs titres contre des actions, d'ici à l'échéance normale des emprunts.

Pour ce qui est des débiteurs français, la banque Indosuez s'est adressée au marché néerlandais où elle a placé auprès d'investisseurs institutionnels pour 600 millions de florins d'obligations de douze ans de durée. Émis à 36,34 %, les titres seront remboursés à l'échéance au pair, ce qui correspond à un rendement de 8,80 %.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

Les délices d'un nouvel indice

Prendant le relais des grands « anciens », Moody's et Reuters (créés en 1931), ou des plus récents, tels le CRB Futures (1987) ou encore le Dow Jones Commodity Index (1974) ou encore le Rexco (1990), la BNP vient de lancer cette semaine un indice quotidien des prix des matières premières. Par cette initiative, la Banque du boulevard des Italiens entend répondre à la « nécessité, pour les opérateurs, de disposer quotidiennement d'une référence qui intègre les matières premières actuelles négociées sur les marchés internationaux, et qui prend en compte les nouveaux contrats à terme traités dans le négoce international ». Depuis 1978, année où elle a développé une capacité financière pour les opérations de négoce, la BNP a pu mesurer les avantages mais aussi les imperfections des indices existants.

Selon elle, en effet, les indices Moody's et Reuters, qui reflètent les transactions physiques de produits de base, présentent « des caractéristiques de réactivité ». En premier lieu, ils incluent dans leur panier des matières premières dont le vigueur du marché « est très relative en 1991 ». C'est le cas de la soie, du cuir et aussi de l'étain, qui occupent probablement une place disproportionnée. A l'inverse, ces indices négligent des produits de base très présents dans le commerce international, l'aluminium, le pétrole et les produits pétroliers ne figurent pas dans le Moody's, de même que les oléagineux.

Quant aux indices à terme, le CRB Futures et le Dow Jones Futures, ils n'incluent pas l'alumi-

nium. « L'indice Rexco a été conçu en réaction à cette réticence », explique la BNP. Sa composition, - trente matières premières de commerce international de volumes très inégaux - permet une mesure de l'inflation des prix de l'ensemble des matières premières échangées au niveau mondial. Sa « sous-indices », qui regroupent des matières premières d'une même famille, reflètent l'activité du commerce international de chacune de ces familles de « commodities ». Mais l'indice Rexco ne permet pas de mesurer l'activité du négoce international tel qu'il est pratiqué par les négociants ».

Trois éléments

Au vu de ces différentes carences, la BNP a bâti un indice (base 1000 au 4 janvier 1988) sur trois éléments : un panier de référence de douze matières premières (deux produits énergétiques (le pétrole brut et le fioul domestique), deux métaux non ferreux (l'aluminium et le cuivre), deux métaux précieux (l'or et le platine), une céréale (le maïs), un oléagineux (la graine de soja), trois denrées (café, cacao, sucre) et un textile (le coton) - à la première échéance des contrats à terme les plus représentatifs des Bourses de commerce de Londres, Chicago et New-York; une pondération proportionnelle au nombre de contrats à terme échangés par familles de matières premières.

Plusieurs critères ont présidé au choix des matières premières composant le panier : leur appartenance aux principales familles de produits; leur cotation sur une Bourse de commerce où ils sont à la fois les plus échangés et les plus « arbitrés ».

(par des opérations de couverture des positions physiques sur le terme). Autres conditions retenues : la possibilité d'obtenir des cours chaque jour et l'assurance d'une représentativité internationale des cours des produits. « C'est le maïs a été choisi comme céréale plutôt que le blé, son cours au Chicago Board of Trade représentant le cours du marché mondial alors que celui du blé représente le cours interne du marché américain », explique la BNP.

Si le premier terme (un mois ou trois mois) a été préféré aux suivants, c'est qu'il est représentatif de l'essentiel de l'activité de chaque marché. Quant au choix du dollar comme référence nationale, il se justifie par le fait que le billet vert est par excellence la devise du négoce international.

Pour évaluer ce nouvel indice, la BNP s'est livrée à des tests à partir de cours moyens mensuels depuis janvier 1985, puis au quotidien à partir du 1^{er} août 1991. « L'indice reflète bien les divers événements qui ont marqué les marchés de matières premières, estime la banque : chute du pétrole en 1986, hausse des métaux en 1987-1988, krach de la fin 1987, sécheresse aux États-Unis en 1988, crise du Golfe en 1990-1991 ».

Les premières observations montrent que la tendance de fond de ce nouvel instrument est donnée par l'ensemble des matières premières agricoles et poutre par les mouvements d'énergie et des métaux. Une chose est sûre : tous les indices sont à la baisse pour 1991, baisse comprise entre 5 % et 10 % selon la pondération donnée au pétrole. L'indice BNP n'échappe pas à ce repro-

ÉRIC POTTORINO

Les AGF détiennent désormais 20 % de l'assureur allemand AMB et 8 % des droits de vote

Les Assurances générales de France (AGF) détiennent désormais 20 % du capital de l'assureur allemand Aachener und Münchener Beteiligungs (AMB) contre 16,6 % auparavant, et 8 % de ses droits de vote contre 7 %, a annoncé vendredi 20 décembre, la compagnie publique française. Cette augmentation de la participation s'est effectuée « par des achats sur le marché », au cours des tout derniers jours. Toutefois, ces titres n'ont pas été acquis auprès de l'assureur britannique Royal Insurance qui a annoncé le 11 décembre la mise en vente de sa participation

de 18,8 % dans AMB, soulignent les AGF.

Ce bloc d'actions, mis en vente le 10 décembre, a attiré la convoitise des AGF, mais le deuxième assureur italien La Fondiaria, déjà détenteur de 8,5 % du capital d'AMB, se passe de les acquérir et de devenir de ce fait l'actionnaire le plus important de la compagnie allemande. Les AGF ont rappelé vendredi qu'elles ont toujours l'intention d'atteindre la minorité de blocage au sein de AMB soit plus de 25 % des droits de vote.

DEVICES ET OR

Le dollar au plancher et le mark au plafond

Un relèvement des taux d'intérêt allemands d'un demi-point, couplé avec une diminution des taux américains d'un point entier, soit une variation instantanée d'un point et demi qui élargit à 6,25 % l'écart entre les rendements offerts à New-York et à Francfort, le plus élevé depuis quarante ans, c'en était trop pour le dollar, qui a immédiatement viré à la baisse, chutant de 1,54 deutschemark à 1,5350 DM et de 5,42 francs à 5,25 francs en peu de jours.

Nous voici ramenés à 5 % seulement au-dessus des cours du début de l'année, après l'envolée consécutive à la guerre du Golfe. « America is back again », l'Amérique est de retour, qui avait propulsé le billet vert à plus de 6,20 francs et de 1,80 DM. Et dire qu'au début de l'été, tous les opérateurs ou presque, voyaient le dollar à 6,50 francs pour Noël, en attendant 7 francs en 1992.

La reprise de l'économie des États-Unis, sur laquelle se fondait cette envolée, n'a malheureusement pas été au rendez-vous; d'où la rechute. Selon les opérateurs, cette rechute n'est pas terminée, surtout si la Réserve fédérale abaisse encore son taux d'escompte. Un taux de 3 % est vraisemblablement nécessaire pour relancer un peu l'économie américaine. En ce cas, il n'est pas exclu de revoir le dollar d'abord à 1,50 DM, puis à son plus bas cours historique.

1,44 DM, atteint en février dernier, et peut-être au-dessous.

Quant au mark, inutile de dire qu'il a reçu un nouveau coup d'acrobate, battant son record vis-à-vis de la lire, ce qui a obligé la Banque d'Italie à défendre sa devise en vendant des marks. A Paris, la devise allemande, qui, la semaine dernière, avait fléchi à 3,4160 francs, est aussitôt remontée à près de 3,42 francs, niveau auquel la Banque de France s'est manifestée discrètement. Beaucoup d'opérateurs s'attendent que celle-ci relève d'un quart de point les taux directeurs pour défendre le franc si celui-ci fléchissait davantage vis-à-vis d'un mark trop fort, mais tout dépendra de la tenue du marché des changes au début de la semaine prochaine.

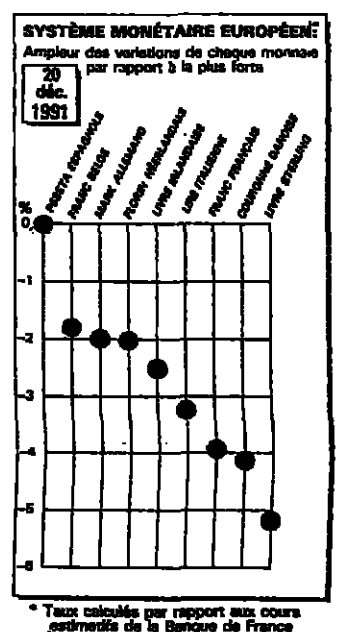
Le pompier pyromane

Jeudi, à la conférence de presse de la Bundesbank, le président Helmut Schlesinger a déclaré qu'il ne pensait pas que la Banque de France soit obligée de suivre, mais qu'il ne pouvait pas dire si les marchés partageraient ce point de vue, ajoutant que le franc français n'est pas tellement fort actuellement. Remarque tout à fait charitable. Le vice-président, M. Hans Tietmeyer, n'a guère été plus rassurant : « La hausse du taux d'intérêt de la Bundesbank ne devrait pas être considérée comme le prélude à un réajustement du système moné-

taire européen, qui dépendra de la manière dont les marchés réagiront ». Tietmeyer ou le pompier pyromane!

La monnaie la plus visée, en fait, est la lire italienne, un peu ébranlée, comme on l'a vu. Le vrai problème est de savoir ce que fera la Bundesbank dans l'avenir proche. Si elle décide un nouveau relèvement (voir rubrique Marché monétaire et obligataire), le système monétaire européen (SME) deviendra intenable. De cela, la Buba n'a cure. L'un des dirigeants, M. Johannes Godefrid, n'a-t-il pas déclaré : « Selon nous, Maastricht est un accord qui signifie que nous devons faire tout ce qui nous est possible pour maintenir la stabilité du mark, dont la Bundesbank assume la responsabilité jusqu'à la création d'une monnaie unique ». Voici Maastricht à la sauce allemande. Mais on ne peut suivre certains critiques, qui dénoncent la décision de la Bundesbank comme une entorse majeure aux accords de Maastricht. Ces accords, dans leur phase ultime, en 1997 ou 1999, précisent avoir pour but d'éviter de tels incidents. Mais d'ici là tout est possible et...

FRANÇOIS RENARD



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 DÉCEMBRE AU 20 DÉCEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.M.	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York...	1,5370	-	19,6367	73,3657	65,1641	3,1397	57,7531	6,8558
Paris...	5,2500	5,2500	-	18,4559	71,6796	3,6857	3,6857	6,8558
Bruxelles...	9,6445	5,4189	-	397,2766	341,6141	16,5971	303,7785	4,5998
Zurich...	2,5310	1,3630	25,9470	-	88,7369	4,3864	78,7178	1,1699
Francfort...	2,5419	1,3990	25,8213	-	88,7093	4,3848	78,7616	1,1687
Amsterdam...	2,8573	1,5360	26,2404	112,6925	-	4,8530	88,7092	1,3184
Bruxelles...	2,8817	1,5860	26,2777	113,3666	-	4,8575	88,7520	1,3240
Bruxelles...	28,7140	11,45	6,0751	23,2288	28,6954	-	18,2789	2,7167
Bruxelles...	30,3250	32,65	6,0262	23,3380	28,5863	-	18,2788	2,7224
Amsterdam...	3,2153	1,7315	33,6211	12,780	112,7778	5,4707	-	1,4862
Amsterdam...	3,2405	1,7870	33,6251	12,774	112,7778	5,4713	-	1,4928
Milan...	2163,405	11,05	221,7780	85,4732	758,4535	36,8885	874,8370	-
Milan...	2174,940	11,07	226,9382	85,6111	754,7288	36,6415	868,8377	-
Tokyo...	236,9332	127,68	24,3308	93,6170	81,7729	4,0315	73,6933	8,1095
Tokyo...	234,9341	129	23,8095	92,2887	81,3366	3,9509	72,1880	8,1077

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 décembre 4,1167 F contre 4,2000 F le vendredi 13 décembre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Surprises à New-York et à Francfort

Quelle fin de semaine! Un nouveau relèvement des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) d'un demi-point, alors qu'on n'attendait pas plus d'un quart de point, et un abaissement d'un point complet du taux d'escompte de la Réserve fédérale des États-Unis, au lieu du demi-point traditionnel : belle surprise dans les deux cas, et beau chahut sur les marchés pris à contrepied!

Les Allemands, d'abord. Jeudi, à l'issue du conseil de quinzaine de la Bundesbank, le monde entier apprend que son taux d'escompte est porté de 7,50 % à 8 % et son taux Lombard, le seul qui compte vraiment puisqu'il régit les pensions faites aux banques, de 9,25 % à 9,75 %. Stupeur des marchés, notamment à Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour remonte immédiatement à plus de 10 %, ce qui oblige la Banque de France à accorder des concours à très court terme à des taux de 10 %. Pour justifier cette décision, les dirigeants de la banque centrale allemande mettent en avant la montée du danger inflationniste, la progression trop forte de la masse monétaire, et la nécessité de renforcer le mark. M. Schlesinger confirme : « Nous avons toujours répété qu'un taux d'inflation à 4 % était, à moyen terme, intolérable pour l'Allemagne ». Et d'évoquer les revendications salariales, dont l'ampleur moyenne est de 11 % d'augmentation des salaires, est jugée insupportable par les autorités monétaires. Le gouvernement allemand, par la voix du ministre des finances, M. Theo Waigel, a approuvé, estimant que la décision de la Bundesbank constituait un avertissement très clair aux partenaires sociaux, syndicats et patronat, dont on soupçonne qu'ils modèrent les augmentations de salaires.

Bien plus, dans son rapport mensuel de novembre, la Bundesbank, soulignant que la pression sur les salaires n'a jamais été aussi forte depuis le début des années 80, se montre menaçante : « Si une spirale prix-rémunérations s'engage,

les représailles seraient très dures ».

Cela veut dire, sans aucun doute, que de nouveaux relèvements des taux directeurs seront décidés. Et cet égard, notre confrère Die Welt assure que la hausse d'un demi-point de ces mêmes taux directeurs a été acquiescée, de justesse, contre l'avis de M. Schlesinger et Tietmeyer, président et vice-président, qui ne souhaitent qu'un quart de point en raison des réactions internationales. Cela veut dire que les onze administrateurs, présidents des banques centrales des Länder, ont été, en majorité, en faveur du demi-point. Pour eux, si on en juge par M. Lothar Müller (Land de Bavière), l'inflation, c'est le diable (der Teufel).

La France dans un étau

En attendant, la France est prise dans un étau : M. Pierre Bérégovoy ayant réaffirmé que la parité du franc serait défendue, il faudra donc la défendre, fût-ce au prix d'un nouveau relèvement des taux directeurs de la Banque de France, déjà majorés d'un demi-point en novembre. En ce cas, il est vraisemblable que les banques relèveront leur taux de base, aux dépens des PME. Cela au plus mauvais moment! Le plus horrible que de laisser filer le mark à la hausse contraindrait la France à relever encore davantage ses taux, sa crédibilité « politique » étant minuscule celle de l'Allemagne : le piège se referme sur elle, et elle va devoir souffrir en silence jusqu'au moment où les taux allemands baisseront. Quand? Peut-être peu avant l'été prochain ou peut-être plus tard.

Les Américains, ensuite : fait-il qu'ils sient le besoin d'ajuster leur taux d'escompte d'un point entier (voir par ailleurs). Quant au MATIF, après avoir presque égalé son record de l'année à 107,40 et fort bien réagi à l'initiative allemande, il a fini par céder du terrain à 106,80, avec un magnifique phénomène d'inversion, le rendement de l'OAT à trente ans, à 8,67 % glissant sous

celui du dix ans (8,77 %) à un point et demi au-dessous du jour le jour (10 1/4 %). Pour nombre d'opérateurs, les capitaux vont quitter l'Amérique pour se placer en Europe, Allemagne et France, ce qui explique l'invasion-anticipation significative d'une baisse des taux en 1992.

Sur le marché obligataire, on affiche « relâche » : pas d'émission cette semaine, après celle du Crédit foncier de France, la semaine dernière, la trêve des cofisseurs devant, dit-on, se poursuivre jusqu'au 13 janvier, sans compter l'émission d'obligations assimilables du Trésor le premier jeudi du mois.

Les Sicav monétaires ont subi des retraits importants en novembre - 10,3 milliards de francs - leur encours ne perdant que 2 milliards de francs à 932 milliards de francs. « C'est une rupture de tendance par rapport aux soldes observés sur la même période des années précédentes (+ 10,3 milliards de francs en novembre 1990, + 9,9 milliards de francs en 1989) », note Europerformance, qui tient les livres dans ce domaine.

A l'origine de ce phénomène, on trouve le resserrement des trésoreries des entreprises et d'un certain nombre de particuliers, des professions libérales en particulier, dont le chiffre d'affaires a baissé. Les phénomènes se conjuguent pour provoquer des retraits sur les liquidités investies en Sicav monétaires. Ajoutons-y les prélèvements pour le paiement des impôts, les transferts d'épargne en produits d'assurance-vie, les fonds communs de placement et les plans d'épargne populaires. Mais, d'une manière générale, il est très probable que beaucoup d'agents économiques « tirent » sur leurs disponibilités à vue pour joindre les deux bouts en cette fin d'année particulièrement morose.

F. R.

PRODUITS	COURS DU 20-12
Café (Londres) Trois mois	1 318 (+ 3) Dollars/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 125 (+ 4) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	7 270 (+ 100) Dollars/tonne
Soie (Paris) Mars	277,50 (+ 0,50) Dollars/tonne
Café (Londres) Janvier	992 (- 53) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 460 (+ 50) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Mars	390,50 (+ 8,25) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mars	253,75 (+ 1) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Janvier	172,10 (+ 1,50) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

1350 من اليعلى

COMMUNICATION

Après avoir reçu les représentants du personnel et les dirigeants de la chaîne

Le CSA va décider si La 5 reste en mesure de respecter ses engagements

Dans la crise que traverse actuellement La 5, le conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a été la vedette de la journée du vendredi 20 décembre. Dans la matinée, une délégation des salariés en grève de la chaîne, composée de représentants de la rédaction et des programmes a été reçue par M. Jacques Boutet, président du CSA.

Les délégués ont fait part à celui-ci de l'émotion soulevée dans l'ensemble du personnel. Ils ont tenté de démontrer que le nombre de licenciés (576 suppressions d'emplois, dont 292 contrats à durée indéterminée et 284 emplois temporaires) rendait impossible tout respect des engagements pris, en 1990, par le groupe Lagardère.

Le CSA a rappelé qu'il ne pouvait intervenir dans un conflit de

droit privé, sa seule mission étant de savoir si rupture il y avait du contrat passé, voici un an, avec les dirigeants de La 5.

Pour parfaire leur opinion à ce sujet, les dirigeants du CSA ont entendu pendant plus de trois heures MM. Jean-Luc Lagardère et Yves Sabourat, respectivement PDG de Hachette et de La 5.

A l'issue de cet entretien, un communiqué a été rendu public, vendredi soir, dans lequel le CSA estime que « l'audition des dirigeants de la chaîne a permis d'approfondir les conséquences des mesures d'économie annoncées sur l'avenir de la chaîne, les programmes et l'information ». Le CSA a précisé avoir « demandé à ses interlocuteurs de lui fournir dans les meilleurs délais le budget

prévisionnel pour 1992, ainsi que les perspectives pour 1993 et 1994. (...) Le Conseil examinera les documents dans les prochains jours. Il a également décidé d'entendre les autres actionnaires, dès que possible ». MM. Silvio Berlusconi, qui possède 25 % des parts, à parité avec Hachette, Robert Hersant avec 7,5 %, le GAN et le banquier Jean-Marc Vernes seront donc entendus, dans les jours prochains, par le CSA. « A l'issue de cette audition, il (le CSA) appréciera si les engagements souscrits, en octobre 1990, par le groupe Hachette peuvent être tenus et il prendra sa décision ». Celle-ci pourrait intervenir au début du mois de janvier.

M. Yves Sabourat a rendu publique, vendredi soir, au cours du journal de La 5, quelques-unes des

informations communiquées au CSA, notamment sur le respect des engagements de la chaîne. Ainsi, près de 1 milliard de francs ont été engagés, en 1991, dans la production audiovisuelle. Une cinquantaine de téléfilms nouveaux seraient actuellement en production ou en cours d'achèvement. Autrement dit, c'est près d'un téléfilm nouveau par semaine qui pourra être diffusé en 1992.

La manière dont le PDG de La 5 compte tenir ses engagements en matière d'information - quatre journaux quotidiens, plus deux magazines mensuels - reste pour l'instant obscure.

Y. M.

Pour résister à la crise

Trois groupes de presse du centre de la France se rapprochent

Trois groupes indépendants de presse régionale, la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours), Centre France - qui comprend la Montagne de Clermont-Ferrand, le Berry républicain de Bourges, le Journal du Centre de Nevers et le Populaire du Centre de Limoges - et la République du Centre (Orléans) viennent de créer un comité stratégique de réflexion baptisé « Les Quotidiens du Grand Centre ».

Les trois groupes souhaitent associer leurs compétences afin d'étudier les solutions susceptibles de leur permettre de faire face à la crise « durable » qui touche la presse quotidienne, notamment en matière de recettes publicitaires. Ces journaux, dont les liens sont anciens, veulent aussi mettre fin aux rumeurs de rachat circulant régulièrement sur chacun d'eux.

eux. L'accord qu'ils viennent de conclure devrait leur permettre de rechercher « les voies d'alliances et les synergies professionnelles susceptibles de pérenniser et renforcer leur indépendance ».

Les quotidiens des trois groupes couvrent dix-sept départements comptant plus de six millions d'habitants. L'audience globale de ces titres représente 2 184 600 lecteurs. Leur chiffre d'affaires 1990 s'établit à 1,5 milliard de francs (824 millions de francs pour le groupe Centre-France, 603 millions pour la Nouvelle République, 118 millions pour la République du Centre) et leur diffusion dépasse les 700 000 exemplaires quotidiens, selon l'OJD. Les trois groupes sont également présents dans la presse gratuite, la radio, l'affichage rural, la télématique et la presse hebdomadaire locale.

Le pouvoir de l'info

Jamais, sans doute, des salariés en conflit avec la direction de leur entreprise n'ont disposé d'un pouvoir comparable à celui dont jouissent, aujourd'hui, les journalistes de La 5. La direction de Hachette semble avoir perdu tout contrôle sur la chaîne dont elle est toujours l'opérateur légal. Pis, et c'est une première dans les conflits sociaux, elle est aujourd'hui privée de toute possibilité d'imposer son discours.

De quel poids pèse, en effet, la parole déléguée du président du groupe, M. Jean-Luc Lagardère, ou celle du président de la chaîne, M. Yves Sabourat, face à des journalistes grévistes qui monopolisent le micro ? Tous les soirs, depuis l'annonce des licenciements, la rédaction de La Cinq s'efforce d'influencer le grand public, mais aussi les décideurs du Conseil supérieur de l'audio-

visuel, les élus politiques, sans parler des milieux économiques et bourgeois. Depuis trois jours, le Journal du soir de La 5 est devenu une salle de meeting ouverte à tous.

L'entretien Bourret-Sabourat, vendredi 20 décembre, à l'enseigne d'un logo brossé de La 5, tenait plutôt du combat de boxe et ne respectait guère les canons, généralement saisis, de l'entretien télévisé classique. D'autant qu'un public chauffé à blanc (en l'occurrence les salariés de la chaîne) était là, massé non loin du plateau, qui ponctuait les échanges entre l'invité (M. Yves Sabourat) et la puissance invitante (M. Jean-Claude Bourret) de huées ou de vivats audibles pour des millions de téléspectateurs.

Certes, il arrive que des usines soient occupées par le personnel, que la production soit paralysée,

mais les directions conservent, en général, une marge d'initiative appréciable. Elles peuvent parler à l'extérieur, font respecter la « liberté du travail », etc. Ici, face à la puissance du média télévisuel, la direction de Hachette semble impuissante. La sympathie du public va naturellement aux grévistes et la solidarité des journalistes, notamment au sein du groupe Hachette, empêche toute possibilité de collaboration entre la rédaction d'Europe 1 et celle de La 5.

Décider en décembre de licenciements qui ne deviendront effectifs qu'en mars revient donc pour Jean-Luc Lagardère à conserver un canon médiatique braqué en permanence sur le personnel. Le président de Hachette semblait en être conscient quand il déclarait, vendredi 20 décembre, qu'il s'était « interdit

de regarder les journaux de La 5, ces derniers jours, tant il était persuadé que l'amertume des journalistes s'y donnerait libre cours. Il ne faut cependant pas donner l'impression que la chaîne est un bateau ivre », plaçait-il face aux grévistes.

L'enjeu de l'information est d'importance. Face au chahut, les benêtisés, qui détestent la publicité négative, pourraient être tentés de mégar leur soutien financier. Les milieux boursiers pourraient commencer à se déléster plus encore de leurs titres. Sans parler des responsables politiques, toujours sensibles à la voix de l'« opinion ». En revanche, l'arme télévisuelle étant à double tranchant, les journalistes de La 5 doivent se garder de lâcher le grand public et maintenir la tension : le spectacle d'abord !

YVES MAMOU

Les prix de la Fondation Alexandre Varenne

La Fondation Alexandre Varenne et Marguerite Varenne pour la presse et la communication organise chaque année un concours des jeunes journalistes et photographes de la presse quotidienne régionale et départementale. Voici le palmarès du concours 1991 :

Jeunes journalistes.
- 1^{er} prix (75 000 F) : Françoise Bouju, Nord-Eclair ; 2^e prix : (30 000 F) : Joseph Lozano, l'Indépendant ; 3^e prix (2 fois 10 000 F) : Michel Genson, le Républicain lorrain, Corinne Vanmeris, la Voix du Nord.

Mentions spéciales (3 fois 5 000 F) : Marc Spisser, les Dernières Nouvelles d'Alsace ; Anne Lessard, la République du Centre ; Henri Dudzinski, la Voix du Nord.

Jeunes photographes.
- Mentions spéciales : Jean Michel Mart, Midi libre ; Jean-Claude Jamois, la Nouvelle République du Centre-Ouest ; Pierre-Louis Mirc, les Nouvelles calédonniennes.

Nouveaux bureaux de l'AJEF. - L'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) a élu son nouveau bureau pour 1992 et 1993. Il est présidé par Jacques Barreau (l'Entreprise). Les vice-présidents sont Nicolas Beytout (les Echos) et Alain Verhaeghe (le Monde), le trésorier François de Witt (la Vie française) et le secrétaire général Sophie Rack d'Avezac (TF1). Etienne Bertier (le Point), Marie-Laetitia Bonavia (le Figaro), Michel Garibal (France-Inter), Catherine Golliau et Jean-Claude Hazera (le Nouvel Economiste), Axel Krause (International Herald Tribune), Gérard Moatti (l'Expansion) et Alain Fauche (l'Usine nouvelle) sont membres du bureau.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

309 Graffiac 62 900 F. Ceux qui pensent trouver une meilleure affaire peuvent toujours essayer la vente par correspondance.



309 GRAFFIAC TOUJOURS PARTANTE !

Profitez d'un financement exceptionnel par Crédipar* sur toutes les 309 Graffiac - essence ou diesel, 3 ou 5 portes - à découvrir chez votre concessionnaire jusqu'au 31 décembre 1991. C'est Noël quoi ! * Sous réserve d'acceptation du dossier de financement par Crédipar. Modèle présenté : 309 Graffiac - 3 portes essence, A.M. 92 - Tarif au 1/07/91.



PEUGEOT
UN CONSTRUCTEUR SORT SES TRUPES

La guerre en Yougoslavie

Offensive de l'aviation fédérale en Slavonie occidentale

L'aviation fédérale yougoslave a poursuivi, vendredi 20 décembre, ses attaques dans plusieurs régions de Croatie, notamment en Slavonie occidentale. Une bombe à fragmentation et dix missiles ont été lancés sur le village de Badjeva, à quelque 100 km à l'est de Zagreb.

La ville de Nova-Gradiska a été la cible d'une attaque combinée de l'aviation et de l'artillerie de l'armée yougoslave, qui a tiré au mortier, au canon et au lance-roquettes multiples, selon la télévision de Zagreb. L'opération a fait deux morts et cinq blessés, selon la même source.

Dans les environs de Sisak, les forces croates ont abattu un avion de l'armée yougoslave. Par ailleurs, de violents combats se sont déroulés à Gospić, à 200 km au sud de Zagreb, où les fédéraux ont lancé plusieurs attaques d'infanterie contre la ville.

Des négociations sur un cessez-le-feu se sont engagées à Osijek, selon l'agence croate Hina. Des représentants des autorités locales, des forces croates et de l'armée fédérale devaient tenter de se mettre d'accord, à partir de dimanche, sur les conditions de l'application d'un nouveau cessez-le-feu.

Sur le plan diplomatique,

Washington a fustigé, vendredi, la «préférence-croûton dominée par les Serbes» et condamné par avance toute tentative de «menacer l'intégrité» de la Bosnie-Herzégovine ou de la Macédoine. Dans un communiqué, le département d'Etat déclare qu'il «condamnerait fermement toute tentative de la part de la direction serbe et des militaires yougoslaves d'utiliser les perspectives de reconnaissance internationale comme prétexte pour menacer, par la force et l'intimidation, l'intégrité des Républiques de Bosnie-Herzégovine ou de Macédoine». «Nous consulterons nos amis et alliés, ajoute ce texte, en particulier la CEE, pour prendre les mesures appropriées». Enfin, le Saint-Siège a annoncé, vendredi, son intention de reconnaître la Croatie et la Slovénie, selon les conditions posées par la CEE. Son porte-parole, M. Joaquín Navarro, a ajouté que la décision du Vatican ne voulait être inamicale à l'encontre d'aucune des parties en cause dans le conflit et qu'elle visait la pacification de la région ainsi que «la création de conditions permettant un développement ordonné et fraternel de ses populations». (AFP, Reuters)

Des élections sur fond de prospérité

La question de l'indépendance de Taiwan n'est plus un sujet tabou

La population de Taiwan a voté, samedi 21 décembre, pour élire une Assemblée nationale appelée à réviser la Constitution de l'île nationaliste chinoise. La veille, dans la ville de Tainan (Sud), des heurts avaient opposé la police à des manifestants de l'opposition protestant contre la découverte de quatre-vingt mille bulletins de vote imprimés en excédent par le Kuomintang, le parti au pouvoir. Les résultats du scrutin, perçu comme un référendum implicite sur l'indépendance, étaient attendus dès samedi soir.

TAÏPEÏ

de notre envoyé spécial

Équipés de leur sac de pierre gravé à leur nom, équivalant chinois de la signature personnelle, les treize millions d'électeurs de Taiwan ont allés aux urnes, le 21 décembre, pour la deuxième fois sans contrainte depuis 1989. Il ne s'agissait pas seu-

lement de choisir les quatre cent cinquante membres de la nouvelle Chambre haute en vue de remplacer celle, pléthorique, que le régime nationaliste avait formée sur le continent avant même d'y perdre la guerre civile face aux communistes en 1949. L'actuel chef de l'Etat, M. Lee Teng-hui, également président du parti nationaliste, entend faire adopter par cette nouvelle Assemblée une Constitution mieux adaptée à la société apparue dans l'île à la faveur de la prospérité, remplaçant ainsi la Charte de 1947, toujours en vigueur.

Derrière cette question institutionnelle, qui ne semble guère passionner les vingt millions d'habitants de Taiwan, se profile la véritable question à laquelle l'île, indépendante de facto depuis quarante ans, est confrontée à l'heure où le monde se réunit et où sa réussite économique est devenue évidente à tous : doit-elle renoncer à son appartenance théorique à la Chine - dogme fondant la légitimité du Kuomintang depuis 1949 - et se déclarer indépendante ?

Violant un tabou, vieux de quatre décennies, qui interdisait toute prise de position dans ce sens, la principale formation d'opposition, le Parti pro-

gressiste démocratique (DPP), s'est présentée au scrutin en se déclarant pour l'indépendance, sur la base de la composition démographique de l'île : il existe aujourd'hui 80 % de Taiwanais de souche, contre 20 % d'héritiers de l'appareil nationaliste venus du continent en 1949.

Le ras-le-bol de la classe moyenne

Pour avoir prôné l'indépendance, quelques opposants se trouvent saisis en prison - dans des conditions confortables - et leurs familles ont été interdites de visite dans les jours précédant le scrutin. Ce fait n'a pas empêché l'ensemble de la campagne - marquée par quelques horions et lancers d'œufs en direction de locaux appartenant au Kuomintang, ainsi que par quelques accusations de fraude et de corruption électorale - d'être dominée par cette question, qui inquiète autant le régime de Pékin que le parti au pouvoir dans l'île.

Le paradoxe de la situation est que le lobby indépendantiste exprime le ras-le-bol, à l'encontre du pouvoir, d'une classe moyenne dont beaucoup

de membres entretiennent des rapports de plus en plus étroits, notamment économiques, avec les communistes du continent. Inversement, le camp du statu quo, incarné par le Kuomintang, mène depuis quatre décennies une politique qui a préservé l'île de l'influence de Pékin.

L'opposition sait que 15 % de la population, selon des sondages, partage sa revendication d'indépendance. Mais elle espère obtenir les 25 % de sièges qui lui permettraient de bloquer la réforme constitutionnelle envisagée par le pouvoir.

Le Kuomintang avait, pour sa part, mobilisé son appareil fort prospère. Le parti affectait - notamment dans des spots électoraux diffusés, pour la première fois, sur les trois chaînes de télévision qu'il contrôle - une allure bien plus «taiwanaise» que par le passé. Le pouvoir s'adresse maintenant à la population en mandarin, langue nationale des Hanq (Chinois), mais aussi dans le dialecte local et dans celui d'une autre minorité de l'île, les Hakkas. Sur le fond, le message est simple, et répété à satiété : «La prospérité, la stabilité, c'est nous.»

FRANCIS DERON

Les «disparus de Vukovar»

Au rythme d'une cinquantaine de blessés quotidiennement - ce chiffre pouvant doubler certains jours - les chirurgiens de Vukovar opèrent couramment vingt heures d'affilée. L'hôpital de cette ville de l'est de la Croatie, tombée en novembre après trois mois de siège et de pillage intensif, était devenu le cœur de ce symbole de la résistance croate à l'agression serbo-fédérale.

Si directrice, le docteur Vesna Bosanac, a «tenu» son établissement d'une main de fer, assurant sans interruption son fonctionnement malgré des conditions dramatiques (manque de médicaments, blessés (parmi lesquels 70 % de civils) et personnels confinés dans les sous-sols...). Puis, elle a passé trois semaines en détention, aux mains de l'armée «fédérale». A peine libérée, elle n'a qu'une idée : se rendre à Osijek, ville

voisine de Vukovar en voie de subir le sort de celle-ci, afin de faire profiter de sa «expérience» l'hôpital local.

Hôte, vendredi 20 décembre, du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, lors d'un bref séjour à Paris, le docteur Bosanac veut, aujourd'hui, sensibiliser l'Europe au sort des quelque 5 000 survivants de Vukovar toujours internés en Serbie. Un internement, dont elle-même et son mari, Ljovoslav, ont raconté la dureté (coups, humiliations de la part de soldats). Elle s'est, en outre, interrogée sur le sort de quatre cents de «ses» blessés (dont un Français et deux Allemands), «disparus» lors de l'évacuation de l'hôpital, assurée par l'armée : ils étaient 650 lors de la chute de la ville, or 250 d'entre eux seulement ont pu rejoindre la Croatie...

Y. H.

Dans un entretien publié à l'occasion de son centième anniversaire

M. Pinay affirme qu'il démissionnerait s'il était à la place de M. Mitterrand

Dans un entretien publié par le Figaro daté 21-22 décembre, M. Antoine Pinay, interrogé sur «ce qui va mal dans la France d'aujourd'hui», déclare : «Le malaise est d'ordre économique, et l'économie n'intéresse pas les hommes politiques. La politique est devenue un métier, et les candidats, une fois élus, se préoccupent de leur réélection beaucoup plus que des intérêts du pays. Il y a un déclin de la morale, des mœurs, du civisme, et tout cela pèse sur le monde politique».

Interrogé sur ce qu'il ferait s'il était à la place de M. Mitterrand, l'ancien président du conseil, qui aura cent ans le 30 décembre prochain, répond : «Je crois que si j'étais à sa place, je démissionnerais. Sans l'opinion publique ne le supporterait pas». Invité à juger plusieurs respo-

sables politiques, M. Pinay affirme que M. Cresson «manque de formation, même si elle est pleine de bonne volonté et d'intelligence», que M. Rocard lui a donné l'impression d'un «garçon intelligent, plein de bonne volonté, et ne s'en tirant pas tellement mal» et que M. Delors a sa préférence parce qu'il est «le plus pond, le plus équilibré, et très européen».

Quant à M. Chirac, il a l'impression que «c'est un gendarme (...), un petit peu comme Jean-Marie Le Pen». Il assure, d'autre part, que M. Edouard Balladur est «très, très bien» et «le mieux dans le camp libéral», que M. Raymond Barre «est resté avec ses variations, avec ses réminiscences», que M. Cresson d'Estang est «un peu plus intelligent, le plus compétent de la bande».

MAURICE PEYROT

Complice de Thierry Paulin

Jean-Thierry Mathurin a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Reconnu coupable de sept assassinats de personnes âgées et d'une tentative, commis en octobre et en novembre 1984 avec Thierry Paulin, Jean-Thierry Mathurin, vingt-six ans, a été condamné, vendredi 20 décembre, par la cour d'assises de Paris, à la réclusion criminelle à perpétuité, dont l'exécution comporte une période de sûreté de dix-huit ans pendant laquelle il ne pourra bénéficier des dispositions concernant les permissions de sortir, la semi-liberté et la libération conditionnelle (Le Monde du 20 décembre).

Les jurés parisiens ont suivi les réquisitions de l'avocat général Philippe Bilger, tout en déclarant Mathurin non coupable d'un assassinat et d'une tentative. Dans son réquisitoire, ponctué par les sanglots de l'accusé, M. Bilger avait implicitement admis que Thierry Paulin, victime du sida en 1989, était l'auteur principal des crimes auxquels Mathurin avait participé en tant que co-auteur. Mais, selon le magistrat, l'emprise de Paulin sur le jeune âge de Mathurin au moment des faits, commis lors d'une «parenthèse atroce» dans sa vie, ne constituait pas des circonstances atténuantes, mais seulement «des circonstances explicatives».

La passion amoureuse qui liait les deux hommes était également interprétée par M. Bilger comme une explication de cette série de meurtres : «Il était capital de vivre et de connaître des crimes sous le regard de l'autre». Un avis partiellement partagé par M. Michel Arnold, qui a tenté, d'une façon souvent remarquable, d'éviter la période de sûreté à son client. «Jugez-le pour ce qu'il a fait, et c'est déjà beaucoup. Mais il est resté sans cesse dans l'ombre; il ne

portait pas les coups; il n'était que le complice», plaide M. Arnold, en rappelant que Mathurin avait vécu, jusqu'à ces crimes, «dix-huit ans de pauvreté, de vie difficile, au cours desquels il n'a commis aucun délit. Sans Paulin, il n'était pas dangereux. Sans Paulin, il ne l'est plus».

MAURICE PEYROT

Au conseil des ministres

M. Dumas souhaite que les Républiques de l'ex-URSS mettent en place une organisation commune de défense

Pour éviter de faire séier les membres du gouvernement le mercredi 25 décembre, le président de la République a réuni le conseil des ministres samedi 21 à l'Elysée.

Au cours de son traditionnel tour d'horizon diplomatique, M. Roland Dumas a évoqué la rencontre d'Almaz-Ata, selon M. Jean Popery, ministre des relations avec le Parlement, qui, en l'absence de M. Jack Lang, rendait compte des travaux du conseil, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que la France souhaitait que «les Républiques nouvelles souveraines de l'ancienne Union soviétique parviennent à mettre en place une organisation commune, notamment dans le domaine de la défense, de manière à ce qu'il soit mis fin à la dispersion des armes atomiques sur le territoire de ce qui fut l'Union soviétique et pour que l'Europe de l'Est retrouve un nouvel équilibre qui, pour l'Europe tout entière, sera facteur de paix».

Le conseil des ministres a aussi approuvé un projet de loi présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, réformant le statut des caisses de crédit municipal et deux

projets défendus par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, le premier sur les droits des enfants et le règlement des conflits familiaux, le second sur le droit des héritiers et du conjoint survivant lors d'une succession (lire pages 1 et 3). Il a entendu une communication de M. Louis Mermeux, ministre de l'agriculture, sur l'utilisation des produits agricoles à des fins non alimentaires.

M. Popery a dressé le bilan de la session ordinaire du Parlement qui s'est achevée vendredi soir. A cette occasion il a annoncé que le président de la République avait signé un décret convoquant le Parlement en session extraordinaire à partir du 8 janvier pour continuer l'examen des textes suivants : le statut des élus, les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, l'organisation territoriale de la République et le statut de la magistrature. Enfin, le conseil a nommé M. Pierre Cosigny, inspecteur général des finances, directeur des Monnaies et Médailles. Compte tenu des fêtes de fin d'année, le prochain conseil des ministres se tiendra le vendredi 3 janvier.

Respectant une tradition ancienne

La France a attendu la fin de l'année pour passer ses commandes 1991 de Mirage-2000 et d'Atlantique-2

Comme la tradition l'a désormais instauré depuis des lustres, la France a officiellement notifié, le vendredi 20 décembre, sa commande annuelle pour 1991 de Mirage-2000 et d'Atlantique-2 au groupe Dassault qui conçoit ces deux avions militaires. Le contrat intervient en fin d'année, ce qui permet à l'Etat de doser progressivement ses investissements, en dépit du fait qu'ils ont été approuvés par le Parlement à la fin de l'année précédente, lors du vote sur le budget.

Une première notification porte sur la commande de dix-huit Mirage-2000-D pour l'armée de l'air. Le Mirage-2000-D est un avion biplace pour les missions d'attaque au sol, tout temps, de nuit comme de jour, lors de navigations à basse altitude, à grande vitesse. Cet avion emporte des armes classiques à guidage laser et à sous-munitions, mais il peut être aussi doté d'un missile nucléaire (comme l'ASMP des Mirage-2000-N). Au total, avec cette dernière commande, l'armée de l'air française a commandé trois cent dix-neuf Mirage-2000 d'une large diversité de versions, dont soixante-quinze Mirage-2000-D.

En plus de ces commandes nationales, le groupe Dassault a reçu celles de six clients étrangers (Arabie Saoudite, Egypte, Inde, Pérou, Grèce et Jordanie) pour un total de cent soixante-neuf Mirage-2000. Si la commande jordanienne est toujours comptabilisée par l'industrie, il y a de fortes chances pour qu'elle ne se matérialise

jamais, le client ayant fait savoir son intention de se doter moyennant le versement d'indemnités à débattre - ce qui est en discussion - avec la France.

La seconde notification porte sur la commande de trois Atlantique-2 pour la marine nationale. L'Atlantique-2 est un biplace à propulsion pour la surveillance maritime et la lutte anti-sous-marine. Ce contrat pour 1991 porte à vingt-cinq le nombre des exemplaires d'Atlantique-2 commandés par la marine.

A ce jour, l'Atlantique-2 n'a pas été exporté même auprès de pays - comme l'Allemagne, la Belgique ou l'Italie - qui le fabriquent avec la France. La raison en est probablement son prix : dans sa version destinée à l'aéronavale française, le coût budgétaire (taxes, soutien, recharges et formation des équipages) d'un Atlantique-2 en état de vol est estimé entre 500 et 600 millions de francs, selon des rapports du Parlement.

EN BREF

Le bilan de santé de M. Mitterrand fait état de résultats «normaux». Le service de presse de l'Elysée a diffusé, samedi matin 21 décembre, le bulletin de santé semestriel du président de la République. «A la demande de M. François Mitterrand, président de la République, un bilan de santé a été effectué à la fin de l'année 1991, indique le bulletin signé par le docteur Claude Gubler, médecin particulier du président. Les résultats des examens cliniques et biologiques pratiqués sont normaux».

Air Afrique sera partiellement privatisée. M. Yves Roland-Billecart, PDG de la compagnie multinationale Air Afrique, a annoncé, vendredi 20 décembre, qu'une prochaine ouverture du capital à des «vrais capitaux privés» ramènerait la part des dix Etats africains membres de 78,89 % de ce capital à environ 50,5 %. La Banque africaine de développement (BAD), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), la Caisse centrale de coopération économique française (CCCE), le groupe Bolloré, le groupe agro-alimentaire Mimran, des capitaux africains et le personnel de la compagnie pourraient faire partie du nouveau tour de table d'Air Afrique, qui est revenu à l'équilibre, en 1990. (AFP)

M. Gorbatchev a remis le dossier du KGB sur Soljenitsyne à son éditeur. Alexandre Soljenitsyne aurait l'intention de retourner en Russie pour s'y établir définitivement, selon le réalisateur Stanislav Govoroukhine qui l'a rencontré récemment. Le dossier du KGB sur l'écrivain a été remis à ses éditeurs de Novy Mir à Moscou par M. Gorbatchev, a annoncé, vendredi 20 décembre, l'agence Interfax. (A.P.)

SOMMAIRE

DÉBATS

Il y a vingt ans, les Britanniques quittent le Golfe..... 2

ÉTRANGER

Les Occidentaux envisagent une reconnaissance rapide des Républiques de l'ex-URSS..... 3
M. Eltsine fait savoir, dans un message, que la Russie espère adhérer, à terme, à l'OTAN..... 3
A l'ONU, la création d'un poste de coordinateur chargé des affaires humanitaires suscite la méfiance des non-alignés..... 4
Cambridge : la situation politique se dégrade à l'approche de Noël..... 5
Le plan de paix des Nations unies au Sahara occidental dans l'impasse..... 5
La polémique sur le financement des Verts : le fisc réclame 1 million de francs au parti de M. Waechter..... 6
La grave crise financière de la ville de Marseille..... 6
L'avis politique par André Laurant : «Mon oncle se met à table»..... 6
Un colloque à Moscou sur «l'anatomie de la haine»..... 6-7
La fin de la session parlementaire..... 7

SOCIÉTÉ

Deux projets de réforme du code civil..... 8
Les ONG sont opposées à la création d'une autorité mondiale de l'environnement..... 8
La chambre d'accusation s'oppose à l'instruction de l'affaire Boudarel..... 13
L'épilogue de l'affaire L'Oréal..... 13

HEURES LOCALES

Union symbolique au chevet de Marseille • Les syndicats ont été oubliés lors des négociations d'Angoulême : un entretien avec M. Jacques Nodin • Limousin : la

fin d'un long sommeil • Difficile accouchement pour l'hôpital de Montpellier • La bataille du pont de Barcelonnette..... 9 à 12

CULTURE

Arts : Marcel Broodthaers à la Galerie nationale du Jeu de Paume..... 15
Cinéma : «Epouses et concubines», de Zhang Yimou..... 15
Théâtre : «La Chauve-Souris», de Jérôme Savary..... 15

ÉCONOMIE

La Réserve fédérale des Etats-Unis a baissé son taux d'escompte..... 17
Les négociations finales du GATT..... 17
Krupp détient 51 % de son concurrent Hoesch..... 17
Revue des valeurs..... 18
Crédits, changes et grands marchés..... 19

COMMUNICATION

La CSA va décider si La 5 reste en mesure de respecter ses engagements..... 20
Pour résister à la crise, trois groupes de presse du centre de la France se rapprochent..... 20

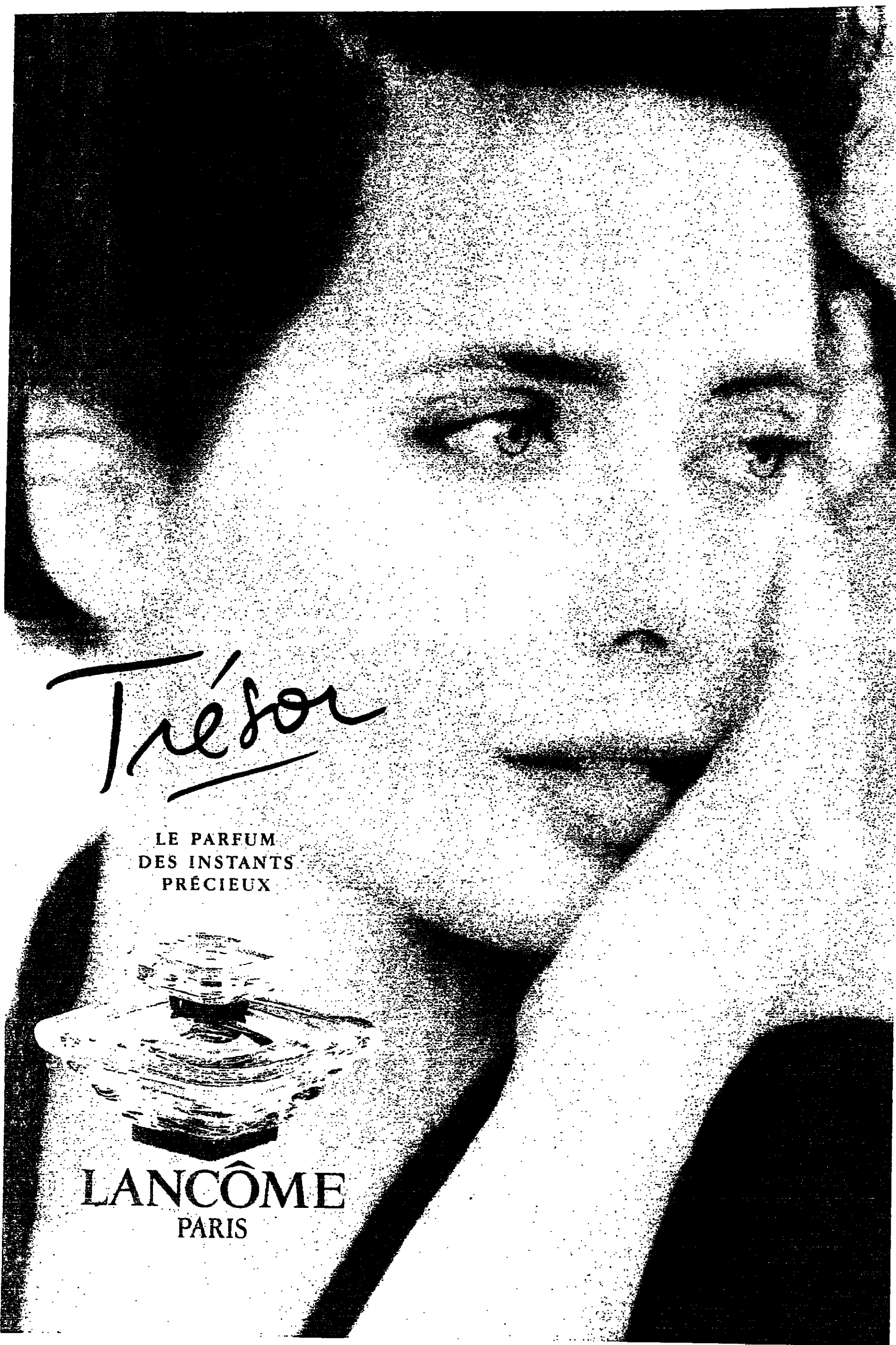
Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 16
Météorologie..... 16
Mots croisés..... 16
Spectacles..... 14
Télévision..... 16

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM


Le numéro du «Monde» daté 21 décembre 1991 a été tiré à 194 250 exemplaires.

العدد 1550



Trésor

LE PARFUM
DES INSTANTS
PRÉCIEUX



LANCÔME
PARIS

Lancôme vous souhaite un Joyeux Noël.

RADIO

Jean-Christophe

«Le jazz ?
Mon roman
d'amour
mal aimé»

petite photo
de Serge Gainsbourg
special

Élection au Canal
du meilleur film
français

Comédie en 14
jours

Le droit, l'éthique
et la médecine

Paris

150 140 130